

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LA

RÉFORME DE LA LOI DU 12 JANVIER 1895

SUR LA

SAISIE-ARRÊT DES SALAIRES

ET PETITS TRAITEMENTS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le lundi 23 mars 1914, à 3 heures

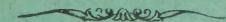
PAR

Paul-Louis DELASSAULT

Avocat à la Cour d'appel

Président : M. RAOUL JAY, professeur.

Suffragants { *MM. DESCHAMPS, professeur*
TRUCHY, professeur.



LIBRAIRIE

DE LA SOCIÉTÉ DU

RECUEIL SIREY

22, rue Soufflot, PARIS-5^e

Léon TENIN, Directeur

1914

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les
thèses ; ces opinions doivent être considérées
comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LA

RÉFORME DE LA LOI DU 12 JANVIER 1895

SUR LA

SAISIE-ARRÊT DES SALAIRES

ET PETITS TRAITEMENTS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le lundi 23 mars 1914, à 3 heures

PAR

Paul-Louis DELASSAULT

Avocat à la Cour d'appel



Président : M. RAOUL JAY, professeur.

*Suffragants { MM. DESCHAMPS, professeur.
TRUCHY, professeur.*

LIBRAIRIE

DE LA SOCIÉTÉ DU

RECUEIL SIREY

22, rue Soufflot, PARIS-5^e

Léon TENIN, Directeur

1914



Digitized by the Internet Archive
in 2026

A MA GRAND'MÈRE

A MA MÈRE

A MA GRANDMERE

A MA MERE

LA

RÉFORME DE LA LOI DU 12 JANVIER 1895

SUR LA

SAISIE-ARRÊT DES SALAIRES ET PETITS TRAITEMENTS

INTRODUCTION

La loi du 12 janvier 1895 est, parmi les nombreuses lois sociales de notre époque, une de celles qui ont abouti aux plus décevants mécomptes.

Conçue dans un but foncièrement humanitaire, elle a donné des résultats complètement opposés aux idées de bonne justice et de saine équité qui l'inspiraient.

A la séance de la Chambre du 20 janvier 1898, M. Milliard, ministre de la Justice, disait : « Il faut avoir le courage de le dire, bien que la loi soit récente, elle a manqué son but. »

Depuis, les résultats néfastes dénoncés au lendemain même de son apparition, n'ont fait que s'accroître.

Les législateurs ne sont pas restés indifférents à

cette situation et les projets de réforme sont nombreux. Il n'est pas de législature qui n'ait tenu à honneur de présenter quelque système s'efforçant d'apporter une amélioration. Aucun projet n'a jusqu'à présent abouti à se transformer en loi. Aussi, depuis bientôt vingt ans que la loi fonctionne, les récriminations s'accumulent en même temps que les réformes projetées s'amoncellent dans les cartons des Chambres.

C'est que si tout le monde s'accorde à reconnaître la nécessité d'une réforme, l'entente n'existe plus sur le choix du principe dont elle s'inspirera et de la façon dont elle se fera.

Cependant, nous sommes à l'heure actuelle en présence d'une proposition adoptée par le Sénat, à laquelle la Commission du Travail de la Chambre a apporté d'assez nombreuses modifications.

Le Parlement va-t-il l'admettre ainsi ou la remanier de nouveau dans ses détails ? Remettra-t-il en question les principes directeurs de la loi ?

Les propositions présentées offrent-elles des garanties de soulagement véritable ou ne sont-elles que de vains palliatifs incapables de mettre fin aux abus ?

Le remède est-il dans une simple transformation de détail ou doit-il s'attaquer au fond même, à la saisie-arrêt elle-même ?

Autant de questions auxquelles nous aurons à ré-

pondre dans cette étude de la réforme de la loi de 1895.

Si l'examen des propositions présentées au Parlement nous montre qu'elles sont incapables de faire cesser la situation déplorable où nous nous trouvons, il nous faudra conclure que les recherches doivent s'orienter vers la suppression de la saisie.

Dans une première partie nous étudierons la loi de 1895 et les premiers projets de réforme : l'histoire de la préparation de la loi montrera l'esprit dans lequel elle a été conçue et donnera les motifs de la procédure spéciale qu'elle instaure, les résultats de l'application de la loi et les critiques qu'on adresse à son fonctionnement expliqueront les diverses tendances du mouvement de réforme.

Dans une seconde partie, nous envisageons la situation actuelle par l'étude des projet et propositions soumises au Parlement. A ce propos, nous aurons à nous demander si les systèmes présentés sont susceptibles de faire œuvre bonne et durable.

Si l'examen de l'œuvre du législateur ne donne pas satisfaction aux divers desiderata, il nous restera à conclure, dans une troisième et dernière partie, que la loi française est impuissante à réglementer la grave matière de la saisie-arrêt des salaires et nous ne pourrons qu'en demander la suppression. Nous aurons donc à examiner le système de réforme qui paraît le plus efficace, à savoir : l'insaisissabilité absolue des salaires.

PREMIÈRE PARTIE

LA LOI DE 1895 ET LES TRAVAUX DE RÉFORME

CHAPITRE PRÉLIMINAIRE

Travaux préparatoires de la loi de 1895

§ 1. — LES TEXTES ET LA JURISPRUDENCE

La procédure de saisie-arrêt permet à un créancier de se faire payer de ce qui lui est dû par un débiteur au moyen de la somme dont ce dernier est lui-même créancier envers une autre personne. Le créancier arrête entre les mains d'un tiers, les sommes ou effets mobiliers qui sont dus ou qui appartiennent à son débiteur.

Cette procédure, telle qu'elle est organisée par le Code de Procédure civile présente d'incontestables avantages. Elle n'est point cependant indemne de reproches. Elle a des inconvénients nombreux. C'est d'abord l'indisponibilité absolue qu'elle entraîne des valeurs saisies-arrêtées, ces valeurs représentant sou-

vent une somme bien supérieure au chiffre de la créance en vertu de laquelle la saisie-arrêt est pratiquée. En outre elle donne lieu à des frais souvent élevés, à des difficultés assez considérables si bien qu'on peut voir un débiteur privé d'une créance qui était indispensable à la bonne marche de ses affaires.

Mais combien la situation devient plus délicate, plus difficile au point de vue moral, lorsque la créance qu'il faudra saisir ne sera pas une somme d'argent quelconque mais sera le salaire même, les appointements mêmes de ce débiteur. Le salaire, les appointements, c'est ce qui correspond à l'effort de tous les jours, à la vie même de l'homme et qui doit lui permettre de pourvoir à sa subsistance et à celle de sa famille.

La saisie-arrêt avec toutes ses rigueurs peut avoir des conséquences désastreuses pour la vie économique et sociale d'un pays.

Aussi des lois et des décrets nombreux apportaient-ils des restrictions à la saisie en faveur de certaines personnes.

Pour les traitements des militaires c'est un décret des 8-10 juillet 1791 qui les déclare insaisissables lorsqu'ils ne dépassent pas 600 francs.

Même insaisissabilité pour les fonds destinés aux entrepreneurs de travaux publics (décret du 26 pluviôse an II).

Pour les employés de la régie une loi des 6-28 août 1792 déclarant leur traitement partiellement insaisissable.

Pour les fonctionnaires publics et employés civils une loi du 21 ventôse an IX.

Pour les matelots de la Marine Marchande une loi du 22 floréal an VII.

Pour divers pensionnés (Conseil d'État 7 août 1835 ; loi du 13 juin 1850 ; décret du 10 juillet 1848 ; loi du 29 décembre 1884 ; loi du 18 juin 1850).

Pour les ministres des cultes (arrêtés du 18 nivôse an XI (8 janvier 1803) et 15 germinal an XIII, 5 avril 1804).

De nombreux traitements bénéficient encore d'une insaisissabilité plus ou moins étendue. On en trouve l'énumération dans le répertoire Dalloz (v° *Traitement*, n° 176).

Cependant aucune exception n'avait été introduite dans la loi en faveur des ouvriers et des employés.

La classe ouvrière ne se constitua que dans le courant du xix^e siècle. Dès qu'elle eut affirmé son existence et réclamé sa part dans la législation elle aurait eu de sérieux motifs et de puissantes raisons pour demander une réglementation en la matière.

L'intervention du législateur paraît avoir été retardée grâce à la jurisprudence qui sut s'inspirer dans ses décisions des besoins sociaux.

L'interprétation stricte des textes et l'application

des principes généraux conduisaient à la saisissabilité absolue.

On avait cependant tenté de faire découler l'interdiction absolue de la saisie des créances alimentaires de l'article 581 du Code de procédure civile qui déclare insaisissables les sommes et pensions données ou léguées à titre d'aliments malgré le silence du testament ou de l'acte de donation. On pouvait considérer le salaire comme ayant pour l'ouvrier le caractère d'une créance alimentaire.

Mais c'était dépasser la portée du texte. Cette insaisissabilité ne concerne que des créances alimentaires ayant leur source dans une libéralité et ce n'est là qu'une exception.

Cependant, si elle était permise par la loi, la saisie de la totalité des salaires n'était guère équitable et humaine.

La jurisprudence sut s'inspirer des considérations pratiques pour apporter dans ses décisions un tempérament à la rigueur des principes.

Le 26 mars 1859, la Cour de Rouen décide que les traitements des employés des particuliers et les salaires des ouvriers peuvent être déclarés insaisissables soit pour partie, soit même pour le tout, lorsqu'il est constaté qu'ils ont un caractère alimentaire (D. P., 1859.2.157).

La Cour de cassation par son arrêt du 10 avril 1860 reconnaît aux juges le pouvoir d'apprécier « si

les traitements ou salaires en raison de leur nature et de la position du débiteur peuvent être considérés comme alimentaires et à ce titre, affranchis soit pour partie, soit pour le tout, suivant les circonstances, des effets de la saisie » (Sirey, 1860.1.502).

A dater de cet arrêt la jurisprudence est fixée dans le sens de la saisissabilité partielle et elle en arrive à poser en principe que quiconque a besoin de ce qu'il gagne pour subsister n'en peut être privé ; que toute créance présentant un caractère alimentaire, quelle que soit d'ailleurs son origine, est insaisissable.

Mais l'insaisissabilité serait un remède imparfait s'il restait possible à l'ouvrier de céder son salaire. Il eût été trop facile alors de tourner la limitation de la saisissabilité ; les créanciers n'auraient eu qu'à se faire consentir une cession par l'ouvrier dans l'embaras.

La jurisprudence se contenta de rappeler que, malgré la cession, l'ouvrier ne renonçait pas à invoquer le bénéfice de l'article 1244 du Code civil qui est d'ordre public et que le juge était toujours libre de permettre au débiteur d'espacer les paiements.

Les ouvriers et les employés se trouvaient désormais protégés contre les poursuites excessives de leurs créanciers, ils étaient assurés que leur travail leur profiterait, qu'ils pourraient avec leurs salaires ou traitements, vivre et faire vivre leur famille et cette assurance s'affirmait chaque jour plus nettement

avec la notion mieux établie de l'insaisissabilité des créances alimentaires.

Cette jurisprudence parut longtemps suffisante mais son application fit apparaître des inconvénients graves qu'il n'était plus possible au juge d'éviter et qui étaient seulement du ressort du législateur.

Sans doute le système avait des avantages : il lui était possible de s'accommoder aux circonstances, de tenir compte des habitudes, des professions, des milieux. L'application individuelle de la règle posée assurait une adaptation plus équitable, une justice plus exacte.

Les inconvénients du système n'en étaient pas moins graves.

Le débiteur saisi était à la merci d'un revirement de la jurisprudence revenant à la stricte interprétation des textes. L'article 1244 du Code civil pouvait être appliqué par le juge mais si ce dernier refusait d'user de son pouvoir, le débiteur ne pouvait se plaindre quelque dure que fût sa décision.

Chaque espèce demandait une solution spéciale ; autant de saisies, autant de procès.

Créanciers et débiteurs ne savaient pas exactement sur quelle portion pouvait porter la saisie. Le créancier saisissant pouvait toujours craindre que le Tribunal ne reconnût à la somme saisie-arrêtée le caractère alimentaire.

En plus de l'instabilité des solutions, le système

avait pour résultat d'amener l'indisponibilité des salaires pendant un temps parfois très long. D'abord pendant la durée du procès, le patron ne payant plus que sous sa propre responsabilité refusait de payer aucune partie des salaires, ne voulant pas s'exposer à payer deux fois. C'était ensuite à l'ouvrier qu'il appartenait de demander la mainlevée ou la réduction de la saisie. D'où action en justice et les lenteurs inhérentes à la procédure. Pendant ce temps, l'ouvrier voyait la gêne entrer à son foyer. Découragé, il quittait son travail. Son départ et sa ruine entraînaient pour le créancier la perte de sa créance.

Les difficultés de la procédure étaient un autre inconvénient. Le Code de procédure avait instauré dans ses articles 557 et suivants des formalités longues et précises afin de garantir tous les droits, les prescriptions très utiles pour des sommes importantes étaient dans la saisie-arrêt des salaires hors de proportion avec leur valeur. D'abord, c'était dans la huitaine de l'exploit de saisie-arrêt, sa dénonciation, l'assignation en validité devant le tribunal, la contre-dénonciation au tiers saisi, puis l'assignation en déclaration affirmative. Trois exploits, au moins, étaient nécessaires.

Et puis c'était devant le Tribunal civil que s'engageait la procédure, d'où nécessité de constitution d'avoué. Un jugement devait valider la saisie, reconnaître la dette du tiers saisi, le condamner à payer

entre les mains du créancier saisissant. Il y avait aussi l'opposition de chacun des créanciers intervenants. Enfin, les sommes retenues devaient être distribuées et si la répartition amiable n'avait pu fonctionner à défaut d'entente, il fallait procéder à l'ordre judiciaire.

Cette procédure était donc compliquée et difficilement maniable.

Aussi, comme conséquence, les frais étaient-ils énormes.

Les frais de timbre, les droits d'enregistrement, les honoraires de l'huissier, de l'avoué formaient un ensemble hors de proportion avec les créances et les sommes retenues. Pour une dette de 20 francs en présence d'un seul créancier, les frais s'élevaient à 200 francs.

Ces frais augmentaient encore d'autant à raison du nombre des créanciers intervenants.

Sans doute la pratique avait essayé d'obvier à ces inconvénients. Souvent une simple opposition, l'exploit de saisie-arrest, suffisait pour amener un arrangement et un procès était évité.

Certains tribunaux alors que la saisie était formée avaient pris soin de réglementer le séquestre judiciaire ce qui permettait à l'ouvrier de toucher une partie de son salaire.

Les inconvénients de la jurisprudence n'en res-

taient pas moins très graves et les remèdes insuffisants.

Aussi bien ne faut-il pas s'étonner que d'excellents esprits aient fini par s'émouvoir et aient essayé d'apporter un remède à ce lamentable état de choses.

§ 2. — PROPOSITIONS ET PROJETS

Dès 1885 des propositions de loi tendant à la modification de la saisie-arrêt du Code de procédure en faveur des ouvriers furent déposées successivement sur le bureau de la Chambre des députés.

Les trois premières de MM. Bruyelles (12 décembre 1885), Jacquier (2 avril 1887) et Francis Laur (27 octobre 1887) n'aboutirent pas.

L'idée d'une réforme fut sérieusement reprise par M. Thellier de Poncheville, député du Nord, qui présenta le 5 décembre 1889 une proposition de loi relative à la protection des salaires et à la réduction des frais. C'est un document remarquable dans lequel l'auteur semble bien avoir prévu l'échec d'une législation qui, au lieu de supprimer la saisie-arrêt au profit des petits salariés, ne ferait qu'en atténuer certains effets. Il voulait déclarer insaisissables tous les salaires inférieurs à 3 francs par jour.

Quelques jours après, le 10 décembre, M. Jacquemart propose de rendre insaisissables les 9 dixièmes des salaires et des petits traitements inférieurs à 2.000 francs par an.

Ces deux propositions furent prises en considération d'abord par la Commission à laquelle elles avaient été renvoyées ainsi que l'indique le rapport de M. Royer, déposé le 23 janvier 1890, ensuite par la Chambre le 4 février 1890.

De nombreuses autres propositions se succédèrent.

Le gouvernement résolut de s'éclairer au moyen d'une enquête.

Une circulaire du ministre du Commerce du 15 mars 1890 invita les Chambres de commerce, les Chambres consultatives des arts et manufactures et les Conseils de prud'hommes à répondre à un certain nombre de questions et elle soumettait à leur appréciation quelques propositions de loi.

De l'enquête qui eut lieu en conformité de cette circulaire il résulte que les corps constitués étaient presque unanimes pour reconnaître l'utilité d'une loi puisque sur 190 réponses 19 seulement estimaient suffisante la jurisprudence.

La Commission extra-parlementaire, chargée de prendre connaissance des réponses reçues et d'élaborer un projet de loi, proposa comme solution : la limitation au dixième ou au cinquième suivant le gain de l'ouvrier de la quote-part saisissable.

La question de la saisie-arrêt fut aussi soumise au Conseil supérieur du Travail à sa session de février 1891 et y donna lieu à de longues discussions.

Il adopta une résolution aux termes de laquelle il

proposait de réduire au dixième la part cessible et saisissable des salaires des ouvriers et gens de service, de même que celle des traitements inférieurs à 2.400 francs et de simplifier la procédure en matière de saisie-arrêt en substituant la compétence du juge de paix à celle du Tribunal civil tout en la rendant moins onéreuse.

Le gouvernement, à son tour, déposa un projet de loi le 16 juin 1891.

Parmi les propositions déposées, les unes s'attachaient seulement à réclamer une atténuation des effets de la saisie-arrêt et une quotité saisissable plus ou moins restreinte ; d'autres demandaient, en outre, une modification de la procédure.

Les auteurs, qui n'envisageaient que la question de la réforme de la procédure, voulaient que la compétence fût attribuée au juge de paix pour procéder au débat entre le créancier et le débiteur et ce, rapidement, sans frais, sur un simple billet d'avis et en vertu d'une ordonnance du juge.

D'autres estimaient qu'il suffisait de déterminer une quotité saisissable pour parer aux principaux inconvénients que présentait le système jurisprudentiel et rappelaient l'exemple de la Belgique qui avait borné à cette fixation d'une quotité saisissable la réforme de la saisie du salaire dans sa loi du 18 août 1887.

En général, on considérait, cependant, que pour

profiter aux salariés, la loi doit régler deux points : la quotité saisissable et les frais.

Avant de fixer la quotité saisissable il y avait lieu de se demander à quelles personnes on accorderait le privilège d'une législation exceptionnelle. Sur ce point les avis étaient partagés. Les uns voulaient accorder un privilège à ceux qui reçoivent un salaire, des appointements ou un traitement. Les autres ne l'accordaient qu'aux deux premières de ces catégories, s'en référant pour la troisième à la loi de ventôse an IX.

A un autre point de vue, certains pensaient qu'il fallait faire un classement entre les personnes appelées à bénéficier de la loi. La quotité saisissable aurait varié suivant la catégorie.

Le projet du gouvernement adoptait une distinction entre : 1° les ouvriers et gens de service et 2° les employés et fonctionnaires. Il réglait de plus une procédure nouvelle.

Après quelques modifications et des renvois successifs à l'une et l'autre chambre un texte définitif fut adopté par le Parlement le 27 décembre 1894 et le 12 janvier 1895 fut promulguée la loi qui nous régit.

Cette loi est actuellement incorporée au Code du travail et de la prévoyance sociale dans ses articles 61 à 73 du Livre I^{er} (Loi du 28 décembre 1910, portant codification des lois sociales. D. P. 1911.4.109).

CHAPITRE PREMIER

Fonctionnement de la loi

La loi du 12 janvier 1895 est divisée en deux titres :

Le titre premier est consacré à l'énonciation de principes nouveaux en matière de saisie-arrêt des salaires et petits traitements.

Le titre deuxième traite de la procédure.

§ 1. — LES PRINCIPES

Le salaire ou le traitement peut être compromis soit du consentement de l'ouvrier ou de l'employé lorsqu'il a accordé une cession, soit malgré lui lorsque ses créanciers, dans l'exercice de leurs droits, opèrent une saisie-arrêt.

La loi du 12 janvier 1895 limite ces deux dangers : en faveur de l'ouvrier à quelque somme que s'élève son salaire ; en faveur de l'employé ou du fonctionnaire dont les appointements ne dépassent pas 2.000 fr. par an.

Elle fixe une quotité saisissable et une quotité cessible du même montant, d'un dixième mais qui ne peuvent se confondre.

Elle établit une quotité égale pouvant être compensée en cas d'avances en espèces faites par le patron. Il s'ensuit que l'ouvrier, l'employé, le fonctionnaire sont assurés, s'ils l'exigent, de toucher les 7/10 de leurs salaires ou appointements.

Néanmoins, la saisie et la cession restent permises sans limite pour le paiement des dettes alimentaires.

La loi défend ainsi la plus grande partie du salaire de l'ouvrier contre tous et même contre lui-même car il ne peut entamer le produit à venir de son travail.

Elle condamne à tout jamais la pratique déplorable du « Truck system ».

Certains patrons avaient trouvé ingénieux d'adjoindre à leur établissement un économat où se vendaient toutes les fournitures dont peut avoir besoin un ménage ouvrier et ils obligeaient les ouvriers à s'y approvisionner.

Le jour de la paye, on retenait le montant des achats et bien souvent, non seulement les ouvriers ne touchaient rien mais encore restaient débiteurs envers l'économat.

L'article 4 de la loi défend au patron d'opérer des retenues sur le salaire à titre de compensation pour

fournitures si ce n'est dans trois cas déterminés : 1° fournitures d'outils ou d'instruments nécessaires au travail ; 2° des matières et matériaux dont l'ouvrier a la charge et l'usage ; 3° des sommes avancées pour l'acquisition des mêmes objets.

La loi, disions-nous, traite différemment l'ouvrier d'une part, l'employé et le fonctionnaire d'autre part. Les auteurs nous donnent la raison de cette différence en disant que si l'on évalue facilement le traitement fixé par mois ou par année, il est presque impossible de se rendre compte du montant annuel du salaire payé à la tâche où à la journée.

Remarquons, à ce propos, le résultat curieux auquel on arrive dans certains cas : un ouvrier d'art gagnant un gros salaire va néanmoins, indéfiniment, bénéficier de la restriction de la saisie-arrêt au dixième.

§ 2. — LA PROCÉDURE

La loi de 1895 a créé une procédure spéciale plus économique et plus expéditive que la procédure ordinaire.

Une seule saisie-arrêt est possible. Les créanciers intervenants sont de simples opposants qui s'inscrivent sur un registre spécial au greffe de la justice de paix. Ils peuvent, cependant, provoquer la répartition dès qu'elle peut donner un dividende de 20 %.

Un seul acte d'huissier est possible : l'exploit de saisie fait par le premier saisissant. Les avis aux intéressés, avertissements à comparaître, signification de jugement par défaut, notification d'état de répartition, etc., sont faits par lettre recommandée.

Les frais sont donc diminués dans une large mesure.

La procédure simplifiée de la loi de 1893 se ramène à quatre parties :

- 1° Autorisation du juge de paix ou visa du greffier ;
- 2° Exploit de saisie-arrêt ;
- 3° Procédure de validité ;
- 4° Répartition des deniers saisis-arrêtés.

I. — *Autorisation ou visa*

Lorsqu'un créancier qui veut pratiquer une saisie arrêt sur les salaires de son débiteur est muni d'un titre écrit, il se présente au greffe de la justice de paix et fait viser son titre ; cette formalité est exigée pour empêcher une seconde saisie-arrêt d'être pratiquée sur le même débiteur.

Le greffier de justice de paix doit exiger que le titre soit préalablement enregistré ; mais il n'a pas à se faire juge de la régularité de la valeur du titre.

Si le créancier ne possède aucun titre écrit, il s'adresse au juge de paix qui peut, avant d'accorder

son autorisation, faire convoquer devant lui par simple avertissement le créancier et le débiteur, à moins qu'il n'y ait déjà eu pour cette même créance une tentative de conciliation, par exemple à l'occasion d'une demande en paiement et afin d'obtenir jugement.

II. — *Exploit de saisie-arrêt*

La saisie-arrêt se fait par exploit d'huissier, conservé comme acte initial de cette procédure ; il est affranchi d'ailleurs de tous droits de timbre et d'enregistrement ; il doit contenir l'extrait du titre si le créancier en a un ou la copie intégrale de l'ordonnance du juge dans le cas contraire. La signification peut être faite soit au patron lui-même, soit à son préposé chargé du paiement des salaires ou appointements.

La saisie-arrêt produit ici tous ses effets ordinaires. Elle équivaut à une simple défense de payer faite au tiers saisi, mais ne fait pas sortir du patrimoine du débiteur la créance frappée d'opposition.

Autrement dit, elle frappe d'indisponibilité la portion saisissable de la créance saisie-arrêtée mais ne crée aucun privilège en faveur du premier opposant. C'est une simple mesure conservatoire, du moins jusqu'à la demande en validité.

S'il survient d'autres créanciers, le greffier qui a pris note du visa par lui donné ou qui est averti de

l'ordonnance du juge de paix par le dépôt au greffe de l'exploit de saisie-arrêt, imposé à l'huissier dans les huit jours de la saisie, se borne à consigner leurs interventions sur le registre spécial où il centralise tout ce qui concerne la saisie-arrêt et à en donner avis par lettres recommandées dans les quarante-huit heures tant au débiteur qu'au tiers saisi.

Ces oppositions sont recevables tant que le jugement de validité n'est pas intervenu et devenu définitif.

III. — *Procédure de validité*

Sur la réquisition de l'un des intéressés, créancier saisissant ou intervenant, débiteur saisi ou tiers saisi, le greffier de justice de paix convoque par lettres recommandées tous les intéressés, sauf celui qui a fait la réquisition pour la plus prochaine audience. Ces convocations par lettres recommandées valent citation car elles saisissent le juge de paix de la demande en validité de la saisie-arrêt.

Ces parties comparaissent à l'audience en personne ou par mandataire.

Si le créancier opposant ou intervenant est muni d'un titre exécutoire, le juge de paix se borne à rechercher si les conditions de fond et de forme prescrites par la loi ont été observées et suivant les cas il validera ou annulera la saisie.

Il prononcera en dernier ressort si la créance est égale ou inférieure à 300 francs, à charge d'appel si elle est supérieure à 600 francs mais il est toujours compétent. (Arg. loi du 12 juillet 1905).

Si le créancier n'a pas de titre exécutoire, le juge de paix statue d'abord sur la demande en paiement quand il est le juge naturel du fond du débat ou encore quand les parties consentent à proroger sa compétence conformément à l'article 7 du Code de procédure civile.

Il surseoit, au contraire, à statuer si la créance pour sûreté de laquelle la saisie-arrêt est formée excède sa compétence, puis une fois qu'il a été statué sur la demande en paiement, soit par lui-même soit par le tribunal compétent, le juge de paix se prononce sur la validité ou la nullité de la saisie-arrêt comme il est dit ci-dessus.

Il reçoit également la déclaration du tiers saisi, même si celui-ci n'est pas domicilié dans son canton, ce qui est une dérogation au droit commun. Dans la pratique, lorsqu'il n'y a pas de contestation le juge de paix se contente d'une simple lettre missive.

Si le tiers saisi ne fait pas sa déclaration, ni en personne, ni par mandataire, ni par lettre missive, il est déclaré débiteur pur et simple des retenues non opérées, ce qui est encore une dérogation au droit commun.

Lorsque l'instance en validité se termine par un

jugement contradictoire, la loi dispense de la signification. Le délai d'appel qui est de dix jours court du jour du prononcé du jugement.

Si le jugement est par défaut, le greffier le notifie à la partie défaillante, ordinairement le débiteur saisi et l'opposition n'est recevable que dans les huit jours de la date de la lettre recommandée à la poste.

Le jugement rendu sur opposition ne comporte pas une nouvelle opposition, ni de la part de celui qui a fait défaut une première fois, ce qui est une application du droit commun, ni même de la part de ceux qui n'ont pas fait défaut auparavant, ce qui est une dérogation au droit commun.

Suivant la règle ordinaire le délai d'appel, en cas de jugement par défaut ne court qu'à partir de l'expiration du délai d'opposition.

IV. — *Répartition des deniers saisis-arrêtés*

La procédure de saisie-arrêt n'est pas terminée par l'instance en validité. Le but des créanciers n'est pas d'obtenir une simple consécration judiciaire de leurs droits, une condamnation de leur débiteur et la validité de leur opposition. Ce qu'ils veulent c'est se faire payer de leur dette par le transfert dans leurs mains des deniers qu'ils ont saisis-arrêtés.

Tel est l'objet de la répartition qui, à défaut d'entente entre les parties, ne peut être faite que

par le juge de paix qui a statué sur la validité.

Le juge de paix peut surseoir à la répartition tant que la somme à distribuer n'est pas en rapport avec le montant des créances produites, autrement dit d'une façon plus précise, lorsque la somme saisie ne pourrait pas procurer aux créanciers saisissants un dividende de 20 % déduction faite des frais à prélever et des créances privilégiées.

La répartition est opérée par acte rédigé dans la forme des jugements. C'est une véritable décision judiciaire qui emporte hypothèque, qui est susceptible des mêmes voies de recours que le jugement de validité et dont les expéditions doivent être délivrées revêtues de la formule exécutoire.

Les délais de recours expirés, copie intégrale de cet état de répartition signée du juge et du greffier est transmise par ce dernier par lettre recommandée au saisi et au tiers saisi. Semblable copie, en pratique un simple extrait revêtu de la formule exécutoire, est délivré à chaque créancier colloqué, qui le présente au tiers saisi pour obtenir le montant de sa collocation. La quittance est donnée en marge de la copie ou de l'extrait.

Tous actes, décisions et formalités auxquels donne lieu l'exécution de la loi du 12 janvier 1895 sont, quelle qu'en soit la nature, rédigés sur papier non timbré et enregistrés gratis (loi de finances du 23 avril 1905, art. 8).

CHAPITRE II

Critiques de la loi

Malgré les innovations que cette loi apportait au système de la saisie-arrêt il s'en faut de beaucoup qu'elle ait atteint le but désiré. Il semble même qu'elle soit allée à l'encontre de ce but et que les réformes aient causé plus d'abus que d'améliorations.

L'application de cette loi a donné lieu à de nombreuses critiques et certains de ses inconvénients ont été signalés au lendemain même de sa promulgation.

En 1898, M. Marcel Habert, disait à la tribune de la Chambre : « Il n'existe pas en France, à l'heure présente, un seul juge de paix, un seul salarié, un seul patron, qui ne reconnaisse les inconvénients graves de la loi du 12 janvier 1895. »

M. le ministre du Commerce, en 1902 (*Journal officiel* — Sénat, 20 novembre 1902, p. 1157) déclarait que « le résultat de cette loi est aussi fâcheux qu'inattendu... Jamais but ne fut plus complètement manqué... la misère de cette saisie impuissante à

payer le créancier et à libérer le débiteur, la juge et la condamne. »

M. Chovet va même jusqu'à la dénoncer au Sénat comme un « odieux fléau ».

Les différentes critiques que l'on adresse à cette loi tant au point de vue des principes qu'elle établit que de leur fonctionnement peuvent se rattacher à différents chefs suivant qu'il s'agit de l'exagération des frais et de l'augmentation des saisies, des conséquences matérielles et morales de la saisie, c'est-à-dire de la ruine pécuniaire et de l'abaissement moral du débiteur, de la nature des dettes qui donnent lieu à la saisie, et des conséquences des formalités prescrites.

Nous allons examiner chacun de ces points.

§ 1. — EXAGÉRATION DES FRAIS

C'est un fait constaté par tous les commentateurs que les frais nécessités par la procédure de saisie-arrêt sont hors de proportion avec l'importance de la somme saisie.

Le but du législateur de 1895 avait été cependant l'amoinдрissement des charges du débiteur pour suivi.

Il a donc simplifié la procédure du droit commun. Sous ce régime c'était le créancier saisissant qui devait faire l'avance des frais toujours élevés en rai-

son même de la complication de la procédure et il n'était jamais certain de la part des frais qui resteraient à sa charge. Aussi par crainte de ne pas rentrer dans ses frais, il hésitait et parvenait assez souvent à se faire payer en poussant son débiteur.

La simplification des frais et aussi ce fait que le saisissant n'est plus obligé de les avancer ont fait que le créancier ne se fait aujourd'hui aucun scrupule de saisir pour une somme souvent insignifiante, étant à peu près assuré de ne pas supporter les frais quel'ouvrier paiera si petit que soit son salaire.

Dès 1897, M. d'Hooghe constate cette exagération de frais dans un tableau annexé à son ouvrage : *Traité de la saisie-arrêt*.

Dans l'enquête du ministre du Commerce de 1899, on relève des saisies pour des sommes de 3, 5, 10 francs dont les frais s'élèvent à 15, 20, ou 30 francs.

Voici quelques exemples de frais :

Pour une dette de 9 fr. 25 un ouvrier a payé 49 fr. 60 de frais.

Pour une dette de 3 francs il y a 5 fr. 40 de frais.

Dette de 4 fr. 50 ; frais 42 fr. 70.

Dette de 6 fr. 25 ; frais 122 fr. 70.

Dette de 39 fr. 90 ; frais 44 fr. 25.

(V. Rapport de M. Guernier, 9 juillet 1912. Chambre 1913, annexe n° 2150.)

Il est fréquent pour des sommes de 50 à 200 francs de voir les frais monter jusqu'à 50 et 100 %.

Voici d'autres exemple tirés du même rapport :

Affaire A. — Montant des créances. . .	225,60
Frais de saisie-arrêt. . .	179,75
Soit 79,67 % du principal.	
Affaire B. — Montant des créances. . .	418,45
Frais	209,65
Soit 50,10 % du principal.	
Affaire C. — Montant des créances. . .	218,70
Frais.	192,65
Soit 88,08 % du principal.	

Comme on le voit les frais sont sans proportion avec les sommes saisies ou plutôt ils sont en raison nverse du montant du principal : la charge des frais devient écrasante quand il s'agit de petites dettes.

Une autre raison de l'exagération des frais réside dans la procédure de distribution.

A tout moment, chaque créancier saisissant ou intervenant peut demander, sinon obtenir la répartition et les frais entraînés amènent des ajournements successifs de la libération du saisi.

Quelques exemples cités par M. Basly montrent qu'à ce point de vue les résultats sont déplorables (V. Chambre, 1897, Annexe n° 2840).

Pour une somme de 21 francs à distribuer, les frais du greffier à prélever par privilège se sont élevés à 26 fr. 40, d'où un déficit de 5 fr. 40.

Pour une somme à distribuer de 22 fr. 85, frais : 60 fr. 90 ; déficit : 38 fr. 05.

Somme à distribuer : 96 fr. 95 ; frais : 104 fr. 40 ; déficit : 7 fr. 35.

Il en résulte que les débiteurs auxquels s'appliquent ces jugements auront à supporter toute leur vie la retenue du dixième sans que leurs créanciers aient jamais l'espoir d'en rien toucher.

Autre exemple : somme à distribuer : 75 fr. 25 ; frais : 54 fr. 70 ; reste à distribuer 20 fr. 55.

Un créancier privilégié touche 19 fr. 50 et les autres sont colloqués pour des sommes de 4, 6, 7, 14 et 35 centimes.

Les abus de ce genre sont fréquents ; ainsi une Compagnie houillère du Pas-de-Calais, écrit dans l'Enquête de 1899 (Fontaine. *Saisie-Arrêt*, page 9) qu'elle a 463 ouvriers saisis et qu'il y a eu dans 52 affaires 2 répartitions, dans 25 trois et dans 8 quatre.

Ces résultats déplorables étaient déjà dénoncés au lendemain même de l'application de la loi.

Voici ce que disait M. Milliard, ministre de la Justice, à la séance de la Chambre du 20 janvier 1898 : « En votant la loi du 12 janvier 1895, le Parlement a obéi aux sentiments d'humanité les plus louables. Cette loi a organisé une procédure très simple, qui se déroule en entier devant le juge de paix, mais elle n'a pas réalisé les avantages sur lesquels on comptait dans l'intérêt des ouvriers. Bien plus elle s'est,

en quelque sorte, retournée contre eux, principalement dans les grands centres industriels. C'est qu'autrefois les frais de saisie-arrêt étaient importants et par cela même, des créanciers hésitaient à les exposer. Ils faisaient une simple saisie-arrêt entre les mains des patrons et tout le reste s'accomplissait sans souci du Code de procédure. Le patron retenait une partie des salaires, prenait les noms des créanciers intervenants et faisait entre les ayants-droit la répartition... Les frais se bornaient donc à ceux de l'exploit de saisie-arrêt. Aujourd'hui, les frais ne sont pas avancés par le créancier, on les prélève sur la somme saisie-arrêtée, on a alors des frais exorbitants si on les compare aux sommes distribuées. »

§ 2. — AUGMENTATION DU NOMBRE DES SAISIES

La simplification des formalités et la diminution des frais a eu aussi un autre résultat : c'est l'augmentation du nombre des saisies. Ceci se comprend aisément : plus on a de facilités pour saisir, plus on saisit.

La saisie-arrêt est devenue une procédure courante dont on abuse.

Avec la loi de 1893, elle est de droit quand il y a dette. Il n'est même pas besoin d'autorisation du juge quand il y a titre.

Ce créancier ne cherche plus à faire payer le dé-

biteur par des moyens de persuasion et par voie d'acomptes. Il dresse chaque trimestre un état des débiteurs retardataires et le remet à son huissier dont l'intérêt n'est pas de rechercher un arrangement amiable.

Lorsqu'un créancier a pratiqué une saisie-arrêt, les autres créanciers qui ont la faculté d'intervenir par simple opposition et sans faire aucune avance ne manquent pas de se faire inscrire par le greffier sur le registre des saisies-arrêts.

En moyenne on compte cinq créanciers intervenants qui ne songeaient peut-être pas à saisir dès l'abord.

L'augmentation du nombre des saisies est constatée dès l'enquête de 1899. (V. Fontaine, p. 9 à 15).

35 chefs d'industrie énoncent explicitement que la loi de 1895 a eu pour conséquence une augmentation notable des saisies.

Une compagnie houillère du Gard avait en 1894, 35 ouvriers sur 1.397 qui étaient saisis ; en 1898 il y en avait 101 sur 1.506.

Compagnie houillère de la Haute-Loire : en mars 1894 et mars 1895 son personnel était l'objet de 15 saisies, au même mois en 1895 il y en eût 37 ; en 1897, 47 et en 1898, 61.

Compagnie houillère du Pas-de-Calais, le chiffre passe de 35 en 1895 à 145 en 1896 et 125 en 1898.

Un établissement de filature et de tissage fournit

les chiffres suivants : en 1896, 73 saisies ; en 1897, 83 ; en 1898, 123.

Un Directeur d'une houillère du Pas-de-Calais estime que depuis l'application de la loi le nombre des saisies a augmenté de 400 %.

§ 3. — DURÉE EXCESSIVE DES RETENUES ET IMMOBILISATION D'UNE PARTIE DU SALAIRE

L'augmentation des saisies combinée avec l'exagération des frais entraîne la lenteur du recouvrement par voie de saisie et se traduit par une durée excessive des retenues.

Parfois la retenue ne dépasse pas le montant des intérêts et la saisie devient perpétuelle sans espoir pour l'ouvrier de la voir finir, on arrive ainsi à une immobilisation indéfinie d'une partie du salaire.

En dehors des cas exceptionnels, lorsqu'il s'agit d'un ouvrier, la moyenne de la durée des retenues est de deux à cinq années et c'est beaucoup trop.

Notons, de plus, que dans certaines régions les saisies sur un même débiteur au lieu d'être simultanées sont consécutives de sorte qu'on ne peut prévoir la durée totale des retenues.

Voici quelques exemples empruntés à l'enquête de 1899 (V. *Enquête*, p. 15 et s.).

Un moulineur dans une compagnie houillère du

Pas-de-Calais doit à quinze créanciers la somme de 1.546 fr. 40; il ne sera pas libéré avant seize ans.

Dans le même établissement un chauffeur ne pourra se libérer avant quatorze ans, un moulineur avant huit ans, un mécanicien avant sept ans et demi.

Une filature des Vosges signale une saisie de 1.351 fr. 30 pratiquée sur un de ses ouvriers, dont le dixième du salaire annuel représentait 78 francs. Aux 1.351 fr. 30 il fallait ajouter annuellement les intérêts à 5 %, soit 65 francs annuellement. L'ouvrier ne laissant en réalité que 13 francs par an aurait été soumis à la saisie pendant près d'un siècle. Sans doute des cas semblables à celui-ci sont relativement rares, mais combien de retenues effectuées pendant deux, cinq et même dix ans.

L'enquête révèle un total de 250 à 300 saisies qui dureront plus de deux ans.

Mais à qui va cet argent qui sort de la poche de l'ouvrier, de l'employé ? Il ne va pas le plus souvent dans celle du créancier.

Celui-ci, en effet, n'a dans la faculté de saisir qu'un moyen bien inefficace de paiement. La minimité des dividendes, l'immobilisation prolongée des retenues, les frais de répartition font que la créance se trouve entamée considérablement.

La saisie-arrêt n'enrichit que les hommes d'affaires qui spéculent sur la malheureuse situation du débiteur.

§ 4. — ABUS DES HOMMES D'AFFAIRES

Les abus des hommes d'affaires dont certains se sont fait une spécialité de ces sortes de poursuites sont si incontestables qu'un certain nombre d'industriels ont cru devoir saisir le procureur de la République de leur arrondissement pour lui signaler les faits et obtenir une taxation.

C'est une véritable exploitation. Les saisies ne sont pas en général pratiquées directement par les créanciers mais par l'intermédiaire de ces hommes d'affaires dont l'intérêt est de refuser tout arrangement avec le saisi. Ils se soucient peu de la position de ce dernier et ne cherchent qu'à lui faire incomber le plus de frais possibles quand ils pourraient au contraire les réduire.

Dans l'enquête de 1899, un directeur de manufacture signale l'existence d'agences achetant à vil prix les créances dont le recouvrement paraît aléatoire au créancier et qui poursuivent sans merci et en l'accablant de frais, l'ouvrier débiteur. « La situation, déclare-t-il, prit à une certaine époque un tel caractère de gravité que des mesures énergiques durent être prises pour déjouer cette exploitation de notre personnel » (Fontaine. *Saisie-arrêt*, p. 27 et s.).

§ 21. — LE MAUVAIS CRÉDIT

A la limitation de la saisie au dixième du salaire on objectait que ce serait la perte de tout crédit pour l'ouvrier. Loin de tuer le crédit l'insaisissabilité partielle de la loi de 1895 l'a développé, mais, malheureusement, ce n'est pas le bon crédit. Les résultats désastreux de l'application du principe ont été le développement du mauvais crédit : celui fait par les maisons de vente à tempérament et celui des marchands de vins. Là encore nous trouvons dans l'enquête une intéressante documentation.

Certaines maisons de commerce dites d'abonnement font de brillantes affaires en vendant à des prix fort majorés des marchandises de qualité médiocre.

Ces établissements ont fait de la vente à crédit aux ouvriers et aux petits employés, la base plus ou moins large de leur commerce. L'ouvrier est tenté par les objets que les abonnés vont lui offrir jusque chez lui : on lui donne un si long crédit : six, huit, vingt-quatre mois souvent pour des objets de valeur inférieure à cent francs.

Parfois aussi ces vendeurs à crédit s'adressent aux femmes seules à la maison, car le mari est à son travail. Le voyageur fait habilement l'article, la femme s'engage pour des sommes déraisonnables, dissimule à son mari aussi bien la sommation de payer que

l'affaire elle-même et ne se décide à avouer que lorsque tout est perdu. Il est à noter, d'ailleurs, que les objets achetés dans ces conditions sont souvent parfaitement inutiles.

Tous les industriels sont d'accord pour critiquer ces entreprises commerciales ; issues de la loi de 1895 et qui broient l'ouvrier dans leur engrenage.

« Les syndicats de ventes à tempérament sont une plaie », dit l'Union de l'Industrie cotonnière de Roanne.

Et le Syndicat Normand de la filature de coton, dénonce : « Le danger très réel que cause à la bourse de l'ouvrier la facilité si grande avec laquelle il peut acheter à crédit à certaines personnes dénommées abonnés. »

Si les achats faits à ces maisons de vente à tempérament sont presque toujours inutiles il est d'autres consommations qui ont augmenté et qui, hélas ! sont profondément nuisibles.

On ne peut nier, en effet, que la loi de 1895 ne soit en partie responsable des ravages causés par l'alcoolisme.

De l'enquête de l'Office du Travail, nous extrayons la déclaration suivante, d'un fabricant de draps de la Seine-Inférieure : « Si l'alcoolisme continue à faire dans les centres industriels les progrès effrayants que chacun déplore et contre lesquels on semble à l'heure actuelle vouloir lutter énergiquement, c'est

en raison de la facilité avec laquelle l'ouvrier peut trouver chez l'épicier détaillant un crédit permanent, toujours disproportionné avec ses ressources et conséquemment nuisible et immoral. »

Une Compagnie houillère de la Haute-Loire donne les chiffres suivants qui montrent que les marchands de vins emploient la saisie-arrêt dans une proportion bien plus élevée que les autres fournisseurs : « Sur une somme de 35.595 fr. 65, les boulangers ont saisi pour la somme de 4.348 fr. 10 ; les marchands de toile pour 5.430 fr. 30 ; les marchands de confection pour 1.154 fr. 40 mais les marchands de vins en gros pour 9.915 francs. »

La saisie-arrêt des salaires n'est pas pour eux une suprême ressource ; c'est l'un des moyens sur lesquels ils comptent pour rentrer dans le prix des marchandises fournies. Dès qu'un ouvrier a « un compte » chez le marchand de vins, il s' imagine boire gratuitement parce qu'on lui offre de boire à crédit et à la faveur du crédit il est entraîné à des dépenses excessives.

M. Riom, au Conseil supérieur du travail en 1900, a montré de quelle façon se pratique le crédit chez le marchand de vins à l'égard des ouvriers travaillant dans des chantiers.

Celui-ci fait une avance à l'ouvrier avant qu'il ne commence sa journée. En retour l'ouvrier doit prendre une consommation. Au moment de régler le

compte des avances, il doit encore payer à boire. Si bien que souvent la vente des consommations à crédit dépasse le total des sommes avancées.

Comme le marchand de vins réunit ainsi de nombreux ouvriers, sa boutique se transforme vite en bureau d'embauchage. Il s'entremet entre l'entrepreneur et l'ouvrier et sait « recommander » celui qui pour lui présente le plus de garanties, c'est-à-dire au fond celui qui a le plus consommé. Triste recommandation et déplorable prime à l'alcoolisme.

Cette dernière conséquence ne laisse pas évidemment d'avoir une répercussion des plus néfastes sur la moralité de l'ouvrier.

§6. — DÉPART DE L'OUVRIER OU RENVOI PAR LE PATRON

Pour échapper à la saisie, l'ouvrier part ou est renvoyé par son patron.

Le Président du Groupe patronal lyonnais du syndicat du tissage mécanique à façon écrit dans son rapport (Enquête sur l'Industrie textile, 1904). « La saisie-arrêt ne sert qu'à donner de mauvaises habitudes aux ouvriers qui échappent à la saisie en changeant d'usine. Elle constitue une gêne pour les patrons qui arrivent ainsi à perdre leurs ouvriers. »

Un entrepreneur de l'Aude déclare : « L'ouvrier déjà saisi préfère, s'il est du dehors, quitter le pays plutôt que d'être tout le temps traqué par ses fournisseurs et comme partout il ne cherche qu'à faire

des dupes, la loi de 1895 l'oblige à courir d'un chantier à l'autre et à dépenser sans profit ses maigres ressources. Quant à l'ouvrier du pays, il préfère, lui aussi, faire une journée d'un côté, une journée de l'autre et échapper ainsi à la loi. »

L'ouvrier qui se voit saisi pour de longues années perd courage et cherche par tous les moyens, même les moins honnêtes, à se dérober à cette charge.

Il devient un ouvrier nomade, ce qu'en termes d'atelier on appelle un « rouleur ».

Si l'ouvrier paraît se plier volontiers à la retenue, c'est alors le chef d'industrie qui fréquemment le renvoie sans autre motif que la saisie pratiquée sur lui. C'est qu'en effet, cette saisie est pour le patron une source d'ennuis qu'il ne veut pas supporter : obligation de tenir une comptabilité spéciale et onéreuse, de conserver indéfiniment les sommes saisies, de fournir éventuellement des justifications sur les comptes de retenues, de se présenter à la justice de paix pour faire la déclaration affirmative exigée par la loi, etc.

Ce départ ou ce renvoi est une cause de plus de ruines matérielle et morale pour le débiteur dont le sort est déjà si malheureux.

§ 7. — ABAISSEMENT DE LA MORALITÉ DU DÉBITEUR

La saisie-arrêt de la loi de 1895 est aussi par les conséquences que nous avons indiquées plus haut,

une source d'inconvénients véritablement fâcheux au point de vue moral.

Nous avons vu que pour échapper à la saisie l'ouvrier quittait le pays ou était renvoyé par son patron.

Dans un cas comme dans l'autre il est amené tout naturellement à recommencer sa manière de se procurer du crédit et des fournitures. Il apprécie les avantages de cette manière d'agir et désormais il ne visera qu'un but : contracter de nouvelles dettes, puis partir dans une localité où il est inconnu et où il trouvera du crédit, grâce à la perspective de la saisie du dixième du salaire.

De pareilles habitudes de vie, outre qu'elles produisent un abaissement moral regrettable, finissent par conduire l'ouvrier à la misère.

La saisie-arrêt cause souvent un préjudice moral considérable. Par sa publicité elle ruine le crédit et le prestige du petit employé, de l'ouvrier qui a réussi à s'établir ; elle lui « casse les bras. »

Elle décourage les mieux intentionnés, surtout lorsque la dette est, comme cela arrive souvent, doublée par les frais. Un sentiment de rancœur persiste toujours dans l'esprit du débiteur qui, s'il consent à payer ce qu'il doit, trouve profondément injuste d'avoir à supporter en plus des frais considérables.

CHAPITRE III

Premières positions de réforme

Si les critiques que l'on peut adresser à la loi sont nombreuses il est juste de dire que les propositions de réforme ne leur cèdent en rien en nombre.

Si les inconvénients se sont manifestés dès le début de son application, c'est aussi dès l'année 1897 que se manifestent les premiers essais d'amélioration ou de transformation.

La première proposition est celle de M. Basly, député, du 25 novembre 1897 (Chambre, *Doc. parl. annexe*, n° 2840).

Dans l'exposé des motifs il démontre que la loi de 1895, loin d'avoir amélioré le sort des ouvriers a aggravé leur situation : « Nous pensons, dit-il, qu'une plus longue application de cette loi serait funeste aux intérêts des humbles que nous avons mission de protéger. »

Sa réforme s'attachait à supprimer certains frais particulièrement abusifs et à entourer de garanties la cession du dixième.

La proposition comprenait deux articles ainsi conçus :

Article premier. — Sont supprimés les frais de répartition et de droits d'enregistrement pour les mainlevées prévues par la loi du 12 janvier 1895, sur la saisie-arrêt des salaires et petits traitements des ouvriers et employés.

Art. 2. — La cession du second dixième des appointements et traitements visés par l'article 1^{er} de la même loi ne sera valable que si la déclaration de céder est écrite et légalisée par le maire de la commune sur la demande du débiteur.

Le 10 décembre 1897, M. Odilon-Barot déposait à son tour sur le bureau de la Chambre une proposition de loi tendant à remédier aux inconvénients résultant des distributions par contribution. (Chambre, 1897. *Annexen*°2888).

Il critique la proposition Basly en déclarant qu'elle ne ferait qu'atténuer les mauvais effets de la loi sans les faire disparaître complètement.

Il estime qu'il est préférable de s'attaquer à la répartition elle-même.

Son système consiste à faire une obligation au juge de paix de surseoir à la répartition tant que les sommes à distribuer n'atteignent pas un minimum prévu, au lieu de lui en donner simplement la faculté, comme le fait l'article 11 de la loi de 1895. Ce minimum, il propose en outre de l'élever de 20 à 25 %.

Voici le texte de cette proposition.

« Article unique. — La loi du 12 janvier 1895 est complétée comme suit :

« La retenue sur le salaire des ouvriers, gens de service, employés, commis et fonctionnaires, visés par la présente loi, ne pourra en aucun cas, faire l'objet d'une distribution par contribution qu'autant qu'en égard au nombre des créanciers opposants au jour de l'ouverture de la contribution et au montant de leurs créances, il restera pour les créanciers, après prélèvement de fait de tous les frais de la contribution y compris ceux de production et de bordereau, un dividende maximum de 25 % calculé sur le capital réuni aux intérêts non prescrits. »

En résumé, ces deux propositions se contentaient de réclamer quelques réformes de procédure.

Enfin, à cette époque M. Plichon, en exprimant l'opinion que toute modification de la loi de 1895 serait insuffisante, déposait le 13 janvier 1898, une proposition déclarant insaisissables et incessibles :

1° Les salaires des ouvriers et gens de service à quelque chiffre qu'ils s'élèvent ;

2° Les appointements ou traitements des employés ou commis et des fonctionnaires jusqu'à concurrence de 2.000 francs (V. Chambre, 1898. *Annexe* n° 2949).

La Chambre, avant de passer à la discussion de ces trois propositions les renvoya à sa commission du travail chargée de les examiner.

Les conclusions de la commission furent consignées dans le rapport de M. Rose déposé le 21 mars 1898.

La Commission se trouvait en présence de trois solutions : 1° déclarer le salaire insaisissable et incessible ; 2° maintenir le dixième saisissable et supprimer le dixième cessible ; 3° conserver les dispositions de la loi de 1895, mais en prenant les mesures indispensables pour améliorer la procédure de saisie-arrest, pour en diminuer les frais et aussi pour empêcher que la cession ne puisse être faite à l'insu du débiteur et en dehors de sa volonté clairement manifestée.

C'est à cette dernière solution, d'une réforme de procédure, que la commission s'arrêta.

La proposition s'en tenait à la saisissabilité partielle et se prononçait pour des remaniements dans le détail de la procédure qui peuvent se résumer ainsi :

1° Obligation de présenter toujours la saisie-arrest à l'assentiment du juge de paix qui doit l'autoriser sauf s'il y a une contestation sérieuse sur la créance ou s'il n'y a pas de titre ;

2° Tentative de conciliation obligatoire ;

3° Suppression de l'exploit de saisie-arrest et son remplacement par une lettre recommandée du greffier ;

4° Faculté de libération du tiers saisi par versements trimestriels entre les mains du greffier.

Le 1^{er} avril 1898, cette proposition était adoptée par

la Chambre des députés sans aucune modification, après une courte discussion (V. Chambre, 1898. *Annexe* n° 3181).

Le texte voté fut transmis au Sénat où il fut soumis à l'examen de sa Commission du Travail composée de MM. Chovet, président et rapporteur, Ponthier de Chamailard, secrétaire, Lourties, Silhol, Savary, de Casabianca, Antony Ratier, Maxime Lecomte.

La commission consacra à son étude de nombreuses séances et fut d'abord tentée de l'adopter.

Elle entendit les délégués du Comité central des huissiers de France, les délégués de la commission centrale des greffiers de justice de Paix. Une délégation de l'Union des créanciers et diverses autres personnes demandèrent aussi à présenter des observations.

Mais des difficultés se présentèrent et la question du principe même de la saisissabilité fut de nouveau agitée.

M. Chovet demanda si le seul moyen de résoudre les difficultés ne serait pas d'admettre comme l'avait proposé M. Plichon, l'insaisissabilité absolue des salaires d'ouvriers et aussi des traitements et appointements, mais ces derniers jusqu'à concurrence d'une somme fixée.

Sur cette question la commission se divisa en deux fractions égales (3 voix contre 3) mais on tomba d'ac-

cord sur l'idée d'une enquête qui serait ouverte par les soins du ministre du Commerce auprès des intéressés.

M. Chovet adressa donc, au début d'avril 1899, au gouvernement, une note où il exposait le désir de la commission et demandant au ministre du Commerce de vouloir bien faire une enquête auprès des grandes compagnies, des grands établissements industriels et commerciaux sur l'opportunité de l'adoption du principe de l'insaisissabilité absolue des salaires.

CHAPITRE IV

L'enquête de l'Office du Travail

M. Delombre, ministre du Commerce, fit établir une liste des industriels occupant plus de 200 ouvriers, des commerçants occupant plus de 100 employés, des compagnies de transport, des maisons de crédit, des principaux syndicats patronaux et ouvriers, des Bourses du travail et des chambres de commerce et leur adressa une circulaire où après avoir exposé les raisons de l'enquête il leur posait en substance ces questions : Y a-t-il lieu de maintenir la saisie-arrêt sur les salaires ?

Faut-il au contraire, admettre l'insaisissabilité absolue.

Les résultats de cette enquête si complète ont été rassemblés dans un document de la plus haute importance, publié en 1899 par le ministère du Commerce : le rapport de M. Arthur Fontaine, directeur de l'Office du Travail.

Voici, selon ce rapport, ce qui résulte de ce référendum (V. Office du Travail. Saisie-arrêt sur les salaires, 1899).

Sur les 2.000 circulaires lancées le ministre reçut les réponses suivantes que l'on peut classer comme suit :

1° Sur 742 établissements industriels occupant en totalité 545.597 ouvriers, 376 occupant 246.071 ouvriers se prononcèrent pour l'insaisissabilité absolue.

63 occupant 45.245 ouvriers demandèrent le maintien de la loi de 1895.

262 occupant 232.793 ouvriers se prononcèrent pour la réforme de cette loi mais en demandant le maintien de la saisie-arrêt.

10 établissements occupant 3.692 ouvriers étaient partisans de la saisissabilité, mais ne toléraient pas les ouvriers saisis.

2° Sur 35 organisations ouvrières :

31 penchaient pour l'insaisissabilité absolue ;

2 pour la réforme de la loi ;

1 pour le maintien de *statu quo*.

3° Sur 20 syndicats patronaux :

1 se prononça pour l'insaisissabilité absolue ;

14 pour la réforme de la loi ;

2 pour le maintien du *statu quo*.

4° Sur 9 Chambres de commerce :

1 demanda l'insaisissabilité absolue ;

7 la réforme de la loi ;

1 le maintien du *statu quo*.

5° Sur 11 organisations diverses.

3 votèrent pour l'insaisissabilité absolue ;

4 pour la réforme de la loi ;

2 pour le maintien du *statu quo*.

En résumé et au total :

412 réponses favorables à la suppression de la saisie-arrêt ;

299 favorables à son maintien mais demandant la réforme de la loi de 1895 ;

69 pour le maintien du *statu quo*.

En faveur de l'insaisissabilité absolue on trouvait 412 réponses.

Pour la saisissabilité 368.

Et on voyait que la loi de 1895 avait 711 adversaires et 69 défenseurs.

Au premier examen il semble qu'il ne ressort de l'enquête aucune majorité décisive. Mais en pénétrant plus au fond et en analysant les chiffres, la majorité se précise et s'accroît en une tendance caractérisée vers l'insaisissabilité.

En effet, beaucoup d'établissements qui conservent la saisissabilité sont bien près du principe contraire quand ils n'admettent la saisie-arrêt qu'au cas de pensions alimentaires et d'impôts.

D'autres, partisans de la saisie avouent n'avoir pas vu fonctionner la loi.

Enfin, parmi les employés ou ouvriers dont l'opinion est en faveur du maintien de la saisie, il en est qui, en raison d'une situation spéciale, ont moins à souffrir de la saisissabilité que les autres employés

ou ouvriers de l'industrie privée : ainsi les employés des chemins de fer constituent une classe privilégiée par la retraite qui leur est assurée, les soins médicaux qu'ils reçoivent gratuitement, etc.

Par suite, il serait utile de les classer à part.

En somme l'enquête de l'Office du Travail a démontré l'insuccès de la loi de 1895.

Elle a confirmé que les ouvriers étaient tout acquis à l'admission de l'insaisissabilité, elle a prouvé que beaucoup de patrons reconnaissent la nécessité de la consacrer.

Le plus grand nombre de demandes en faveur de l'insaisissabilité, se rencontre chez les organisations ou chez les personnes qui connaissent la vie de l'ouvrier, qui la pénètrent, et par suite sont en mesure d'en connaître les besoins.

Les administrations centrales sont pour la saisissabilité mais les directeurs locaux la repoussent.

On a vu des exemples d'un industriel qui, pris individuellement réclame l'insaisissabilité et qui, membre d'un corps constitué réclame la saisissabilité.

On a reproché aux enquêteurs de ne s'être adressé qu'à la grande industrie, sans se préoccuper des petits commerçants qui sont, eux aussi, intéressés à la solution des questions posées et qui se seraient, paraît-il, prononcés pour le maintien de la loi ou du moins pour sa simple réforme.

On a dit aussi que l'enquête avait eu tort de ne pas interroger les propriétaires d'immeubles loués à des ouvriers et on a fait observer que bien que la saisie soit rare de leur part, du moins l'emploient-ils comme moyen de pression et que dans certaines régions ils demandent une cession du salaire de l'ouvrier pour la garantie de leurs loyers.

Quoi qu'il en soit l'enquête n'en est pas moins concluante ; elle consigne l'expérience de la loi et prouve combien on est resté loin du but qu'on s'était proposé puisque les effets obtenus ont été l'inverse de ceux qu'on attendait.

CHAPITRE V

Discussions et vœux du Conseil supérieur du Travail

Des discussions très intéressantes eurent lieu également, à cette époque au Conseil supérieur du Travail.

Le Conseil supérieur du Travail avait eu déjà, nous l'avons vu, à s'occuper de la saisie-arrêt des salaires en 1889 et 1890. Il s'était déclaré partisan de l'insaisissabilité et de l'incessibilité partielles des salaires à quelque taux qu'ils s'élèvent et des appointements inférieurs à 2.400 francs.

Dans les séances des 16 juin 1900 et 12 juin 1901, il s'occupa à nouveau de la question. Ces réunions sont du plus grand intérêt. Elles ont donné lieu à des discussions très précises, très serrées de la part d'hommes particulièrement compétents. Des juriconsultes, des parlementaires, des industriels des administrateurs y prirent tour à tour la parole et examinèrent avec le plus grand soin les nombreuses questions que soulève une réforme efficace de la loi de 1895.

Chose vraiment digne de remarque, parmi les membres de ce conseil on rencontrait les opinions sociales et politiques les plus diverses et cependant le Conseil vota le 16 juin 1900 les vœux suivants :

Il y a lieu de déclarer insaisissables :

1° Les salaires des ouvriers et gens de service ;

2° Les appointements et traitements des employés ou commis et fonctionnaires, lorsqu'ils ne dépassent pas 3.000 francs par an, sauf pour le paiement des dettes alimentaires prévues par les articles 202 et suivants du Code civil.

Il y a lieu de déclarer incessibles :

1° Les salaires des ouvriers et gens de service ;

2° Les appointements et traitements des employés ou commis et fonctionnaires lorsqu'ils ne dépassent pas 3.000 francs par an.

Comme complément il exprimait le vœu que des institutions de solidarité sociale fonctionnassent au profit de l'ouvrier pour lui faciliter le placement, le logement et l'entretien en cas de chômage.

Comment le Conseil était-il arrivé à cette solution ? Nous allons étudier les diverses opinions émises car les constatations qui furent faites à cette époque paraissent bien définitives et il y a lieu de s'en inspirer à l'heure actuelle pour bien comprendre les réformes que l'on propose et leur valeur réelle.

M. Fontaine, Directeur du Travail, prit le premier

la parole et montra les déplorables effets de la loi principalement au point de vue de l'augmentation des saisies et de la disproportion des frais avec le taux des créances. (V. *Conseil supérieur du Travail*, 1900.)

M. de Montgolfier se prononça nettement en faveur de l'insaisissabilité absolue et de l'incessibilité des salaires pour mettre fin aux abus des maisons de vente à crédit, des hommes d'affaires, etc. Toute mesure qui ne serait pas radicale serait, d'après lui, impuissante à enrayer les abus.

M. Jay, professeur à la faculté de droit de Paris, conclut de l'examen de l'Enquête : d'abord que la situation actuelle est intenable et ensuite que la seule solution efficace est la proclamation du principe de l'insaisissabilité.

L'orateur se demande quel but se proposait le législateur de 1895. N'était-ce pas d'assurer à l'ouvrier le droit à la vie, de diminuer la complication de la procédure et par suite les frais qui en résultent ?

La substitution à la compétence du tribunal civil de celle du juge de paix entraînant la suppression de la constitution d'avoué, la réduction à un seul des actes d'huissier possibles paraissaient devoir amener la simplification des formalités et la diminution des frais. Or, en fait, la conséquence a été une augmentation considérable du nombre des saisies, surtout

pour des créances minimales de 10, 5 et 3 francs et les frais bien que diminués restent cependant excessifs proportionnellement à la forme saisie-arrêtée.

Quant au mauvais crédit, au crédit du marchand de vin et des magasins de vente à crédit M. Jay, montre d'une façon très nette que la loi nouvelle l'a servi et a eu pour résultat son développement. Il ajoute que l'on a attribué non sans raison à cette loi l'extension de l'alcoolisme et il cite de nombreux exemples des abus commis par les magasins qui se sont faits une spécialité de la vente à crédit.

Les retenues indéfinies subies par certains ouvriers amènent l'immobilisation d'une partie du salaire de l'ouvrier, et cela est encore une conséquence de la facilité de la saisie.

Ces retenues sont souvent dit-il « le prélude, la cause de la dégradation et de la déchéance matérielle et morale de l'ouvrier ». Les difficultés qu'elles soulèvent entre le patron et l'ouvrier invitent ce dernier à quitter son travail, à devenir « un rouleur » ou bien c'est le patron qui lui-même pour éviter des ennuis, renvoie son ouvrier.

A ces inconvénients et à ces abus, M. Jay estime qu'en dehors de l'insaisissabilité tous les remèdes qu'on pourrait trouver ne feraient qu'aggraver la situation. Examinant le projet de loi voté par la Chambre le 1^{er} avril 1898, qui supprime le seul acte d'huissier, il déclare qu'il aurait pour effet désastreux

d'amener une augmentation du nombre des saisies, le premier créancier n'étant plus retenu par le coût de cet acte.

Pour la majorité des créances les frais seraient toujours exorbitants.

Passant à l'examen des reproches que l'on fait à l'insaisissabilité, l'orateur démontre qu'elle ne supprimerait pas ni ne diminuerait pas le crédit de l'ouvrier, que le bon crédit est avant tout un crédit personnel, que ce sont ses qualités morales d'ordre, d'économie, de travail qui permettent à l'ouvrier de trouver du crédit et non la possibilité de la saisie-arrêt.

La réforme supprimerait le mauvais crédit en laissant subsister le bon crédit.

Puis il examine les législations étrangères qui comme celles de l'Angleterre et de l'Allemagne admettent l'insaisissabilité sans que cependant le fonctionnement de ce système eût amené d'inconvénients.

Et il conclut à ce que nous imitions en cela les Etats voisins de la France. Mais il ajoute qu'une exception au principe de l'insaisissabilité pourrait être admise en faveur des créances alimentaires ce qui ne serait d'ailleurs que rester dans l'esprit de la réforme puisque le but de l'insaisissabilité absolue est, suivant ses paroles même : « de permettre au salaire d'assurer l'existence, non pas de l'ouvrier

seulement, mais de sa famille, de ses enfants, de ses vieux parents s'ils sont dans l'indigence ».

Envisageant la question de la cession, M. Jay estime que si l'admission de l'incessibilité paraît une réforme trop absolue, du moins faudrait-il prendre deux mesures :

1° Déclarer que la cession ne pourra être accomplie qu'en présence du greffier de justice de paix, comme le décidait un texte voté par la Chambre en 1895 ;

2° Limiter la période pour laquelle la cession pourrait être faite, à six mois par exemple, pour éviter les retenues de trop longue durée sur le salaire de l'ouvrier.

De nombreux orateurs prirent ensuite la parole, citons : MM. Meysonnier, Montel, Dalle, Riom, Devilette, Briat, Keufer, Moreau, Heurteau, Ladousse, etc.

Ces diverses personnalités énumèrent les avantages de l'insaisissabilité comme remède aux abus actuels. Ils signalent les pratiques déplorables des « entrepreneurs de crédit » spéculant sur l'ignorance du débiteur, ils montrent que la saisie par les créanciers, vraiment intéressants comme les fournisseurs de denrées alimentaires n'est faite que lorsque des saisies sont déjà pratiquées par des établissements spéciaux dont les créances sont des plus contestables quant à leur cause. Ils insistent sur ce fait que la réforme ne diminuera pas le bon crédit, celui qui

est fait à l'ouvrier honnête et sérieux, et ils s'unissent dans une égale réprobation du trafic déplorable des marchands d'alcool.

Parmi ces nombreuses déclarations il en est une qui a été souvent reprise depuis par les partisans de la saisissabilité :

M. Jaurès, examinant les réformes projetées et tout en étant complètement d'accord avec les membres du Conseil sur leur utilité pour mettre fin aux abus multiples qu'il déplore, ne se prononce pas d'une façon précise sur l'insaisissabilité. Sa conclusion est cependant l'admission à la fois de l'insaisissabilité et l'incessibilité des salaires. Mais il déclare qu'il s'y résigne à regret. Convaincu des inconvénients de la législation actuelle, désireux de mettre un frein aux frais énormes de procédure il admet cette mesure mais pour lui ce ne saurait être qu'à titre provisoire et qu'en attendant une législation sociale nouvelle. Il ne s'y résigne qu'avec tristesse et avec quelque humiliation car, et c'est là l'argument que nous verrons se reproduire, il lui est pénible de voir frapper toute une classe de salariés d'une sorte d'incapacité.

Séance du 12 juin 1901

(V. *Conseil supérieur du Travail*, 1901.

Les débats de cette séance eurent moins d'importance que ceux de la précédente. Les membres du

Conseil s'occupèrent surtout du cas de congédiement d'un employé par suite d'opposition sur son salaire et émirent le vœu : « Que cette opposition ne pût être valablement insérée dans un règlement comme motif de renvoi et que les tribunaux en appliquant l'article 1780 du Code civil ne retiennent pas la saisie-arrêt sur les salaires comme constituant en elle-même un motif légitime et suffisant de renvoi. »

Cependant, il faut remarquer que la question de principe fut de nouveau étudiée et que le vœu suivant fut voté :

« Le Conseil supérieur renouvelle le vœu émis l'année dernière sur l'insaisissabilité du salaire des ouvriers et employés. »

De tout ceci il y a lieu de retenir ce fait vraiment important à noter que cette haute réunion du Conseil du travail a voté l'insaisissabilité et cela par deux fois.

CHAPITRE VI

Derniers travaux parlementaires

§. 1. — TEXTE ADOPTÉ PAR LE SÉNAT

Les résultats de l'enquête de l'Office du Travail ne manquèrent pas de faire une forte impression sur les membres de la Commission du Travail du Sénat.

Les arguments qui motivaient les réponses apparentent tels que la Commission qui, au début, paraissait hésiter sur la réforme se prononça dès lors pour l'insaisissabilité.

Le 19 novembre 1901, M. Chovet déposait au nom de la Commission un rapport très documenté et présentait un nouveau texte déclarant incessibles et insaisissables les salaires des ouvriers et gens de service à quelque chiffre qu'ils s'élèvent et les appointements ou traitements d'employés ou commis et des fonctionnaires jusqu'à concurrence de 2.000 francs par an.

Exception était faite pour le paiement des sommes dues à l'État ou au fisc et des dettes alimentaires

prévues par les articles 203, 205, 206, 207, 214 et 349 du Code civil. (V. Sénat 1901. *Annexe* n° 441).

La discussion eut lieu aux séances du Sénat des 18, 20 et 25 novembre 1902.

M. Chovet y prononça un plaidoyer très documenté et très éloquent en faveur de l'insaisissabilité.

Mais il vit ses conclusions attaquées par MM. Legend et Th. Girard et surtout par M. Savary qui leur opposait une contre-proposition reproduisant le texte de la Chambre.

L'insaisissabilité absolue fut repoussée par le Sénat à une forte majorité de 196 voix contre 61 sous la forme du renvoi à la Commission de la contre-proposition de M. Savary.

M. Chovet n'ayant pu faire triompher ses idées donna sa démission de président et de rapporteur de la Commission dont la composition fut par suite modifiée.

M. Savary fut nommé rapporteur et l'on se prononça dès lors pour le maintien de la saisie-arrêt.

Le 9 juin 1905, M. Savary déposa son rapport et une proposition de loi qui remaniait le texte de la Chambre (V. *Doc. parl.*, 1905, n° 163).

Aux termes de cette proposition la saisie-arrêt ne peut avoir lieu qu'après une tentative de conciliation exigible dans tous les cas, même quand il y a titre ; l'exploit de saisie-arrêt est remplacé par une lettre recommandée du greffier de la justice de paix

de la résidence du débiteur saisi ; les tiers saisis se libèrent par versements entre les mains du greffier.

La discussion eut lieu au Sénat d'abord le 3 novembre 1905 puis aux séances des 13, 19, 20 et 22 novembre 1906 où prirent une part active MM. Tranoy, Legrand, Brager de Villemoysan, Delahaye et Boulanger.

Un texte maintenant la saisissabilité et se bornant à modifier la procédure fut adopté. (V. *Doc. Parlementaires*, 1906, n° 485).

Le texte ainsi voté fut transmis à la Chambre mais des propositions nouvelles furent déposées, ce qui nécessita un renvoi à la Commission du travail dont le rapporteur fut M. Zévais.

Ces deux propositions sont celles de M. Bonnevey et de M. Gustave Dron.

§ 2. — PROPOSITION BONNEVEY

Le 8 décembre 1908 M. Bonnevey déposait la proposition suivante (V. *Ch. Doc. parl.*, 1908, n° 2154).

« Article unique. — L'article 1^{er} de la loi du 12 janvier 1895, relative à la saisie-arrêt sur les salaires et petits traitements des ouvriers ou employés est modifiée ainsi qu'il suit :

Les salaires des ouvriers et gens de service quel qu'en soit le montant, les appointements des employés et commis et les traitements des fonction-

naires lorsqu'ils ne dépassent pas 2.000 francs par an, sont insaisissables.

Toutefois ils pourront être saisis à concurrence d'un dixième : 1° pour le paiement des dettes résultant des fournitures d'aliments de première nécessité ; 2° pour assurer l'exécution des jugements passés en force de chose jugée portant condamnation à des réparations civiles. »

Cette proposition était, selon l'expression même de M. Bonnevey faite à titre transactionnel et dans l'espoir d'aboutir à un accord définitif avec le Sénat.

Elle ne vise que le principe même de la loi de 1895 et n'aborde pas la question de procédure, celle-ci faisant l'objet de la proposition spéciale dont la Chambre était saisie comme on l'a vu plus haut.

Elle s'offrait comme un moyen de conciliation vainement cherché jusqu'alors entre les partisans de l'insaisissabilité totale et les partisans d'une simple revision de la procédure de saisie-arrest.

Dans son exposé des motifs M. Bonnevey après avoir rappelé les différents projets de modifications constatait que depuis dix années les projets de revision de la loi du 12 janvier 1895 étaient demeurés inscrits à l'ordre du jour de l'une ou l'autre Chambre sans qu'un résultat pratique ait été atteint et, disait-il, « ils nous paraissent être complètement égarés dans le fameux maquis de la procédure. »

Il analyse ensuite le rapport de la Commission

d'enquête sur l'industrie textile faite auprès des associations patronales, les syndicats ouvriers et les juges de paix au cours de la précédente législature et qui fournit sur l'état de l'opinion en ces matières et les effets de la loi, une documentation de premier ordre (V. Procès-verbaux de la Commission chargée de procéder à une enquête sur l'état de l'industrie textile et la condition des ouvriers tisseurs, 8^e législature, session de 1904, n° 1992).

La conclusion en était que les groupements patronaux et les associations ouvrières signalaient comme principales conséquences de la saisie-arrêt de la loi de 1895 : l'abus du crédit, l'essor des maisons de vente à tempérament, l'exode ou le renvoi de l'ouvrier, les frais frustratoires. Ces dépositions et ces plaintes étaient en général confirmées par les juges de paix.

Pour remédier à cette situation la proposition Bonnevay offrait en résumé la solution suivante :

Les salaires des ouvriers et gens de service quel qu'en soit le montant seraient insaisissables en principe.

Même insaisissabilité pour les traitements des fonctionnaires et appointements des employés mais seulement jusqu'à concurrence de 2.000 francs.

Mais ces mêmes salaires et appointements pourraient être saisis à concurrence d'un dixième :

1° Pour fourniture d'aliments de première nécessité ;

2° Pour l'acquit des condamnations résultant d'un fait dommageable délictuel ou quasi-délictuel.

Ils continueraient à être saisissables dans la limite arbitrée par le juge pour le paiement des pensions alimentaires (maintien de l'article 3 de la loi de 1895. Dettes alimentaires prévues par les articles 205, 205, 206, 207, 214 et 349 du Code civil).

Cette proposition, différente au fond, de l'insaisissabilité totale, revient à supprimer le droit de saisie, sauf en ce qui concerne les dettes de première nécessité.

Les partisans de cette proposition y trouvent de nombreux avantages.

Ils estiment qu'elle serait la meilleure solution de la question.

En déclarant que le salaire ne pourrait être saisi que par certains créanciers particulièrement intéressants on empêcherait par là même qu'il puisse être saisi pour les dettes de cabaret ou celles des ventes à tempérament.

Les créanciers que l'on juge les plus redoutables les maisons de vente à crédit échapperaient difficilement à la prohibition dont elles seraient frappées car elles pourraient difficilement dissimuler les ventes de meubles, qu'elles font généralement, sous l'apparence d'objets alimentaires.

Cette proposition si elle ne joue pas dans tous les cas permettrait cependant d'écarter certaines catégo-

ries dangereuses. Les créanciers qui ont prêté de l'argent à l'ouvrier ne pourraient plus avoir le droit de saisie puisque accordé seulement aux fournisseurs.

Quoi qu'il en soit des garanties qu'elle offre, cette proposition peut-être critiquée sur certains points.

Elle énumère un certain nombre de créanciers au profit de qui la saisie-arrêt continuera de fonctionner. Or il est très difficile souvent de préciser exactement la condition de certains fournisseurs. Il y a dans beaucoup de petites villes habitées surtout par des ouvriers des commerçants qui tiennent souliers, beurre, charcuterie, eau-de-vie, etc. Cela est fréquent surtout dans le Nord. De ce chef on voit se commettre de nombreux abus. Lorsque la femme de l'ouvrier, par exemple, va acheter dans ces maisons, une bouteille d'eau-de-vie, on porte : beurre, sur le compte et le tour est joué.

La loi ira donc à l'encontre du but moral que l'on poursuit. Si d'une part, on arrive par le jeu même de la proposition, à se débarrasser d'une catégorie de créanciers dangereux, on laisse subsister le cabaretier qui fera figurer sa dette sous une autre rubrique.

Les établissements de vente à crédit n'ayant plus le droit de saisie disparaîtront sans doute. Il est certain que leurs procédés donnent lieu à des abus considérables, cependant ils rendent parfois certains services à l'ouvrier en lui permettant de se meubler petit à petit. La suppression de ces maisons parfois

utiles à la classe moyenne n'empêcherait pas le marchand d'alcool de continuer à faire son commerce et à se servir de la saisie.

En outre, l'article 2 de la loi de 1895, n'étant pas modifié, ces salaires ou traitements continueraient à être cessibles à concurrence d'un dixième, ce qui risque de faire renaître sous une autre forme les abus signalés.

§ 3. — PROPOSITION GUSTAVE DRON

Quelques jours après le 21 décembre 1908. M. Gustave Dron déposait à son tour une proposition de loi tendant à rendre les salaires des ouvriers et les gages des gens de services complètement insaisissables (V. Chambre, 1909. *Annexe I* n° 2206).

Après avoir examiné les objections faites à la suppression des saisies et avoir démontré que l'insaisissabilité et l'incessibilité ne nuiraient ni au crédit de l'ouvrier ni au petit commerce, qu'elle n'atteindrait pas la dignité de l'ouvrier mais servirait, au contraire, à son relèvement moral, qu'elle diminuerait l'alcoolisme et supprimerait les abus des hommes d'affaires, M. Dron présente le texte suivant qui est sensiblement le même que celui de la proposition de M. Chovet.

Article premier. — « Les salaires des ouvriers et les gages des gens de service sont incessibles et insai-

sissables, quel que soit le montant de ces salaires ou gages.

Les appointements ou traitements des employés ou commis et des fonctionnaires sont également incessibles et insaisissables jusqu'à concurrence d'une somme de 2.000 francs par an. »

Les articles suivants relatifs aux exceptions au principe, à la compensation, aux avances sont identiques à ceux de la proposition de M. Chovet.

§ 4. — RAPPORT ZÉVAÈS

La Commission du Travail de la Chambre fut chargée d'examiner les trois propositions ci-dessus rapportées, c'est-à-dire la proposition adoptée par le Sénat, ensuite les deux propositions de MM. Bonnevey et Gustave Dron.

M. Zévaès déposa le rapport de cette commission le 5 novembre 1909 (Ch. 1910. *Doc. parl.*, n° 2837).

Dans ce document il constate d'abord que par un vote théorique, un vote préalable de principe, la Commission avait donné tout d'abord son adhésion à l'idée de l'insaisissabilité.

« Mais d'autre part, ajoute-t-il, elle ne pouvait pas ne pas être frappée de l'absence brusque de transition entre le régime de la loi de 1895 et le régime de l'insaisissabilité totale. »

Il prend la défense du petit commerce qui, dit-il,

est déjà cruellement atteint par la concurrence des grands magasins, des coopératives et des éconômats patronaux et qui lui paraît mériter de conserver une garantie de recouvrement lui permettant de ne pas livrer le crédit « au hasard de la bonne foi des uns, de leur bonne volonté stérile ou de la mauvaise foi des autres ».

Le rapporteur s'oppose donc à l'insaisissabilité. Il déclare, cependant, que la commission se serait volontiers ralliée à une thèse intermédiaire à un texte transactionnel, comme celui de M. Bonnevey.

La Commission ne l'a pas fait à cause des nouveaux et longs ajournements qu'aurait nécessités le renvoi d'un nouveau projet.

Et le rapporteur concluait à l'adoption sans modification aucune de manière qu'il puisse immédiatement devenir loi, du texte du Sénat qui sans toucher au principe, apporte, en réduisant considérablement les frais de procédure, une amélioration appréciable à la loi de 1895.

§ 5. — AMENDEMENTS

De nouveaux amendements furent déposés le 19 novembre 1910 par M. Lefebvre du Prey et le 28 novembre par M. Bonnevey.

I. — *Proposition de M. Lefebvre du Prey*

Cet amendement se caractérise par le souci de simplifier la procédure organisée par le Sénat.

Cession. — En ce qui concerne la cession, l'amendement modifie l'article 2 de la loi du 12 janvier 1895 en ce qu'il exige la mention du « Bon pour » écrite de la main du débiteur pour valider la cession contenue dans un acte sous seing privé. Si le débiteur ne sait pas écrire, il suffira d'une déclaration faite devant le juge de paix ou devant un magistrat au cours d'une instance.

Le prétendu cessionnaire qui fait usage d'une cession non valablement consentie, encourt une amende égale au montant de la cession sans préjudice de l'action en nullité et en dommages-intérêts du cédant, lequel a droit à l'assistance judiciaire.

Procédure. — Conciliation. — La procédure de droit commun en ce qui concerne la citation en conciliation et l'opposition se substitue à l'emploi des lettres recommandées institué par le Sénat.

De simples mentions sur le plumeau de l'audience constatent les conditions de l'arrangement ou la non conciliation.

Enfin, c'est par acte d'huissier que se signifie l'opposition elle-même et il reste loisible au créancier de la notifier ou non.

Liquidation de la créance. — C'est le juge de paix qui, par jugement de validité, lequel ne doit être ni levé, ni signifié, liquide la créance en principal et frais.

Il faut remarquer que cette disposition s'expose à apporter une dérogation aux règles de compétence : le juge de la validité étant aussi juge du fond. Si le créancier commence par faire juger son droit au fond il pourra être tenu de s'adresser au tribunal civil ou au tribunal de commerce. Si, au contraire, il commence par pratiquer une saisie-arrêt il devra pour la même créance s'adresser au juge de paix.

Jugement de défaut. — L'article 9 de l'amendement organise une procédure qui paraît trop simple et peu pratique. Voici ce que dit cet article : « Après l'expiration des délais de recours, le créancier se fera délivrer par le greffier un extrait du jugement de validité, contenant la liquidation de la créance, à concurrence de laquelle, il touchera du tiers-saisi les retenues effectuées. »

Il en résulte : 1° Qu'aucune périodicité n'est indiquée pour les versements du patron au créancier. Celui-ci peut donc se présenter quand il veut pour encaisser le montant des retenues. Mais s'il est négligent et qu'il tarde à se présenter chez le patron, il pourra arriver que ce dernier devienne insolvable et l'ouvrier perdra les retenues faites sur son salaire ; 2° On peut se demander comment le tiers-saisi saura

que le jugement est en dernier ressort ou passé en force de chose jugée. Il faudrait au moins une mention du greffier l'indiquant.

Changement de canton. — Si le débiteur transporte son domicile dans un autre canton, l'article 12 déclare que le juge de paix du premier canton demeure compétent.

Il en résultera une correspondance compliquée entre les greffiers et ce sera une source d'erreurs. Des formalités assez nombreuses sont indiquées par le texte.

Deux juges de paix s'occuperont donc de la même affaire : l'un ayant à statuer sur la validité et l'autre sur la répartition.

Cette procédure nouvelle ne paraît pas heureuse.

Elle soulève, en effet, les questions suivantes :

Comment le tiers-saisi révélera-t-il la situation à l'huissier ?

Que se passera-t-il si le juge du premier canton procède à la répartition, après la saisie pratiquée dans le deuxième canton mais avant que le juge de ce deuxième canton ait statué sur la validité ?

Ce texte ne répond à ces questions.

Il arrivera souvent que le créancier aura fait une saisie pour rien : le greffier du second canton n'ayant pas avisé son collègue du premier canton.

Changement de patron. — « Si le débiteur change de patron, le greffier de la justice de paix compé-

tente délivrera au créancier le plus diligent, après qu'il aura été procédé à la répartition des retenues, un extrait du registre indiquant les nom et domicile réels et élus de chaque opposant, le montant de la créance, des attributions faites et de la somme restant due. Dans la huitaine l'extrait sera notifié au nouveau patron et déposé avec l'exploit de notification au greffe de la justice de paix du domicile du débiteur. Le greffier mentionnera sur son registre les oppositions existantes. »

Deux questions peuvent se poser : comment les créanciers seront-ils avisés que leur débiteur a changé de patron ? Celui-ci devra-t-il prévenir le greffier ? ou les opposants ? Le texte ne le dit pas.

L'amendement prévoit implicitement le cas où le débiteur change à la fois de canton ou de patron, puisqu'il renvoie à l'alinéa premier de l'article ; mais il ne s'occupe pas du cas où le débiteur change de patron sans changer de canton. Dans le cas prévu par le texte, l'huissier intervient de nouveau pour la notification au nouveau patron. Dès lors c'est une complication qui paraît bien inutile puisqu'en somme on aboutit à une nouvelle saisie.

II. — *Proposition de loi de M. Bonneval*

(28 novembre 1910)

Cette proposition n'a qu'un seul article dont voici le texte :

« Article unique. — Sans préjudice des dispositions de la loi du 12 janvier 1895, les traitements des fonctionnaires publics et employés civils seront saisissables jusqu'à concurrence.

« Du sixième sur la portion comprise entre 2.001 et 3.000 francs.

« Du cinquième sur la portion comprise entre 3.001 et 5.000 francs.

« Du quart sur la portion comprise entre 5.001 et 8.000 francs.

« Du tiers pour le surplus. »

La proposition de loi adoptée par le Sénat et les amendements de M. Lefebvre du Prey et Bonnevey firent l'objet de l'examen de la Commission du Travail de la Chambre.

Le résultat de cette étude a été une proposition nouvelle qui apporte de notables modifications au texte adopté par la Haute Assemblée.

Le rapport qui contient cette réforme, déposé par M. Guernier, rapporteur de la Commission est un document très important tant au point de vue de sa documentation que des innovations qu'il apporte.

(V. Chambre, 1912, *Doc. Parl., annexe* n° 2150 au procès-verbal de la deuxième séance du 9 juillet 1912).

DEUXIÈME PARTIE

ÉTAT ACTUEL DE LA RÉFORME

Nous sommes actuellement en présence de deux textes : l'un adopté par le Sénat et l'autre présenté par la Commission du Travail de la Chambre.

Quelle est l'économie de cette dernière proposition ? Va-t-elle apporter un remède à la situation ? les innovations qu'elle renferme sont-elles heureuses ?

C'est ce que nous allons étudier dans les chapitres suivants.

Mais pour bien comprendre les réformes nouvelles il est nécessaire d'examiner la situation créée par le projet du Sénat puisque la Commission a remanié son texte.

Cette situation ne nous paraît pas indemne de reproches et nous croyons qu'elle n'apporterait guère de soulagement aux inconvénients de la loi de 1895.

TITRE I

Projet du Sénat

L'examen de ce projet en comportera l'étude tant au point de vue des principes que de la procédure, nous aurons ensuite à nous demander dans un troisième chapitre ce qu'il faut penser des innovations qu'il renferme (V. Chambre. *Doc. Parl.*, 1906. *Annexe* n° 485).

CHAPITRE PREMIER

Les Principes

Les auteurs de la proposition de loi ont maintenu intégralement l'article 1^{er} de la loi de 1895. Ils conservent donc le système de la saisissabilité partielle.

Ils ne paraissent pas s'être préoccupés des difficultés d'interprétation de cet article. Cependant la doctrine et la jurisprudence ont eu, à maintes reprises,

à s'occuper d'espèces embarrassantes notamment au sujet de la distinction des catégories de personnes que vise cet article 1^{er}.

Toutes les critiques que l'on adresse au principe de la saisissabilité partielle de la loi de 1895 subsistent donc en leur entier, nous pouvons craindre dès maintenant que la réforme ne soit vouée à une faillite prochaine.

Une même crainte naît de la cession que le texte laisse subsister. Il se contente de l'entourer de certaines formalités.

Le texte dit : « La cession ne pourra être consentie que par une déclaration souscrite par le cédant en personne devant le greffier de la justice de paix de son domicile. »

Nous croyons insuffisante cette modification à la loi de 1895. Le greffier n'aura point à examiner, à moins de sortir de son rôle et de devenir un juge, si l'opération est bien ou mal fondée ; son rôle se bornera à l'enregistrer et à la notifier. C'est un nouveau travail pour lui, pour le patron également, qui devra classer les notifications par lettres recommandées. Le texte fait, en effet, une obligation pour l'huissier, d'adresser sans délai une notification par lettre recommandée au débiteur des salaires, appointements ou traitements, ou à son représentant préposé au paiement dans le lieu où travaille le cédant.

CHAPITRE II

Procédure

LES CINQ PHASES

Le système de procédure adopté par le Sénat comprend cinq phases :

I. — *Arrangement ou conciliation.* — Le créancier convoque son débiteur devant le juge de paix pour s'entendre avec lui.

S'il y a arrangement, le juge en donne acte sur un procès-verbal et tout est terminé : il n'y a pas alors de saisie.

Si au contraire, l'arrangement échoue, le créancier peut alors faire procéder à la saisie et nous entrons dans la seconde phrase :

II. — *Saisie-arrêt ou opposition.* — Le greffier avise le patron de retenir le dixième des salaires de l'ouvrier.

Puis le créancier fait convoquer par le greffier le débiteur et le tiers-saisi devant le juge de paix aux fins de :

III. — *Validité de la saisie pour le débiteur et dé-*

claration affirmative de la part du patron. — Plus tard, quand les retenues ont atteint 35 % des créances le créancier fait convoquer de nouveau le débiteur et l'on passe à la quatrième phrase :

IV. — *L'attribution des sommes retenues.* — Et enfin quand le créancier est payé, il reste une dernière formalité à accomplir ; c'est :

V. — *La mainlevée de la saisie* qui s'opère par une inscription sur le registre du greffier et par un avis de ce dernier adressé au patron.

Nous allons étudier plus en détail la procédure instaurée par le projet en reprenant chacune de ces phrases.

§ 1. — FORMALITÉS PRÉLIMINAIRES

ESSAI DE CONCILIATION

Alors que la loi de 1895 ne prévoit l'essai de conciliation que dans un cas celui du paragraphe 2 de l'article 6, les auteurs du projet ont fait table rase de la distinction entre le cas où le créancier est muni d'un titre et celui où il n'en a pas.

Avant toute saisie-arrêt sur les salaires, appointements et traitements visés par l'article 1^{er}, qu'il y ait titre ou qu'il n'y en ait pas, le juge de paix doit toujours tenter la conciliation ; aucune opposition ne peut donc être pratiquée avant que le juge n'ait cons-

taté l'impossibilité d'un accord entre le créancier qui se propose de saisir et son débiteur.

Le législateur semble affirmer nettement sa préférence pour l'arrangement amiable.

En pleine procédure, il veut encore essayer d'amener les parties à composition. C'est ce qu'on voit au moment de répartir les fonds retenus entre les ayants-droit où l'article 11 dit que le juge procède à la distribution « à moins que les parties ne se soient déjà amiablement entendues ».

C'est là une excellente intention, puisque la transaction aurait pour effet d'éviter au débiteur le paiement de frais qui sont la plaie de la saisie-arrêt et donnent lieu à des abus scandaleux.

C'est le créancier qui, en sa qualité de demandeur, informe le juge de paix du canton où réside le débiteur, de son intention de poursuivre son paiement par la saisie-arrêt.

Sa déclaration faite au greffe de la justice de paix est inscrite sur un registre spécial et le juge de paix instruit de cette demande va faire convoquer le débiteur devant lui, afin de tenter la conciliation ; cette convocation se fait sous pli recommandé.

Remarquons qu'il n'y a qu'une seule lettre recommandée : celle envoyée au débiteur.

Au jour indiqué, les parties vont ou bien comparaître devant le juge de paix ou faire défaut.

La conciliation réussit-elle, un procès-verbal som-

maire sera dressé par le juge de paix lui-même.

En cas de non-conciliation, un procès-verbal la constate également et le créancier pourra demander l'autorisation de saisir.

L'article 6 s'occupe des sanctions du défaut.

Le défendeur défaillant sera censé ne pas contester le droit du créancier. De plus comme le juge évaluera, dans l'ordonnance d'autorisation le montant de la somme pour laquelle la saisie-arrêt sera faite, cette évaluation se fera alors sur les seules indications du créancier.

Le défaillant connaîtra l'existence de la saisie-arrêt par l'avis recommandé que lui adressera le greffier dans les trois jours de l'ordonnance.

Cette partie du projet peut paraître la mieux conçue ; les formalités y semblent habilement associées afin d'amener le créancier devant le juge conciliateur.

Mais il y a un endroit faible que nous étudierons plus loin en détail et qui risque de laisser crouler tout l'édifice, c'est celui de la lettre recommandée.

Nous verrons également ce qu'il faut penser de la conciliation.

En ce qui concerne l'autorisation préalable, même quand il y a titre, les auteurs de la proposition suppriment la nécessité du visa : ils mettent fin ainsi aux discussions soulevées au sujet de cette formalité que l'on a qualifiée d'inutile et de vexatoire et qui, au lieu

de simplifier la procédure ne pouvait que la compliquer.

L'idée d'une autorisation nécessaire dans tous les cas peut ne pas être unanimement admise, de nombreux praticiens la considèrent même comme une exigence frustratoire, parce qu'elle méconnaît la valeur légale du titre. Mais nous savons qu'elle se justifie par le désir exprimé par les législateurs d'amener le créancier devant le juge qui tentera un arrangement amiable.

Si c'est là son but — elle n'en a vraiment pas d'autre — il faut avouer que l'autorisation n'a plus guère d'importance une fois la conciliation tentée.

§ 2. — SAISIE-ARRÊT

La saisie-arrêt va s'effectuer par l'accomplissement de deux formalités importantes, mentionnées dans l'article 6 : la mention au registre de l'article 14 et la notification de la saisie-arrêt au tiers saisi.

La première formalité est une sorte de transcription de la saisie qu'a prescrite le législateur en exigeant la mention de l'ordonnance sur le registre spécial. Le débiteur devient débiteur saisi dès ce moment immédiatement s'il a été présent à l'audience de conciliation et par l'envoi d'un avis recommandé, s'il a été défaillant.

Pour le tiers saisi la saisie-arrêt n'existera que par la notification qui lui sera faite par le greffier. Là en-

core ce sera une lettre recommandée. L'exploit d'huisier sera supprimé. Y a-t-il de bonnes raisons pour arriver à cette suppression ?

Nous étudierons plus loin ce point intéressant.

§ 3. — VALIDITÉ DE LA SAISIE
ET DÉCLARATION AFFIRMATIVE

Aux termes de l'article 9 de la loi du 12 janvier 1895, il est loisible à tout intéressé, au créancier, au débiteur, au tiers saisi de prendre l'initiative d'une réunion des parties, à l'audience du juge de paix. A cette audience il est statué sur la validité, la nullité ou la mainlevée de la saisie-arrêt ; ainsi les parties étant réunies, les formalités telles que dénonciation au débiteur, contre dénonciation au tiers saisi, déclaration affirmative, s'accomplissent verbalement.

L'article 8, alinéas 1 et 2 du projet reproduit dans son esprit et dans ses termes, sauf quelques modifications la loi de 1895. Cet article 8 du projet correspond à l'article 9 de la loi de 1895 dont l'article 8 est abrogé dans le texte.

Le juge de paix statuera sans appel dans la limite de sa compétence en dernier ressort et au delà à charge d'appel.

Selon l'article 12-1° du projet, le juge compétent *ratione personae* est celui qui a accordé l'autorisation ; c'est donc celui de la résidence du débiteur

saisi et il reste compétent alors même que le débiteur saisi aura transporté sa résidence dans un autre canton.

La déclaration doit indiquer exactement et avec précision la situation entre le tiers saisi et le débiteur saisi, c'est-à-dire le salaire du débiteur et sa condition.

Une sanction est édictée contre le tiers saisi qui ne fait pas sa déclaration verbalement ou par écrit ou qui fait une déclaration mensongère ; il est déclaré débiteur pur et simple des retenues non opérées.

Le projet n'a pas comblé la lacune qui existe dans la loi de 1895 : comment le juge de paix pourra-t-il, en connaissance de cause, déclarer le tiers saisi débiteur de ces retenues non opérées ? Quels seront les moyens de preuve ?

§ 4. — L'ATTRIBUTION DES SOMMES RETENUES

On trouve ici quelques innovations dont il faut chercher la raison dans celle que nous avons déjà exposée : le greffier doit avoir le monopole de cette procédure de saisie-arrêt.

Comme elle a son centre chez lui, il faut qu'il ait à sa disposition les fonds retenus pour les distribuer au moment de la répartition aux ayants-droit ; mais comme on veut assurer aux créanciers une sérieuse

garantie, on décide que le greffier ne pourra garder en caisse plus de mille francs.

Il y a dans ces mesures de nombreux détours et des complications dont la nécessité n'est pas prouvée. Nous sommes loin de l'idée de rapidité et de simplicité qui devait guider le législateur.

§. 5. — CESSATION DES EFFETS DE LA SAISIE. MAINLEVÉE

La proposition de loi (art. 11-1^o) prévoit certains événements qui mettront fin aux effets de la saisie-arrêt : l'invalidation de la saisie, la libération du débiteur, la mainlevée. On peut y ajouter les causes de cessation des services du débiteur saisi (art. 11-2^o).

Le juge de paix peut être appelé à statuer sur la validité, la nullité ou la mainlevée de la saisie-arrêt.

Quand la dette et les frais sont intégralement payés ou qu'une remise collective de dette est intervenue, le débiteur est libéré. Le greffier, étant institué comptable doit informer le tiers saisi que les retenues doivent cesser.

Le juge de paix, après la cessation des retenues, convoque les intéressés et la répartition se fait. Mainlevée est donnée à cette séance ; la procédure actuelle n'est pas changée.

La mainlevée peut être volontairement donnée par les créanciers. Une déclaration de mainlevée doit être faite par eux au greffe et consignée sur le

registre spécial. L'exploit est donc supprimé. Un avis recommandé de cette mainlevée est adressé par le greffier au tiers saisi.

La saisie-arrêt peut encore prendre fin pour causes graves, notamment la cessation des services du débiteur saisi (art. 11-2°).

CHAPITRE III

Critique

La proposition de loi adoptée par le Sénat ne modifie pas très sensiblement la loi de 1895.

Après avoir hésité à adopter l'insaisissabilité absolue des salaires, elle s'est arrêtée à des modifications anodines qui n'apportent pas grand remède aux inconvénients signalés de la loi.

Une idée semble avoir guidé les auteurs de la proposition en question : la procédure doit être concentrée au greffe de la justice de paix et dirigée par le greffier sous le contrôle du juge de paix. Ayant admis ce principe, ils l'ont appliqué rigoureusement, étroitement et sans se soucier des obstacles et c'est ainsi qu'ils ont cru atteindre le but qu'ils se proposaient : économie et simplicité.

La principale réforme consiste dans la suppression complète de l'acte d'huissier, qui est remplacé par des lettres recommandées, envoyées par le greffier.

Cette innovation ne paraît pas exempte de critique et il y a lieu de se demander si la réforme est heureuse.

Or, il semble que l'expérience a prouvé que l'ouvrier en général n'est pas souvent atteint par la lettre recommandée.

Il y aurait à cela plusieurs raisons :

D'abord, l'ouvrier, le travailleur n'est pas souvent à son domicile et les règlements de l'administration des Postes défendant de laisser la lettre à des parents ou à des voisins, celle-ci n'est pas distribuée et revient à l'expéditeur .

De plus dans certains centres ouvriers il est souvent très difficile d'identifier un individu. Cela paraît très simple de dire : « Je vais envoyer une lettre à M. un tel. » Mais cela est parfois peu commode et il y a maints exemples de personnes qui portent le même nom dans le même village.

Et puis cette difficulté serait-elle surmontée qu'il n'en resterait pas moins un fait psychologique curieux :

L'ouvrier a peur de la lettre recommandée. Sa femme refusera de la recevoir. Le travailleur s' imagine volontiers que sa signature ne fut-elle opposée que sur le carnet du facteur, engagera sa responsabilité.

Il arrivera donc que l'intéressé ne sera pas averti de la procédure. Des jugements de défaut seront pris contre lui. Il les ignorera aussi parce que signifiés également par lettre recommandée et il lui faudra ex-

poser de nouveaux frais, à sa charge, s'il veut y faire opposition.

Le but d'économie proposé ne paraît donc pas atteint.

Quant au but de simplicité il semble qu'il soit plus apparent que réel.

Le projet du Sénat ne change rien à la cession des salaires. Il l'entoure, à la vérité, de certaines garanties destinées à en assurer la sincérité et à éviter des surprises. Ces formalités sont assez compliquées.

Ces répartitions, dans la loi actuelle, peuvent s'élever jusqu'à cinq entraînant des frais parfois considérables par rapport au chiffre des créances.

Ce projet a voulu en limiter le nombre.

Il a élevé à 35 % au lieu de 20 % le dividende que devra fournir la somme des retenues pour qu'il puisse y avoir lieu à répartition.

Mais son article 17, qui accorde au greffier un droit de 2 francs pour chaque attribution de dividende ne sera-t-il pas interprété dans ce sens, que, pour chaque créancier qui touchera ou à qui sera attribué un dividende quelconque, le greffier aura droit à un honoraire de 2 francs et ne verra-t-on pas se renouveler les abus signalés dans la loi de 1895 ?

La réforme de la procédure risque donc elle aussi d'être inopérante et de laisser subsister les causes des abus que nous avons dénoncés.

TITRE II

Proposition de la Commission du Travail de la Chambre

Pour remédier aux inconvénients qu'offre cette situation, la Commission de la Chambre a édifié un nouveau système qui remanie le projet du Sénat.

Le texte nouveau que nous offre la Commission du Travail renferme-t-il de plus heureuses réformes ?

A-t-il plus de chances d'amener la fin des abus et de faire de la saisie-arrêt des salaires et appointements une procédure favorable aux nombreux intérêts en cause ?

Sinon ne serait-ce pas parce que le principe adopté est foncièrement mauvais et n'est-ce pas dans une autre voie qu'il faudrait chercher le système à appliquer ?

C'est ce que nous aurons à examiner au cours de l'étude que nous allons faire de la proposition de la Commission.

Remarquons d'abord que la Commission ne paraît pas s'être arrêtée aux systèmes indiqués dans les

deux amendements de MM. Lefebvre du Prey et Bonnevey ou du moins elle les a modifiés.

Le premier amendement, nous l'avons vu, apporte des modifications de détail qui ne semblent pas heureuses et paraissent peu susceptibles d'un bon fonctionnement. Quant à l'amendement Bonnevey, la proposition de la Commission le développe et étend les dispositions qu'il renferme.

Pour étudier avec profit la nouvelle proposition nous l'examinerons :

I. — Au point de vue du fond ou des principes où nous aurons à considérer l'emploi qui a été fait :

1° Du principe de saisissabilité et des modifications qu'il a subies.

2° Du principe de cessibilité, et nous aurons à en apprécier l'esprit et la méthode.

II. — Au point de vue de la forme ce sera :

1° L'examen de la procédure nouvelle, dans ses innovations dans l'emploi de la lettre recommandée de la conciliation, de la répartition, du concordat et de divers autres détails de forme ;

2° L'appréciation de ces divers points.

Enfin nous tirerons la conclusion de ces modifications, si elles laissent subsister les inconvénients de l'état actuel, il nous restera à examiner quel pourrait être le remède.

I. — RÉFORME QUANT AU FOND

CHAPITRE PREMIER

La Saisie-Arrêt

§ 1. — PRINCIPE ADOPTÉ

Dans son article 1^{er} le texte de la Commission établit son principe en édictant que les salaires et traitements sont saisissables à concurrence du dixième d'abord, ensuite du cinquième, du quart ou du tiers selon leur taux.

Il admet le système de la saisissabilité partielle adopté également par le projet du Sénat.

Quelles sont les raisons qui ont déterminé la Commission du Travail à admettre ce principe ?

Le rapport lui-même nous les expose.

Après avoir décrit avec de nombreux détails le système instauré dans son article 1^{er}, le rapporteur se demande si la Commission n'aurait pas dû aller plus loin et consacrer l'insaisissabilité des salaires et des traitements de 3.000 francs.

Il reconnaît, tout d'abord, que de nombreux arguments militent en faveur de l'adoption de cette solution.

« Notamment, dit-il, l'insaisissabilité des faibles traitements et des salaires aurait mis fin à l'exploitation des petites gens qui se laissent séduire par la vente à crédit et aux procédures onéreuses savamment exploitées par les agents d'affaires indéclicats.

Il déclare que malgré les efforts faits par la Commission pour empêcher le trafic des procéduriers sans vergogne, efforts qui se manifestent par l'établissement d'une procédure nouvelle, il n'ose pas se flatter qu'ils parviendront à empêcher tous les abus et les prétextes qu'on ne manquera pas de trouver pour en commettre de nouveaux.

Puis, abordant le fonds même de la discussion, il examine la légitimité de l'insaisissabilité.

A l'objection que tout le régime des obligations est dominé par ce principe que le patrimoine tout entier du débiteur répond de ses obligations, il répond que le législateur a su néanmoins instituer l'insaisissabilité totale de certains traitements et même de certains patrimoines comme celui de la femme dotale. De même cette règle générale fléchit quand la somme est due à titre alimentaire.

Mais, faut-il observer, est-ce que la caractéristique du traitement et du salaire n'est pas d'abord d'assurer l'existence de celui qui le touche et de sa famille?

Il faut pour que le salaire entre dans le patrimoine de l'ouvrier, un effort personnel. Cette rémunération de l'effort cesse en même temps que lui.

Plus les salaires sont faibles plus ils prennent le caractère alimentaire. Au-dessous d'un certain taux on pourrait même dire qu'ils sont exclusivement alimentaires.

Puis le rapporteur tire un argument d'analogie de la loi des retraites ouvrières qui exige des contributions non seulement de l'ouvrier et du patron mais aussi de la société tout entière d'une façon non seulement indirecte mais même directe. Si donc la société doit intervenir, n'est-ce pas que l'on considère certains salaires comme trop faibles pour acquitter leur charge. Sa faiblesse même rend le salaire intangible parce que justement il ne peut être considéré que comme alimentaire.

La Commission a été tentée de déclarer insaisissables les petits traitements et les salaires. Pourquoi ne l'a-t-elle pas fait ?

Nous trouvons ici de l'aveu même du rapporteur, la même raison ou la même excuse que celle que formulait un autre rapporteur M. Zevaès, le 5 novembre 1909 : la Commission a voulu aboutir à une réforme très attendue, elle désirait éviter à tout prix de se mettre en contradiction avec un texte voté par le Sénat. Or, nous l'avons vu, la Haute Assemblée avait condamné le principe de l'insaisissabilité.

Le désir de faire voter la loi nouvelle a donc incité la Commission à faire abstraction de ses idées, de ses réformes personnelles pour se conformer à un texte adopté par le Sénat.

La raison invoquée a sans doute une certaine valeur pratique. Mais il semble que la Commission elle-même ait douté de sa solidité.

Aussi a-t-elle jugé bon d'appuyer son refus de l'insaisissabilité de quelques-uns des arguments favorisés des partisans de la saisissabilité.

Elle signale que rendre le petit salaire insaisissable serait supprimer le crédit à l'ouvrier au moment où il en a le plus besoin, c'est-à-dire au moment où par le chômage, il est privé de son gagne-pain. Mais elle a soin d'ajouter qu'elle ne donne pas à l'argument une portée trop absolue et reconnaît que ce n'est pas la perspective d'une saisie qui fait que le commerçant donne crédit, mais la bonne foi, les qualités de travail et d'économie de l'ouvrier.

Il semble bien que la Commission n'ait pas osé prendre délibérément parti dans la question de principe. Le rapport donne l'impression qu'il faudrait peu pour convaincre complètement la Chambre de la nécessité de l'insaisissabilité. Il pose nettement le problème qui consiste à se demander si l'insaisissabilité intégrale n'est pas plus propre à développer chez l'ouvrier le sens de la responsabilité et de la dignité que la saisissabilité réduite qui tendrait à le

rejeter dans l'indifférence et si cette insaisissabilité entraînant avec elle la crainte du défaut de crédit n'inciterait pas le petit salarié à mesurer ses dépenses à ses gains.

Quoi qu'il en soit de ses désirs de faire une réforme complète, la Commission n'en a pas moins admis avec le Sénat le principe de la saisissabilité partielle.

Dès lors tous les reproches que l'on a fait à la saisissabilité du dixième subsistent.

Les inconvénients auxquels a donné lieu l'application de ce principe ne disparaîtront pas. Tous les abus dénoncés vont se renouveler sans doute.

Les distinctions pour ingénieuses qu'elles soient, ne détruisent pas le principe et les critiques qu'on lui adresse demeurent en leur entier et, nous avons vu dans le chapitre 1^{er} de la 2^e partie les déplorables effets de la saisie-arrêt du dixième.

Nous croyons donc que le maintien de ce principe risque de faire avorter toute la réforme.

Mais il faut remarquer de plus que l'application qu'en fait le projet de la Commission n'est pas à l'abri de tout reproche. C'est ce que nous allons voir maintenant.

Ce principe une fois admis, comment va-t-il fonctionner ? Dans les pages qui vont suivre nous allons étudier l'organisation nouvelle qui peut se ramener

aux points suivants lesquels feront l'objet d'autant de paragraphes :

1° Plus de distinction entre débiteur saisis ;

2° Égalité de traitement à égalité de gain. Et pour y arriver adoption de deux principes : Fixation d'un taux au-dessous duquel tous les traitements et salaires ne sont saisissables que pour partie et échelle de saisissabilité.

§ 2. — PLUS DE DISTINCTION ENTRE DÉBITEURS SAISIS

Comme nous l'avons vu plus haut, le projet du Sénat continue comme la loi de 1895 à distinguer entre les ouvriers et gens de service d'une part et les employés ou commis et fonctionnaires d'autre part. Il fait un sort différent à chacune de ces catégories.

Le projet de la Commission du travail supprime cette distinction.

Le rapport de M. Guernier dit, en effet, qu'il n'y a pas lieu de faire de distinction entre tous ceux qui vivent du produit de leur travail.

Les auteurs de la proposition en donnent plusieurs raisons :

1° D'abord une raison morale. La distinction entre ouvriers et employés a été une erreur de la loi de 1895.

En effet, on ne voit pas bien la raison de ces catégories. Le travail est sacré, que ce soit le travail de

l'esprit ou celui des mains. La rémunération de ce travail doit elle-même être sacrée et permettre à celui qui la reçoit de garder sa condition, de conserver son train de vie pour lui et pour les siens.

Les auteurs du projet n'ont pas voulu qu'il y eût désormais de distinction entre ceux qui travaillent de l'esprit et ceux qui travaillent du corps.

2° Il y a ensuite une autre raison, pratique celle-ci et qui a bien son importance.

Cette distinction paraît très simple à faire, en réalité elle est souvent très difficile et il peut être parfois très délicat de distinguer ces deux catégories sociales.

Les auteurs se sont préoccupés de la question. M. Jean Appleton dans une note insérée au Dalloz (D. 1897.2.354, notes 3 et 4) dit qu'on reconnaît un ouvrier aux signes suivants :

1° Exercice d'une profession exclusivement manuelle ;

2° Salaire calculé à la journée, à l'heure ou à la tâche et payé par semaine ou par quinzaine.

3° Déduction des jours de maladie ou de chômage.

Ce dernier critérium aura rarement l'occasion d'être invoqué et ne paraît d'ailleurs nullement caractéristique : aussi bien ne le donne-t-on qu'en troisième ligne et sans insister.

Le second critérium conduirait à exclusion de la catégorie des ouvriers beaucoup de salariés qui cepen-

dant en font partie ; par exemple l'ouvrier boulanger payé à raison de tant par mois dans la plupart des régions, devrait être considéré comme un employé, ce qui serait évidemment une erreur.

Reste le premier critérium, il est douteux qu'il soit infaillible. D'après lui l'ouvrier se distinguerait de l'employé en ce que sa profession exigerait plutôt du travail manuel que de l'intelligence, tandis que la profession de l'employé serait plus intellectuelle que manuelle. Mais des exemples nombreux prouvent que la ligne de démarcation est imprécise et mal établie de par la loi et les mœurs. Le garçon de bibliothèque qui colle des étiquettes, le petit clerc qui balaie l'étude, allume le feu, fait les courses et copie à ses moments perdus des rôles grossoyés, le receveur qui délivre des tickets ou les poinçonne feraient-ils donc un travail plus intellectuel que l'ouvrier qui cisèle un bronze ou le mécanicien qui construit de délicats instruments de précision ?

Depuis l'application de la loi de 1895, les juges ont eu à solutionner de multiples questions d'espèces pour établir si le débiteur saisi était ouvrier ou employé.

Au tribunal de la Seine, il n'y a pas de semaine où ne se présente un cas véritablement embarrassant.

La jurisprudence est encombrée de décisions sur ce point délicat.

Le contre-maître qui travaille dans une usine sera

un ouvrier s'il est payé à l'heure ; s'il avait un traitement annuel fixé toujours pour le même travail il serait un employé (Trib. de paix Grand Couronne, 11 mars 1896). V. *Pandectes françaises*, v^o *Saisie-arrêt*, n^o 2087.

Les forts de la Halle ne sont pas des ouvriers parce que leurs profits ne revêtent point le caractère de salaires proprement dits (Trib. de la Seine, 18 mai 1897. V. *Pandectes françaises*, n^o 2091).

Le commis-voyageur payé à la commission, bien que n'ayant pas de traitement fixe, sera un employé (V. *Pandectes françaises*, n^o 2107).

Les choristes de théâtre, bien qu'ils soient en même temps quelquefois machinistes, sont des employés (Trib. Montpellier, 25 novembre 1895).

Un coupeur d'habits est un employé et non un ouvrier (Trib. de Lyon, 20 janvier 1898. V. *Pandectes françaises*. V^o *saisie-arrêt*, n^o 2114).

Pour faire disparaître ces difficultés, la Commission a supprimé la cause même en faisant le même sort aux ouvriers, aux employés et aux fonctionnaires.

§ 3. — }ÉGALITÉ DE TRAITEMENT A ÉGALITÉ DE GAIN

Le projet supprimant toute distinction entre débiteurs saisis ne s'attache qu'au chiffre du gain annuel.

Il déclare que les salaires et traitements de même

taux seront assimilés dans une égale obligation ou une égale faveur.

Ceci posé, le texte de la Commission déduit les conséquences suivantes :

1° D'abord, il fixe un taux au-dessous duquel les traitements et salaires ne seront saisissables que pour une portion très faible ;

2° Et ensuite, au-dessus de ce taux, il détermine des portions saisissables en établissant ce qu'il appelle une échelle de saisissabilité.

1° Fixation d'un taux au-dessous duquel tous les traitements et salaires sont considérés comme quasi alimentaires et par suite ne sont saisissables que pour une portion très faible (un dixième de leur montant).

On trouve dans la loi de 1895 un taux fixé à 2.000 francs, la proposition l'élève à 3.000 francs et cela aussi bien pour les salaires que pour les traitements, l'assimilation entre eux étant complète.

Désormais d'après le texte, tout traitement ou salaire d'un montant annuel de 3.000 francs n'est saisissable qu'à concurrence d'un dixième.

D'après le rapport, ce taux de 3.000 francs est ainsi élevé pour les raisons suivantes :

En 1913 il correspond sensiblement en portée sociale au taux de 2.000 en 1895.

Les loyers, les produits alimentaires ont considérablement renchéri, le coût même d'une partie du vêtement s'est élevé. D'un autre côté de nouveaux

besoins se sont créés : les soins d'hygiène se sont répandus, le goût des déplacements s'est généralisé, la vue d'un luxe plus ou moins esthétique, comme le fait remarquer le rapport, a provoqué des exigences d'un certain confort qui s'est immiscé dans toutes les conditions.

Ce sont là des constatations de fait dont il serait vain de ne pas tenir compte.

Ces aspirations nouvelles, ces désirs peut-être discutables mais existants, se sont imposés aux préoccupations de tous et la Commission s'en est inspirée.

2° L'échelle de saisissabilité. — Le projet étend à tous les traitements et salaires l'échelle des portions saisissables dont le bénéfice était réservé jusqu'à présent aux fonctionnaires.

Les salaires ou traitements ne seront saisissables que jusqu'à concurrence du dixième sur les trois premiers mille francs ;

Du cinquième sur la portion comprise entre 3.001 et 5.000 ;

Du quart sur la portion comprise entre 5.001 et 8.000 francs ;

Du tiers sur la portion supérieure à 8.000 francs.

Il fallait cependant s'arrêter dans cette progression, aussi le texte déclare-t-il : « Lorsque les traitements et salaires dépassent 10.000 francs, les retenues à effectuer sur les portions au delà de cette somme seront fixées par le juge lui-même. »

Le rapport explique qu'il s'est guidé sur la loi du 21 ventôse an IX qui dispose que les traitements des fonctionnaires publics et employés civils ne seront saisissables que jusqu'à concurrence du cinquième pour les premiers 1.000 francs, du quart pour les 5.000 francs suivants et du tiers sur la portion excédant 6.000 francs.

La Commission a changé les chiffres estimant avec M. Bonnevey, auteur de la proposition faite dans le même sens (V. prop. Bonnevey du 28 novembre 1910) que les chiffres de la loi de ventôse étaient encore moins en rapport avec la réalité que le taux de 1895.

Elle a donc relevé les échelons et modifié les fractions. Mais elle a pris soin de garder les paliers afin que le relèvement de la fraction saisissable porte seulement sur l'augmentation du traitement ou du salaire. Il pourrait arriver, en effet, si le relèvement portait sur l'ensemble du salaire ou du traitement, que le bénéficiaire d'une augmentation touche par le jeu de la saisie, un solde inférieur à celui qu'il recevait avant sa promotion.

Enfin, elle a arrêté le bénéfice de la loi aux salaires ou traitements de 10.000 francs et au-dessus, en faisant remarquer qu'arrivant à ce taux, les salaires et traitements ne se recommandaient plus au législateur de la même façon que les autres salaires ou appointements. La notion d'aliment et de moyens d'existence n'étant plus de mise ici.

§ 4. — APPRÉCIATION

En résumé, le projet de la Commission du travail pose dans son article 1^{er} les principes caractéristiques suivants :

- 1° La saisissabilité partielle est admise ;
- 2° Les salaires et traitements sont assimilés ;
- 5° Une échelle légale de saisissabilité est réglée.

Que penser de ces innovations ? Nous ne parlerons plus du système de saisissabilité partielle ; nous avons dit ce qu'il fallait craindre de son maintien dans cette matière. Restent les deux autres points.

D'après le texte nouveau, les deux paragraphes de l'article 1^{er} de la loi de 1895 seraient fondus en un sens, et dorénavant, employés, fonctionnaires, ouvriers seraient mis sur le même pied.

Cela peut être juste et logique pour les petits appointements et traitements, mais il semble bien que la situation des employés et fonctionnaires n'est pas la même que celle de l'ouvrier. Une différence de traitement n'aurait donc rien de choquant à cause de la catégorie sociale même à laquelle on s'adresse.

Il y a aussi un autre point délicat.

Nous avons vu que, dans la loi de 1895, c'était le Tribunal qui fixait la quotité saisissable quand les traitements sont supérieurs à 2.000 francs. Le nou-

veau texte met fin à cette situation en fixant lui-même dans la loi cette quotité.

On comprend très bien qu'on fasse aux petits salaires et aux petits traitements une situation privilégiée. C'est l'essence même de la loi et l'idée capitale qui inspire la législation nouvelle.

Mais le texte va plus loin. Il déclare que même pour des traitements qui ne sont plus des petits traitements il y a encore une portion qui est intangible, qui ne peut être saisie.

Il fait ainsi en faveur d'ouvriers, d'employés, de fonctionnaires qui gagnent une somme relativement élevée, une situation qui ne paraît pas juste au regard des autres citoyens.

La mesure est excellente pour les petits traitements ; elle ne l'est plus lorsqu'ils atteignent un taux tel que celui de 10.000 francs que fixe le texte.

CHAPITRE II

La cession

L'article 2 de la loi de 1895 (art. 58 du Code du Travail) autorise la cession des salaires et traitements dans une mesure distincte de la portion saisissable.

Comme la loi de 1895, le projet du Sénat maintient le droit pour le débiteur de céder un second dixième de son salaire avec certaines modifications.

La proposition de la Commission, au contraire, supprime le droit de cession quand les salaires ou les appointements ne dépassent pas 3.000 francs, sauf pour le cas de payement des dettes alimentaires.

Par quelles raisons, la Commission de la Chambre a-t-elle été amenée à cette solution ?

Les résultats malheureux de l'expérience faite par la loi de 1895 semblent avoir eu une très grande influence sur sa résolution. Il est de fait que le fonctionnement de la cession a eu d'assez déplorables effets.

D'abord il a eu comme conséquence un développement regrettable du mauvais crédit. En 1902,

M. Trouillot disait au Sénat : « Il faut protéger l'ouvrier contre les tentations, les fraudes, l'exploitation trop fréquente par des industriels spéciaux, qui font métier de spéculer sur leur confiance souvent naïve en leur vendant à eux et à leur femme des marchandises inutiles pour des prix disproportionnés avec leur valeur. »

La cession facilite ces trafics, elle favorise les opérations des maisons de vente à crédit et permet à des fournisseurs peu intéressants de bénéficier d'avantages particuliers.

En effet les bénéficiaires ordinaires de la cession sont de deux sortes : ou bien le cabaretier qui, sous couleur de fourniture de produits alimentaires, incite très souvent l'ouvrier à des dépenses exagérées, ou bien ce sont des établissements de vente à crédit, des maisons de spéculation qui font payer très cher à l'ouvrier le crédit qu'elles lui font.

Il y a aussi une autre considération d'ordre juridique qui montre que la façon dont on use de la cession arrive à créer au profit de certains créanciers une situation réellement privilégiée. Outre qu'il n'est pas juridique qu'un individu bénéficie d'un privilège non écrit dans la loi, la pratique démontre que ce bénéfice est la plupart du temps acquis à ces mêmes établissements dont l'utilité est contestable.

Voici comment procèdent ces maisons : l'ouvrier obtient qu'on lui vende un objet quelconque, la plu-

part du temps ce sera une chose d'utilité médiocre, rarement une fourniture de première nécessité. Le magasin se fait faire une cession par l'ouvrier. Au lieu de la notifier de suite au patron ainsi que le font d'ordinaire les acheteurs de créance, il attend les événements. A côté de la cession, le magasin a eu soin de se faire souscrire des billets. S'ils sont payés à l'échéance il ne se sert pas de sa cession. Le contraire se produit-il, aussitôt le créancier pratique une saisie-arrêt et signifie immédiatement la cession.

Le résultat sera qu'au moment de la répartition le cessionnaire se trouvera dans une position bien plus favorable que celle des autres créanciers. Ceux-ci, qui sont parfois les fournisseurs d'aliments ou de choses vraiment utiles, viendront se faire payer sur le dixième saisissable, et ne toucheront au marc le franc, qu'une somme infime. Le cessionnaire, au contraire, va s'appropriier exclusivement en vertu de sa cession tout un autre dixième. De sorte que ce créancier dont le plus souvent la créance est discutable se trouve en fait dans une situation qui équivaut à un privilège que la loi n'a pas établi.

Par le moyen habile que nous venons d'indiquer, ce créancier ne subit donc pas les effets de la limitation.

La proposition a donc supprimé la cession des salaires, appointements et traitements inférieurs à 3.000 francs.

Exception est faite comme dans le projet du Sénat pour le paiement des dettes alimentaires.

Mais il est une remarque importante que l'on doit faire et qui montre que la proposition laisse subsister une cause susceptible de ruiner tout le système.

La cession est permise en effet dans le cas où les salaires ou les appointements dépassent 3.000 francs.

Ici encore, on le voit, ce n'est qu'une demi-mesure.

Les reproches que l'on fait à l'emploi de la cession risquent donc de se renouveler dans ce cas et les abus de se commettre toutes les fois que les salaires dépasseront 3.000 francs.

En somme, les modifications qu'apporte la proposition quant aux principes laissent place à la critique et ne suppriment que dans une mesure relativement restreinte les causes de reproches que l'on fait aux principes de la loi de 1895.

Il nous reste maintenant à étudier les modifications de forme, c'est-à-dire la procédure nouvelle et à examiner si, de ce côté de la réforme, les solutions sont heureuses et les remèdes plus efficaces.

II. — RÉFORMES DE PROCÉDURE

CHAPITRE PREMIER

La citation

Comment les parties sont-elles informées ? Comment sont-elles invitées à venir devant le juge ?

Le texte du Sénat, nous l'avons vu plus haut, supprime absolument tout exploit d'huissier ; la réforme principale consistant dans la généralisation de la lettre recommandée.

Dans la critique que nous avons faite de cette proposition nous avons examiné les objections que l'on peut faire à l'emploi de cette lettre ; nous n'y reviendrons pas.

Ces inconvénients paraissent avoir influencé la Commission du Travail. Sa proposition décide, en effet, le retour à l'exploit d'huissier en conciliation et dans le cas où le débiteur ne s'est pas présenté sur la lettre du greffier.

La commission semble s'être beaucoup préoccupé

de la nécessité de fixer nettement la procédure sur la tête de l'intéressé. Elle a voulu identifier d'une façon nette les parties en cause.

Sa réforme a ceci de particulier que l'acte d'huissier n'est pas introduit à un moment quelconque mais lorsque la lettre recommandée n'est pas parvenue à son destinataire.

Se basant sur ce fait que souvent les lettres ne parviennent pas à cause justement de la difficulté d'identification signalée plus haut, elle a voulu y remédier en introduisant de nouveau la citation d'huissier.

Cette procédure ne serait point onéreuse étant donné qu'il y a dispense de droits d'enregistrement et cependant elle permettrait de rechercher aussi complètement que possible la personne du débiteur.

Voici donc le système nouveau :

Suivant d'abord le système du Sénat on envoie une lettre recommandée. Si les intéressés se présentent il n'y a pas de difficulté : l'identification des parties est faite. Mais si le débiteur ne vient pas cela tient peut-être à ce que la lettre ne l'a pas touché.

Si on envoie une seconde lettre recommandée cela n'avancera guère. C'est alors que la proposition fait intervenir l'exploit d'huissier qui citera les parties en conciliation.

La procédure pour le surplus se déroulera suivant les formes prévues par la proposition votée par le Sénat mais à un moment donné on aura essayé d'iden-

tifier aussi complètement que possible la personne qui doit comparaître en justice.

L'examen de la réforme proposée consiste au fond à faire un parallèle entre les avantages de la lettre recommandée et ceux de l'exploit d'huissier quant aux moyens qu'ils ont de toucher plus sûrement la personne visée.

Les partisans de la lettre recommandée disent que cette réforme n'a pas de raison d'être, que celle proposée par le texte du Sénat pourrait être admise sans avoir recours à la citation par huissier.

Dans la plupart des pays qui nous entourent, disent-ils, depuis longtemps les exploits sont signifiés par la poste : les huissiers les préparant, la poste les remettant et cette dernière s'acquitterait très bien de sa mission. On pourrait même soutenir que les exploits arrivent plus facilement par la poste que par les huissiers. Et ce résultat serait dû à l'application même de notre Code de procédure qui montre le danger qu'il y a lorsqu'on signifie un acte par huissier à ce qu'il ne parvienne pas. L'huissier, lorsqu'il ne trouve personne au domicile du destinataire va remettre l'acte à la mairie ; mais la loi a négligé de dire que le maire doit le remettre au destinataire. Celui-là le garde et celui-ci ne le voit jamais. La poste agirait d'une façon plus diligente. En Allemagne, en Suisse, les exploits sont remis par la poste à la satisfaction générale.

A ces raisons on peut répondre d'abord que le système postal dont on vante les avantages n'est pas le même dans ces pays que chez nous. A l'étranger, la poste peut se livrer à des investigations auxquelles le facteur français ne se livre pas. En fait il marque la mention « absent » ou « inconnu » et tout est fini.

L'huissier, au contraire, a le devoir de rechercher la personne ou du moins quelqu'un qui voudra bien recevoir l'acte.

La divergence d'opinion ne tient peut-être qu'à la différence de la pratique de la procédure à Paris ou en province.

CHAPITRE II

La conciliation en toute hypothèse

La saisie-arrêt dans le système de la loi de 1895 fonctionne de deux façons, selon qu'il y a titre ou non.

S'il y a titre, la saisie-arrêt peut être pratiquée directement.

Sinon il faut demander la permission du juge qui dans un désir de conciliation peut alors surseoir à statuer et provoquer une conciliation entre les parties.

Le texte revenu du Sénat a posé un principe nouveau, celui de la conciliation en toute hypothèse.

Ce n'est que dans le cas où les parties ne se concilient pas que le juge ordonne la saisie-arrêt.

Le texte de la Commission de la Chambre en adoptant les idées directrices de ce texte, les développe et les précise. Les travaux préparatoires montrant que le Sénat tient beaucoup à son texte, la Commission n'a pas voulu qu'il y ait une cause de différend de plus entre le Sénat et la Chambre.

Ce texte a des partisans nombreux qui estiment que par ce moyen de la conciliation on éviterait des

procédures ennuyeuses et coûteuses. Ce ne serait aucunement l'abandon des droits du créancier mais peut-être sous l'autorité d'un juge paternel, le moyen de trouver un accommodement. Les tentatives d'arrangement devant le juge de paix réussissent beaucoup plus souvent pour les petits procès que pour ceux de plus d'importance. Dans la petite saisie-arrêt un arrangement avantageux pour les parties en cause pourrait donc facilement se faire.

Cependant on peut faire quelques objections à cette pratique de la conciliation en toute hypothèse.

Réussira-t-elle aussi souvent qu'on le dit ?

Il est à craindre que le créancier qui attend son paiement, qui pour l'obtenir est obligé d'avoir recours à la procédure de saisie-arrêt n'ait plus la confiance suffisante pour accepter les promesses que pourra lui faire devant le juge son débiteur. Il est douteux que le créancier consente à croire des paroles faciles.

De la part de l'ouvrier lui-même la tentative risquer de ne pas donner d'effets réels. S'il n'a rien à dire il ne se dérangera pas, il ne répondra pas à la lettre recommandée. On sera alors forcé d'avoir recours à l'exploit et on ne peut redouter que son usage ne devienne des plus fréquents.

CHAPITRE III

Répartition et Concordat

Le texte du Sénat modifie complètement l'article 65 du Livre I^{er} du Code du Travail (article 11 de la loi de 1895).

1° Au point de vue de la répartition des retenues. Elle est faite par le juge et le greffier directement, tandis que dans la loi de 1895 ils n'en dressaient qu'un état.

2° Au point de vue de la convocation des parties aux fins de répartition. Le juge est tenu de surseoir à la convocation quand la somme à distribuer n'atteint pas un chiffre suffisant pour distribuer un dividende minimum.

3° Au point de vue du quantum des retenues pour la répartition. Il n'y a de répartition que si le dividende atteint 35 % et si la somme à distribuer est supérieure à 100 francs.

Si le débiteur change de patron il y a lieu à répartition.

Le texte de la Commission reproduit celui du Sénat

mais il y fait une addition qui innove complètement en cette matière. Il décide que lorsque les créanciers recevront leur deuxième répartition, c'est-à-dire lorsqu'ils auront touché $(35 \times 2) 70 \%$ de leur créance, le juge les invitera à donner mainlevée de leur saisie sous condition que le débiteur s'acquittera du solde dans un délai déterminé. S'ils ne sont pas tous d'accord, il y a lieu à vote, et si la moitié des créanciers, représentant les $3/4$ des sommes dues, acceptent l'invitation du juge, celui-ci prononce la mainlevée par ordonnance.

L'hypothèse envisagée est la suivante :

Un débiteur a été l'objet d'une saisie-arrêt. On a déjà distribué une première série de dividendes (35%). Depuis la première distribution jusqu'à la deuxième, ce débiteur n'a été l'objet d'aucune nouvelle saisie-arrêt ou de nouvelles interventions. Cela suppose qu'il a fait des efforts pour s'acquitter le plus vite possible de sa dette. La Commission a pensé que la situation méritait une certaine bienveillance, d'autant plus que la saisie-arrêt ne laisse pas d'entraîner pour l'ouvrier ou le fonctionnaire des risques de renvoi ou de non avancement à cause de la suspicion qui est sur le débiteur.

Lorsqu'une seconde répartition est ainsi faite et qu'il n'y a pas de nouvelles interventions, le juge de paix demande aux créanciers s'il veulent donner mainlevée de la saisie-arrêt, sous la condition que leur dé-

biteur s'acquittera du reliquat de ses obligations dans un délai qu'ils détermineront. On ne dit donc pas aux créanciers de renoncer à leur créance. Ils sont libres d'accepter ou non cette nouvelle forme de paiement.

Mais l'innovation consiste dans la possibilité pour une majorité, d'imposer la mainlevée de la saisie-arrest. Le texte prend, par analogie à ce qui se passe dans le Code de commerce, une majorité en nombre et une majorité en sommes.

Il faut plus de la moitié des créanciers représentant au moins les trois quarts en sommes des créances validées pour que le juge prononce par ordonnance la mainlevée consentie.

Un écueil se présentait naturellement ; c'était celui des créanciers fictifs. Le texte édicte contre ces productions de créances fictives des pénalités comme en matière de concordat judiciaire.

De nouvelles saisies peuvent aussi se produire, ou bien le débiteur ne tient pas ses engagements, dans ces cas tous les créanciers qui ont donné mainlevée ont le droit de se faire réinscrire pour le solde de leurs créances.

Ainsi à la différence du concordat judiciaire qui emporte remise de dette partielle et conditionnelle, la mainlevée instituée par la proposition n'amoindrit pas les droits des créanciers. Elle présente pour un débiteur qui a fait effort pour s'acquitter de ses det-

tes, l'avantage de l'affranchir plus tôt d'une procédure désagréable.

On serait tenté de comparer la situation ainsi faite au débiteur à celle du failli en présence de ses créanciers. Il y a cependant une certaine différence.

En matière de faillite on est en face d'un insolvable et on en est réduit à un dividende. La question qui se pose est de savoir quelle est la meilleure opération à faire. Est-ce de laisser cet homme continuer son commerce, de lui donner le concordat, est-ce, au contraire, de liquider tout de suite. La décision que prend dans ce cas la majorité semble bien favorable à tout le monde.

Tandis que dans la saisie-arrêt, la majorité des créanciers en prenant sa décision risque de léser certains autres qui ne pourront plus faire de saisie-arrêt pour ce qui reste dû.

La fraude paraît bien possible. Une collusion peut se produire entre débiteur et créancier. Le débiteur n'ira-t-il pas dire au créancier : « Je vous paierai tant à condition que vous leviez la saisie. »

N'y aura-t-il pas là un moyen assez facile de dépouiller certains au bénéfice d'autres ?

Les pénalités seront-elles suffisantes pour empêcher ces arrangements ? Les découvrira-t-on même facilement ?

CHAPITRE IV

Détails de procédure

Voici maintenant quelques détails de procédure qui achèvent de donner à la proposition de la Commission, sa physionomie spéciale.

Nous n'y insisterons pas. Ils n'ont d'ailleurs qu'une importance secondaire.

I. — *Versements par le tiers saisi.* — Le texte du Sénat modifie considérablement sur ce point la loi de 1895.

Sous notre loi, en effet, le tiers saisi paye directement les créanciers saisissant et intervenant sur états de répartition dressés par le juge et le greffier. Et, en cas de refus, ces créanciers seuls ont une action directe contre le tiers saisi qu'ils doivent citer devant le juge pour le faire condamner.

Au contraire, le texte du Sénat décide que le tiers saisi versera dans les quinze jours qui suivront l'expiration de chaque trimestre, le montant des retenues entre les mains du greffier. S'il ne le fait pas, il pourra y être contraint par ordonnance du juge, rendue soit

d'office, soit sur la requête des parties. Ici encore on se passe de l'huissier. L'ordonnance est notifiée par lettre recommandée du greffier, au tiers saisi qui a huit jours pour y former opposition au moyen d'une déclaration sur le registre spécial. Une fois cette ordonnance devenue définitive, elle est exécutée soit par le débiteur, soit par un créancier à l'aide d'une expédition délivrée par le greffier revêtue de la formule exécutoire.

Les comptables de l'Etat, des départements et des communes versent d'office à la Caisse des Dépôts et Consignations qui remet au greffier les sommes nécessaires au paiement des répartitions. Le percepteur fait cette remise dans les lieux où ne réside pas un préposé de cette caisse.

Le texte de la Commission est le même que celui du Sénat, mais il inaugure un nouveau système de versements des fonds de retenue.

Cette formalité ne laisse pas d'être parfois fort ennuyeuse à accomplir pour le tiers saisi à cause des déplacements qu'elle nécessite.

La proposition de la Commission donne au tiers saisi la faculté de faire parvenir au greffier par l'intermédiaire de l'administration des postes, au moyen d'un mandat-carte, accompagné d'une demande d'avis de réception le montant de ses retenues.

Cet avis de réception que délivre la Poste tient lieu de la quittance du greffier.

Il est certain que cette petite réforme ne peut qu'être favorablement accueillie par les patrons obligés aux retenues qui sont de nos jours véritablement obsédés par la nécessité des versements.

II. — *Droits du greffier dans la répartition.* — Nous avons vu que les frais qui venaient grever d'une façon lamentable la saisie-arrêt provenaient surtout des distributions multiples et des répartitions. Le Sénat alloue au greffier une somme de 2 francs pour chaque attribution de dividende. Cela pouvait donner lieu encore à des abus : le greffier pouvant prendre 2 francs pour chaque créancier participant quel que soit leur nombre. La proposition de la Commission limite à 1 franc le droit du greffier pour chaque créancier et fixe le maximum de 4 francs pour 4 créanciers et plus.

III. — *Gratuité des procurations.* — La loi de 1895 déclare que tous les actes, décisions et formalités, auxquels donnerait lieu son application seraient délivrés sur papier non timbré et enregistrés gratis.

La proposition du Sénat les dispense même de l'enregistrement. De plus elle accorde la franchise postale aux lettres recommandées et les dispense ainsi que les procurations et les quittances de tout droit de timbre et d'enregistrement.

La proposition de la Commission reproduit le texte du Sénat.

Mais elle fait un sort particulier aux procurations données par le créancier saisissant.

Ces procurations sont soumises à la formalité du timbre et de l'enregistrement et les frais accessoires n'en doivent jamais être à la charge du débiteur.

La raison de cette réforme est que la proposition a voulu éviter à la fois des frais au débiteur et échapper aux reproches faits à la loi de 1895.

Or, on l'a vu, l'un des principaux griefs formulés contre elle est l'augmentation croissante du nombre des saisies et l'abus des hommes d'affaires. Parmi les causes de ces abus on cite la gratuité de la procuration donnée par le créancier. La plupart des commerçants sont, en effet, sollicités par des gens d'affaires plus ou moins honnêtes qui leur proposent d'acheter à forfait leurs créances contre les ouvriers à 50 ou 25 % de leur valeur. Ils demandent un pouvoir général, lequel est dispensé de timbre et d'enregistrement. Munis de ce titre, ils poursuivent le débiteur sans relâche pour les sommes les plus infimes.

C'est pour mettre fin à ces pratiques que la proposition exige du créancier qui ne veut pas se déranger, un pouvoir spécial pour chaque affaire, lequel devra être dûment timbré, enregistré et légalisé. Et de même qu'en justice de paix en matière civile et devant le Tribunal de commerce le coût des pouvoirs n'est jamais compté dans les frais, la procuration dont

s'agit ne sera jamais mise à la charge du débiteur saisi-arrêté.

IV. — *Changement de domicile.* — La loi de 1895 ne s'est pas occupée du cas où le débiteur transporte son domicile dans un autre canton, tout en restant chez le même patron.

Le texte du Sénat innove en la matière. Il décide que le juge de paix qui a autorisé la saisie reste compétent, même si le débiteur change de canton, à moins qu'une saisie nouvelle n'intervienne dans ce nouveau canton, auquel cas il y a lieu, dans le canton primitif à la répartition des sommes retenues.

Le juge de paix reste également compétent, même si le traitement du débiteur dépasse 2.000 francs au cours de la procédure. Réciproquement, si le traitement du débiteur s'abaisse au-dessous de 2.000 francs, la compétence du tribunal, saisi au début de la procédure ne changera pas.

Le texte de la Commission est le même que celui du Sénat, sauf qu'il substitue au chiffre 2.000 du Sénat, celui de 3.000, qu'il a adopté dans ses premiers articles.

CHAPITRE V

Appréciation

Que faut-il penser de cette nouvelle réforme de procédure ?

Assurément certaines modifications de détail ne peuvent avoir que de bons résultats mais de nouveaux abus n'en sortiront-ils pas et ne verrons-nous pas renaître sous l'empire des nouveaux textes, les inconvénients de toute sorte contre lesquels on proteste légitimement ?

Le but essentiel poursuivi par le législateur a été de mettre un frein à des frais hors de proportion avec l'importance de la dette.

La Commission du Travail a voulu empêcher la multiplication des actes de procédure valablement faits sans doute, mais répétés d'une manière arbitraire.

Elle a réduit le nombre des répartitions, diminué les allocations des greffiers.

Dans l'ensemble la procédure coûtera moins cher.

Une saisie-arrêt faite par un créancier coûterait

en effet sous le régime de la proposition de la Commission 3 fr. 60 au minimum et 24 fr. 70 au maximum alors que sous le régime actuel elle varie de 5 fr. 50 à 58 fr. 75.

S'il y avait un créancier saisissant et un intervenant les chiffres seraient les suivants : système de la proposition de 7 fr. 90 à 35 fr. 95 (système actuel de 11 fr. 45 à 86 fr. 90).

Pour trois créanciers, ils sont de 7 fr. 90 à 35 fr. 75 dans la proposition, et de 14 fr. 85 à 113 fr. 80 dans l'état actuel.

Malgré ce résultat et peut-être à cause justement de lui, ne faut-il pas craindre de voir se reproduire à la suite de la procédure nouvelle ce que nous voyons s'accomplir sous l'empire de la loi de 1895 ?

On avait voulu aussi en 1895, améliorer très sensiblement la situation des ouvriers saisis et débiteurs.

On avait cru en diminuant les frais et la procédure supprimer les difficultés. Chaque saisie individuellement a coûté moins cher : on en a fait davantage. Des créanciers qui n'auraient pas saisi autrefois parce que cela leur aurait coûté trop cher, n'hésitent plus une fois que l'on a eu diminué les frais ; l'acte d'huissier était en quelque sorte une garantie pour l'ouvrier. Si bien que le nombre des saisies s'est multiplié dans une grande proportion ; dans l'ensemble la classe ouvrière s'est trouvée plus char-

gée parce qu'on faisait plus de saisies, parce que l'on saisissait pour de petites sommes ce qu'on n'aurait pas fait auparavant.

Nous craignons que ce ne soit là le résultat auquel aboutirait le nouveau système et que la proposition qu'on nous soumet ne soit grosse que de désillusions.

TITRE III

Projet de MM. Chéron et Ratier

Il nous reste à étudier un dernier projet, tout récent puisqu'il a été déposé sur le bureau de la Chambre des députés le 4 novembre 1913. Il émane de M. Chéron, alors ministre du Travail et de M. Ratier, ministre de la Justice.

Son étude comportera trois chapitres. Dans le premier chapitre nous ferons l'exposé du nouveau système que ce projet préconise. Dans un second chapitre nous en indiquerons le fonctionnement. Et dans un troisième chapitre nous en ferons l'examen critique.

CHAPITRE PREMIER

Exposé du système

D'après l'exposé des motifs du projet il aurait un triple but :

1° Réduire la charge des saisies sur les salaires et répondre ainsi au vœu de la classe ouvrière ;

2° Confirmer les droits des membres de la famille sur la part de salaires nécessaires à leur subsistance.

3° Constituer une entrave au développement de l'alcoolisme.

Pour atteindre ce but il modifie les articles 61, 62 et 63 du Code du travail.

Il comprend trois articles qui sont ainsi conçus :

(Chambre. Annexe au procès-verbal de la séance du
4 novembre 1913, n° 3159.)

« Article premier. — L'article 61 du Livre I du Code du travail et de la prévoyance sociale est modifié comme suit :

Art. 61. — Les salaires des ouvriers et gens de service, les appointements ou traitements des employés ou commis et des fonctionnaires ne sont saisissables et cessibles, lorsqu'ils n'excèdent pas 1.800 francs par an, que pour le paiement des dettes alimentaires prévues par les articles 203, 205, 206, 207, 212, 214, 238, 240, 301 et 349 du Code civil.

Ce maximum insaisissable et incessible de 1.800 fr. est augmenté de 200 francs par enfant âgé de moins de 13 ans à la charge du débiteur. Sont assimilés aux enfants de moins de 13 ans, pour l'application du présent article, les enfants âgés de 13 à 16 ans pour lesquels le chef de famille ou la mère aura passé un contrat écrit d'apprentissage dans les conditions dé-

terminées par un règlement d'administration publique.

Art. 2. — L'article 62 du Livre I précité est modifié comme suit :

Art. 62. — Les salaires, appointements ou traitements supérieurs au minimum prévu à l'article 61 ci-dessus, sont saisissables et cessibles dans les conditions ci-après, sans toutefois que le total des saisies ou cessions faites puisse avoir pour effet de réduire au-dessous du minimum prévu la portion du salaire restant à la disposition du débiteur.

Sous réserve de la limitation fixée au paragraphe précédent, les salaires des ouvriers et gens de service ne sont saisissables que jusqu'à concurrence d'un dixième ; il en est de même des appointements ou traitements des employés, commis et fonctionnaires, lorsque ces appointements n'excèdent pas 3.000 francs par an.

Les salaires, appointements et traitements visés par le paragraphe précédent ne peuvent être cédés que jusqu'à concurrence d'un autre dixième.

Aucune saisie-arrêt ou cession ne peut être faite sur les salaires ou traitements visés aux paragraphes précédents pour des dettes contractées à raison de l'achat ou de la consommation de boissons alcooliques autres que les boissons hygiéniques.

Art. 3. — L'article 63 du Livre I précité est modifié comme suit :

Art. 63. — Les cessions et saisies faites pour le paiement des dettes alimentaires prévues par les articles 203, 205, 206, 207, 212, 214, 238, 240, 301 et 349 du Code civil ne sont pas soumises aux restrictions qui précèdent.

Dans toute action en saisie-arrêt exercée par un des conjoints sur le produit du travail de l'autre, dans l'intérêt du ménage, le bénéfice de l'assistance judiciaire sera accordé de plein droit au conjoint requérant, sans le visa du Procureur de la République, si le ménage a à sa charge, légalement et en fait, l'entretien d'un ou de plusieurs enfants âgés de moins de 13 ans ou enfants âgés de 13 à 16 assimilés aux enfants de moins de 13 ans, en vertu de l'article 61, § 2 du présent Livre et si l'action porte soit sur des salaires soit sur des appointements ou traitements n'excédant pas le maximum prévu à l'article 62, § 2, dudit livre. »

Ce projet constate que le texte voté par le Sénat vise presque exclusivement une réforme de la procédure, qu'il ne modifie aucunement les dispositions relatives aux quotités saisissables ou cessibles tout en étendant la définition des dettes alimentaires pour lesquelles il n'est prévu aucune limitation de la saisie et de la cession.

CHAPITRE II

Fonctionnement

Le projet de M. Chéron est une solution transactionnelle entre l'insaisissabilité et l'incessabilité absolues et la saisissabilité et la cessibilité partielles.

La réforme porte d'une part sur la quotité de la saisie et de la cession, d'autre part sur diverses stipulations nouvelles, dont une du même ordre que celle qui a été votée au Sénat, en vue de sauvegarder le paiement des dettes alimentaires.

Pour atteindre le triple but indiqué plus haut le projet inaugure un système particulier assez curieux.

C'est par distinctions qu'il procède.

§ 1. — LES PRINCIPES

Première distinction

Insaisissabilité et incessabilité jusqu'à un certain taux.

Les salaires des ouvriers et gens de service, les appointements et traitements des employés ou com-

mis et des fonctionnaires sont traités de la même façon à condition qu'ils ne dépassent pas un certain taux.

Dans cette hypothèse le projet distingue deux cas selon que le débiteur a ou n'a pas d'enfants.

Deuxième distinction

Au-dessus de ce taux, la situation change :

Il y a lieu de faire encore une distinction suivant qu'il s'agit d'ouvriers ou d'employés et fonctionnaires :

a) Les salaires à quelque taux qu'ils s'élèvent restent placés sous le régime de la loi de 1895 ;

b) Quant aux appointements et traitements, ils ne bénéficient de la loi qu'à la condition de ne pas atteindre un certain taux.

Ainsi dans le premier cas, assimilation complète des ouvriers, gens de service et des employés et fonctionnaires.

Dans le second cas on revient aux distinctions, aux catégories de personnes de la loi de 1895.

Première distinction

Premier cas

Lorsque les salaires ou traitements ne dépassent pas un minimum annuel de 1.800 francs, aucune saisie ni cession ne pourra être opérée.

Les ouvriers et gens de service, de même que les fonctionnaires et employés dont le gain annuel ne dépassera pas ce taux, jouiront donc également du bénéfice de l'insaisissabilité et de l'incessibilité.

Deuxième cas

Le cas qui précède est celui dans lequel le débiteur n'a pas d'enfants.

Une modification est apportée au taux d'insaisissabilité si le débiteur a un ou plusieurs enfants.

Le taux dont s'agit est augmenté d'autant de fois 200 francs que le débiteur a d'enfants âgés de moins de 14 ans, c'est-à-dire n'ayant pas atteint l'âge légal d'admission au travail.

Quant aux enfants âgés de 13 à 16 ans, ils pourront faire bénéficier leurs parents de la même augmentation s'ils sont placés comme apprentis et qu'un contrat le constate, parce que le sacrifice imposé au père ou à la mère mérite considération.

Dans les deux cas une réserve est faite en ce sens que l'insaisissabilité et l'incessibilité ne fonctionnent pas lorsqu'il s'agit du payement de certaines dettes alimentaires. Nous verrons plus loin de quelles dettes il est question.

Deuxième distinction

Lorsque le minimum de taux précité sera dépassé, le principe change. L'assimilation n'existe plus. C'est le retour pur et simple à la loi de 1895 avec une simple modification de la quotité de taux d'appointement.

C'est donc la saisissabilité du dixième qui redevient le principe.

L'ouvrier en jouira à quelque taux que s'élève son salaire. Quant à l'employé et au fonctionnaire il n'en bénéficiera que si ses appointements sont inférieurs à un taux annuel porté par le projet à 3.000 francs.

En outre, des réserves sont apportées à la saisie et à la cession.

1° Ces saisies ou cessions ne peuvent être faites que sous la condition qu'elles n'aient pas pour effet de réduire au-dessous du minimum prévu d'insaisissabilité et d'incessibilité la portion du salaire qui doit rester à la disposition du débiteur.

2° De même aucune saisie ou cession ne peut être faite sur les salaires, appointements ou traitements lorsqu'il s'agit de dettes contractées à raison de l'achat ou de la consommation de boissons alcooliques. S'il s'agit cependant de boissons hygiéniques la restriction n'a pas lieu et la saisie ou la cession peuvent fonctionner.

§ 2. — LA CESSION

Les salaires, appointements et traitements inférieurs à 1.800 francs sont incessibles sous réserve du paiement des dettes alimentaires. Au-dessus de ce taux ils peuvent être cédés mais seulement jusqu'à concurrence d'un dixième.

§ 3. — DETTES SPÉCIALES

Le texte permet la saisie sans restriction pour certaines dettes. Cette restriction existe déjà dans la loi. Les textes visés sont les articles suivants :

Art. 203. — Relatif à l'obligation de nourrir, entretenir et élever les enfants.

Art. 205. — Devoir d'aliments des enfants à l'égard des ascendants.

Art. 206. — Devoir d'aliments des gendres et belles-filles.

Art. 207. — Réciprocité de ces obligations.

Art. 214. — Obligation du mari de fournir le nécessaire à sa femme.

Art. 349. — Obligation d'aliments entre adopté et adoptant sans préjudice de celle existant entre l'adopté et ses père et mère.

A ces articles, et dans le but de défendre le patrimoine familial, le texte ajoute d'autres dispositions de façon à permettre la saisie-arrêt pratiquée par un

des conjoints sur le salaire de l'autre pour assurer la nourriture et l'entretien du ménage.

De même en cas de divorce, la restriction est admise pour garantir la fourniture d'aliments prévue par le jugement de divorce.

Les articles ajoutés par le projet sont les suivants :

Art. 212. — Devoir d'assistance entre époux.

Art. 238. — Aliments en cas de divorce.

Art. 240. — Demandes relatives aux aliments pendant l'instance en divorce.

Art. 301. — Pension alimentaire à l'époux divorcé.

§ 4. — CONTRIBUTION AUX CHARGES DU MÉNAGE

Enfin l'article 3 vise le cas où dans un ménage un des conjoints ne contribue pas aux charges. Si l'autre conjoint est obligé dans l'intérêt du ménage d'engager une action pour obtenir l'autorisation de saisie-arrêt et de toucher les salaires ou le produit du travail de l'autre époux, et cela pour une part en proportion de ses besoins, le projet lui accorde le bénéfice de l'assistance judiciaire.

Ce bénéfice lui sera accordé de plein droit sans le visa du Procureur de la République, en suivant la procédure adoptée en matière d'accidents de travail, en faveur de la victime de l'accident ou de ses ayants-droit (Loi du 9 avril 1898, art. 22).

Pour bénéficier de cette faveur, il faut deux circonstances.

D'abord que le ménage ait à sa charge, légalement et en fait, dit le texte, l'entretien d'un ou de plusieurs enfants âgés de moins de 13 ans ou de moins de 16 ans s'ils sont placés en apprentissage (art. 61, § 2).

Ensuite, il faut que l'action porte sur des salaires ou alors sur des appointements ou traitements n'excédant pas 3.000 francs, maximum prévu à l'article 62, § 2.

Cette dernière réforme a été faite, nous dit le projet, pour compléter les dispositions de la loi du 13 janvier 1907 sur le libre salaire de la femme mariée et la contribution des époux aux charges du ménage. L'article 6 de cette loi confère à la femme mariée le droit d'ester en justice, sans autorisation, à condition qu'il s'agisse de contestations relatives aux droits reconnus par la loi elle-même. L'article 7 déclare que « faute par l'un des époux de subvenir spontanément, dans la mesure de ses facultés, aux charges du ménage, l'autre époux pourra obtenir du juge de paix du domicile du mari, l'autorisation de saisir-arrêter et de toucher des salaires ou du produit du travail de son conjoint, une partie en proportion de ses besoins ».

La réforme que nous venons d'étudier a pour but de faciliter l'exercice de ce droit à l'époux chargé de famille.

CHAPITRE III

Appréciation

Ce projet est fait dans des intentions excellentes : son désir de soulager la classe ouvrière de la charge des saisies sur les salaires, ses efforts pour resserrer la solidarité familiale en confirmant les droits des membres de la famille sur la part des salaires nécessaires à sa subsistance, enfin les entraves qu'il s'efforce d'apporter au développement de l'alcoolisme, partent d'une idée généreuse et sainement humanitaire.

Reste à savoir si le but qu'on se propose sera atteint.

Nous l'avons vu à maintes reprises au cours de ce travail, il faut se garder des réformes de détail qui risquent trop souvent de rester vaines et inopérantes.

Or, que fait le projet en question, sinon d'apporter quelques modifications à l'état actuel. En la forme il n'apporte guère de réforme et au fond les principes

qu'il instaure ne paraissent pas avoir beaucoup de chances de succès.

L'adoption des deux principes distincts risque de ne pas améliorer sensiblement la situation déplorable que nous subissons.

D'abord le premier principe qui édicte un minimum de gain au-dessous duquel l'insaisissabilité et l'incessibilité seront admis, nous paraît ne pas donner grande satisfaction aux desiderata des humbles et ne pas leur apporter un grand soulagement.

Ce taux de gain fixé à 1.800 francs qui immunise contre la saisie-arrêt est souvent dépassé dans la pratique. Et cela est heureux car si les salaires étaient inférieurs à ce minimum, il serait bien malaisé à l'ouvrier de faire face aux exigences de la vie moderne que l'on a appelée justement « la vie chère ».

Ce chiffre nous paraît trop minime et insuffisant pour que le fonctionnement de la règle d'insaisissabilité puisse avoir lieu dans la généralité des cas.

Sans doute, le taux d'insaisissabilité peut être augmenté par le nombre d'enfants.

C'est là une autre réforme et certes l'idée qui la guide est excellente.

La dépopulation est en effet un mal qu'on ne saurait trop déplorer. Des voix autorisées ne cessent de dénoncer le péril et nous ne pouvons que trouver trop justes les plaintes qu'elles formulent et trop légitimes les moyens qu'elles proposent pour y re-

médier. Mais est-ce bien ici le lieu d'établir ces réformes ? Une loi si spéciale est-elle vraiment le cadre qui convient ? Nous croyons qu'il est d'autres moyens de lutter contre la diminution des naissances et de donner des encouragements aux familles nombreuses.

Et puis l'application de la règle serait-elle si facile en pratique ? A quelle époque se placera-t-on pour savoir si le bénéfice de la loi doit être accordé ? N'y aura-t-il pas des surprises ? Et ne dépendra-t-il pas d'une question de pur fait, d'une question de date pour que le débiteur ait une situation plus ou moins favorable ? N'y a-t-il pas des ménages sans enfants aussi intéressants que les autres ? Les vieux parents qui sont à la charge d'un ménage ne permettront-ils pas de bénéficier d'un avantage ? Et la maison où la mort a passé, enlevant les enfants après de coûteuses maladies, causes de pertes de toute sorte, de misère physique et de douleur morale, quel sera son sort ? Va-t-on traiter ce foyer amoindri plus durement que celui où la santé demeure et où les enfants sains et robustes sont pour les parents un réconfort et une consolation ?

Le second principe n'est que l'application pure et simple de la loi de 1895. Nous croyons avoir démontré que ce principe était mauvais par essence et que toute réforme qui ne serait pas radicale ne pourrait amener que d'amères désillusions.

Le projet a voulu aussi apporter une entrave au développement de l'alcoolisme.

C'est là un des problèmes les plus graves de l'heure présente et de la solution duquel dépendent la santé et l'existence même de la race.

Le texte tend à protéger le salaire nécessaire à la famille contre les conséquences éventuelles de l'intempérance du chef de famille, aussi déclare-t-il qu'aucune saisie ou cession ne pourra être opérée pour dettes contractées à raison de l'achat ou de la consommation de boissons alcooliques.

Certes, l'alcoolisme est un fléau de la vie moderne principalement de la vie laborieuse de nos populations industrielles. Nous avons vu qu'on reprochait justement à la saisie-arrêt de la loi de 1895 d'avoir facilité le développement de l'alcoolisme. Nous avons indiqué les pratiques détestables du crédit du marchand de vin spéculant sur une cession ou une saisie.

La prescription qu'édicté le dernier paragraphe de l'article 2 du projet risque, cependant, de ne pas fonctionner.

Le marchand de vin, le fournisseur de denrées soit disant alimentaires, n'a pas attendu la défense pour se mettre à couvert et continuer son pernicieux trafic. Est-il utile de rappeler comment il procède ? Ne lui sera-t-il pas facile de faire passer comme « boissons hygiéniques » — puisque le texte permet leur

achat, — l'eau-de-vie et l'absinthe qui, d'ailleurs, ne sont jamais livrées sous ce nom mais portées comme denrées alimentaires sur le livret de l'ouvrier ? La fraude serait facile. De plus, la distinction pourra être délicate dans bien des cas.

TROISIÈME PARTIE

SYSTÈME PROPOSÉ

L'étude des divers projets de réforme que nous venons de faire semble démontrer qu'à côté des intéressantes innovations qu'ils renferment, ils présentent des inconvénients tels qu'ils risquent de produire des effets contraires au but cherché.

Quelque ingénieux que soient les procédés employés, quelque modifiée que soit la procédure, quelque restreints même que soient les frais, la saisie-arrêt, même réduite, laissera subsister les abus signalés.

De toutes les solutions proposées aucune ne paraît satisfaire entièrement les justes exigences des humbles et des travailleurs.

Quel pourrait être le système susceptible de mettre fin aux abus sans être la source de nouveaux inconvénients ?

S'il est vrai que la grande majorité de ceux qui ont donné leur avis sur la loi de 1895 sont partisans d'une réforme, l'accord n'existe plus lorsqu'il s'agit du choix du principe qui doit y présider.

Nous avons vu que deux courants d'opinions se sont manifestés aussitôt qu'il a été question de modifier la loi.

Lors de l'enquête de 1899, la circulaire du ministre du Commerce les signale en ces termes : « Les partisans de l'insaisissabilité s'appuient sur cette considération que les frais mis à la charge du débiteur quelle que soit la procédure plus ou moins simplifiée qui sera adoptée, demeurent considérables et n'aboutissent qu'au prélèvement d'un seul dixième à répartir souvent entre un grand nombre de créanciers.

« Les partisans du principe établi par la loi de 1895 croient, au contraire, que l'insaisissabilité absolue loin de constituer une mesure protectrice ; aurait plutôt pour résultat d'aggraver la condition de l'ouvrier en lui enlevant toute possibilité de crédit. »

Insaisissabilité absolue d'une part, saisie du dixième de l'autre, tels paraissent être les deux principes entre lesquels le législateur doit choisir.

La question se pose très nettement aujourd'hui de savoir si l'insaisissabilité absolue ne serait pas le seul remède à opposer à cette « plaie » de notre législation qui fait payer à de pauvres gens plusieurs millions de francs en frais de procédure.

A côté de cette opinion se place celle de ceux qui prétendent que la saisissabilité est plus équitable, qu'elle est nécessaire au maintien du crédit de l'ouvrier et que le crédit est conforme à l'intérêt même

de l'ouvrier, mais ils constatent cependant les inconvénients de la loi de 1895 et proposent plusieurs réformes de détail.

Ces deux systèmes ont chacun de chaleureux défenseurs.

Nous croyons que seul le système de l'insaisissabilité et de l'incessibilité absolues des salaires peut mettre fin aux abus et empêcher leur retour.

TITRE PRÉLIMINAIRE

CHAPITRE PREMIER

Systèmes intermédiaires

Cependant entre l'application des deux principes opposés on peut imaginer des systèmes intermédiaires.

§ 1

C'est d'abord celui de l'insaisissabilité absolue avec maintien de la cessibilité d'une fraction du salaire.

L'avantage d'un pareil système est que la cessibilité devient en quelque sorte, pour le débiteur réduit aux dernières ressources, une garantie pour le crédit, la cession organisée dans ces conditions ne donnerait lieu qu'à des formalités peu coûteuses : on pourrait emprunter celles que la proposition votée par le Sénat a établies dans son article 2.

L'ouvrier débiteur, libre de choisir, n'emploierait ce moyen que lorsqu'il le voudrait et il le voudrait quand le crédit lui manquerait.

Le système a des avantages mais on peut craindre qu'il ne se généralise et ne devienne de pratique courante une fois adopté.

La cession du dixième deviendrait un moyen de paiement comme sous l'empire de la loi de 1893. Ses multiples inconvénients risqueraient de se renouveler. Pour y remédier il faudrait n'admettre la cession qu'au profit de fournisseurs d'objets de première nécessité.

Pour exclure les professionnels du crédit, il conviendrait d'être très rigoureux dans le choix des catégories de créanciers à qui la cession pourrait être consentie.

Une autre objection peut être faite à ce système qu'on ne présente d'ailleurs que comme un moyen exceptionnel.

Dans le cas où il y a plusieurs cessionnaires, ils seront payés l'un après que l'autre l'aura été intégralement. Le second risquera donc d'attendre longtemps. Ne voulant pas se contenter de ce moyen, il refusera le crédit et la cession manquera son but.

§ 2

Un autre système peut également se concevoir : c'est celui d'une insaisissabilité absolue au-dessous d'un certain salaire.

Ce bénéfice n'est accordé qu'au débiteur qui ne

gagne qu'un salaire reconnu strictement nécessaire à l'existence.

Le système adopté par le projet de M. Chéron semble s'en être inspiré.

Il est employé par quelques nations voisines : l'Espagne, l'Autriche, la Hongrie, la Norvège.

En Espagne, la saisie des appointements, gages et salaires inférieurs à 24 réaux, c'est-à-dire à 6 francs par jour est interdite.

En Autriche, c'est une loi du 29 avril 1873 complétée par une loi du 26 mai 1888 qui est la base de la législation. Elle est intitulée « loi concernant les mesures conservatoires et d'exécution sur les rémunérations d'ouvrages ou services professionnels ».

Un des principaux buts du législateur, dit M. Lyon-Caen (*Annuaire de législation étrangère de 1873*) était d'empêcher le travailleur d'abandonner son travail souvent même inachevé pour se soustraire aux poursuites de son créancier et chercher ailleurs la rémunération qui lui échappait.

La loi distingue deux sortes de rémunération : 1° les gages, salaires, appointements, traitements et honoraires ; 2° les rémunérations pour travaux dits de durée, c'est-à-dire ceux dont la durée est fixée à un an par la loi, la convention ou l'usage ou qui n'ont pas une durée fixe, mais exigent signification de congé, au moins trois mois d'avance.

Lorsque les salaires ne dépassent pas 800 florins

(1.960 francs environ) par an, ils sont totalement insaisissables, cette règle devant s'appliquer aux salaires des employés engagés pour une année au moins ou aux salaires de ceux qui, étant engagés pour une durée indéterminée ne peuvent être congédiés qu'après un avis donné trois mois au moins à l'avance. Si le salaire total dépasse annuellement 800 florins, l'excédent peut être saisi.

Les pensions de retraites payées par les patrons à leurs employés, aux veuves et aux enfants de ceux-ci, les pensions payées par les associations mutuelles à leurs membres, ne sont saisissables que pour la portion excédant 500 florins.

Le créancier doit attendre l'expiration du jour du paiement des salaires pour pratiquer la saisie; on craint les conflits entre ouvriers et créanciers trop pressés, au bureau même du patron.

Il y a une exception à la règle de l'insaisissabilité en faveur des pensions alimentaires dues en vertu de la loi et des impôts.

Aucune convention particulière ne peut déroger à toutes ces règles : les cessions, constitutions de gages et tous autres actes contraires à ces dispositions n'auraient aucun effet.

En Hongrie, la loi du 1^{er} juin 1882 article 62 n'admet la saisie du salaire que pour la portion excédant 1 florin 50 par jour (3 fr. 70 environ).

Une loi de 1876 déclarait déjà insaisissables jusqu'à

concurrence de 600 florins les traitements des fonctionnaires.

En Norvège, la loi du 29 mars 1890 distingue :
1° d'une part, les traitements des fonctionnaires publics, les salaires des gens de service et ouvriers pour lesquels elle établit l'insaisissabilité totale. Elle déclare qu'aucune saisie ou exécution ne peut avoir lieu sur les gages des gens de services et les salaires des ouvriers échus depuis moins de douze semaines.

De plus, tout ouvrier peut demander une exemption de saisie de son salaire dans la mesure des besoins strictement nécessaires à son existence et à celle de sa famille.

2° D'autre part, les traitements des employés des particuliers pour lesquels l'insaisissabilité partielle doit être prononcée par les tribunaux.

Mais cette loi fait aussi une exception en faveur des impôts et des créances alimentaires ; en outre, la saisie est possible pour les salaires et traitements payés par les particuliers dans les cas où il s'agit de dommages-intérêts fondés sur un acte préjudiciable volontaire.

CHAPITRE II

Situation des employés et des fonctionnaires

Il est bon de remarquer que c'est surtout pour les ouvriers que se pose la question de l'insaisissabilité et de l'incessibilité.

Pour les employés et fonctionnaires la question se pose d'une autre façon, bien que les inconvénients qu'a produits la saisissabilité se soient manifestés à l'égard des petits employés comme à l'égard des ouvriers.

Le texte du Sénat maintient les commis, employés et fonctionnaires dans la situation qui leur est faite par la loi de 1895, les traitements et appointements ne dépassant pas 2.000 francs par an resteront soumis à la saisie du dixième.

Le droit commun s'appliquera au-dessus de ce chiffre. Ce sera, selon les cas, la saisie-arrêt du Code de procédure pour les commis et employés et la loi de ventôse an IX pour les fonctionnaires.

Nous avons vu que la proposition Chovet, fidèle à son principe, ainsi que la proposition Plichon, deman-

daient, pour les employés et fonctionnaires, l'insaisissabilité et l'incessibilité absolues jusqu'à concurrence de 2.000 francs.

Le Conseil supérieur du Travail, dans sa séance du 16 juin 1900, adoptait la même idée, en élevant le chiffre à 3.000 francs.

Il faut toutefois constater que la nécessité d'une réforme se manifeste beaucoup moins à l'égard de cette catégorie de personnes.

Il est notoire que la saisie-arrêt sur le traitement d'un fonctionnaire ou les appointements d'un employé est un fait assez rare. Cela tient à des causes d'ordre moral.

Cependant il est vrai que l'employé modeste et le petit fonctionnaire ont souvent de lourdes charges auxquelles leurs maigres appointements peuvent à peine suffire.

Il ne serait donc que très équitable de traiter avec bienveillance cette catégorie sociale en édictant l'insaisissabilité et l'incessibilité absolues au-dessous d'un minimum d'appointements jugé nécessaire à l'entretien du débiteur et de sa famille.

C'est pourquoi des systèmes de réforme, tout en admettant l'insaisissabilité et l'incessibilité absolues du salaire des ouvriers et des gens de service, édictent une limite à l'insaisissabilité des appointements et traitements.

Nous croyons qu'on pourrait adopter en cette ma-

tière le système préconisé par le Conseil supérieur du Travail dans sa séance du 16 juin 1900.

On déclarerait incessibles et insaisissables, sauf pour le cas de dettes alimentaires, les appointements ou traitements des employés ou commis et des fonctionnaires qui ne dépassent pas 3.000 francs par an.

Au-dessus de ce taux, on pourrait s'en remettre pour eux au droit commun et laisser au juge le soin de fixer la quotité cessible et saisissable.

Nous pensons que le système de l'insaisissabilité et de l'incessibilité absolues que nous demandons pour les salaires est une mesure exceptionnelle qui se justifie par une exigence absolue et par le risque de ne pas aboutir en adoptant toute autre mesure.

Nous pensons que dans le cas des employés et fonctionnaires, l'exigence est moins grande et qu'une réforme faite dans le sens indiqué serait suffisante pour mettre fin aux abus qui ont pu se produire dans cette matière.

Il nous faut maintenant examiner le système de l'insaisissabilité et de l'incessibilité absolues que nous demandons pour les salaires.

TITRE I

L'insaisissabilité

CHAPITRE PREMIER

Son rôle

Le problème que doit se poser le législateur dans la matière qui nous occupe est celui-ci : secourir réellement et efficacement l'ouvrier, tout en respectant autant que possible le droit du créancier et celui du patron.

Le principe de l'insaisissabilité partielle solutionne-t-il favorablement ce problème ?

Son application ne nuit-elle pas au débiteur que le législateur prétend favoriser ?

Est-elle conforme à l'intérêt du créancier ?

Est-elle juste et équitable envers le tiers-saisi ?

Si ce triple rôle n'est pas rempli, c'est donc l'insaisissabilité qui s'impose.

§ 1. — A L'ÉGARD DU DÉBITEUR SAISI

Il apparaît d'abord que le débiteur que le législateur entendait protéger n'est guère favorisé.

Sans doute le législateur de 1895 s'est proposé d'améliorer le sort des travailleurs.

Mais, nous l'avons vu, l'application de la loi n'a guère répondu aux espérances.

Comme le faisait remarquer M. Jay, le 16 juin 1900, au Conseil supérieur du travail, « il (le législateur) était animé d'intentions excellentes, il voulait avant tout assurer avec l'insaisissabilité partielle du salaire, le droit à la vie de l'ouvrier ; il avait aussi une autre excellente intention : celle de diminuer la complication de la procédure de saisie-arrêt et par suite d'en diminuer les frais ».

Or, il se trouve que dans cette procédure si simple et que l'on croyait si économique, les frais deviennent excessifs.

Tant que le législateur admettra la saisie-arrêt, même atténuée dans certains de ses effets, il devra établir une procédure ; dès lors il est évident qu'il y aura des frais et qu'il se produira des abus.

C'est pour diminuer ces frais, que l'on a supprimé la procédure de droit commun. La nouvelle procédure a fait l'objet d'autant de critiques.

Puisque la réforme a donné ces résultats déplora-

bles, le seul moyen de diminuer les frais ne serait-il pas de supprimer la procédure même et par suite la saisie-arrêt.

La saisie-arrêt du dixième ne serait un moyen de secourir efficacement l'ouvrier que si elle se faisait sans frais. Mais les officiers ministériels obligés de prêter leur concours peuvent-ils être astreints à le faire gratuitement ? Ici encore on aboutit à la suppression de la saisie.

Il faut protéger le travailleur, l'ouvrier faible, ignorant ou crédule contre les « abus scandaleux » d'une exploitation plus ou moins immorale des professionnels du crédit.

Il faut empêcher également les conséquences déplorables de l'exagération des frais. Nous avons vu que par le fait d'une première saisie-arrêt, le nombre des créanciers intervenants s'augmentant, les frais de répartition s'accroissent d'une façon disproportionnée avec le montant de la dette. Le premier saisissant, grâce aux facilités que lui donne la loi, n'hésite pas à saisir, déchaînant ainsi la masse des créanciers dont les poursuites soumettront le débiteur parfois pendant toute sa vie à une procédure de retenues qui deviendra insupportable et odieuse. Pour y échapper, il partira loin de son travail jusqu'à ce qu'une nouvelle saisie le fasse errant encore une fois. A-t-il la patience de subir les retenues, le patron bien souvent sera moins patient et évitera les ennuis des ver-

sements et des comptabilités en le congédiant.

Concluons avec M. Boca, vice-président du Conseil d'administration des mines de Douchy (Considérations en faveur de l'insaisissabilité des salaires) :

« L'insaisissabilité serait une protection pour l'expérience de l'ouvrier, un remède à la faculté que la loi a laissée à sa femme de l'endetter et la sauvegarde de ses moyens d'existence.

« A tous égards, pour l'ouvrier, ce serait une mesure éminemment bienfaisante, que celle de la déclaration d'insaisissabilité des salaires et il faut souhaiter que le Parlement, prenant en considération les vœux qui lui parviennent à ce sujet, rende à la classe ouvrière ce service véritablement utile. »

§ 2. — A L'ÉGARD DU TIERS SAISI

Le tiers-saisi est légalement le comptable, à titre gracieux, mais tout à fait responsable, de créanciers à qui il ne doit absolument rien et qui devraient lui être complètement étrangers, et d'ouvriers envers qui le paiement du salaire l'avait entièrement libéré.

Le législateur a admis que malgré lui, le patron doit savoir que son ouvrier est endetté, savoir ce qu'il doit, connaître ses créanciers, se mettre en relations avec eux et subir les conséquences d'actes qu'il devrait pouvoir ignorer.

Il est bien certain que le saisie-arrêt nuit au tiers saisi et constitue à son égard une sorte d'iniquité.

Le tiers saisi, à moins qu'il ne prenne la mesure radicale de congédier l'ouvrier, est obligé d'organiser dans son établissement un service complet de saisies-arrêts. Il se voit forcé d'établir une sorte de procédure, que la loi du reste lui a laissé le soin de concevoir lui-même mais où il doit avoir bien soin de ne pas commettre d'erreurs. Le législateur a pris soin de tenir sa prudence et sa sollicitude en éveil en édictant contre lui, qui cependant n'a, encore une fois, aucun intérêt en la matière des sanctions menaçantes.

Les grands établissements industriels sont donc obligés d'avoir des services spéciaux affectés au contrôle et à l'organisation des oppositions. C'est principalement dans le Nord, où se rencontrent avec les grandes agglomérations ouvrières le plus grand nombre de saisies-arrêts, que les industriels ont dû établir des bureaux particuliers nécessitant un personnel nombreux uniquement employé à cette besogne.

Ces grands établissements sont obligés d'avoir des dossiers individuels pour chaque ouvrier, des registres spéciaux, répertoires, grands livres, états, sans compter les carnets des contremaîtres et les avis que l'on envoie au débiteur.

Nous avons vu que la répartition des sommes retenues est un des actes les plus importants de la pro-

cédure de saisie-arrêt. Les frais en cas de répartition judiciaire sont fort élevés. Le tiers-saisi veut-il éviter à l'ouvrier ces formalités onéreuses et se résout-il à faire lui-même la répartition, il est obligé de se livrer à de longues et délicates opérations : c'est le calcul au marc le franc, après le total des retenues, le compte de chaque débiteur, l'extrait à chaque créancier, le paiement sur le vu d'un bon, etc. Et cette procédure va se renouveler 800, 1.200, 2.000 fois par an dans certains établissements.

Une erreur s'est-elle glissée, et elle est facile, c'est la réclamation de l'ouvrier, du créancier, de leur mandataire, des calculs nouveaux sont nécessités.

Si une contestation est soulevée soit par l'ouvrier, soit par un créancier, comme le plus souvent la compétence appartiendra au juge de paix qui sera celui du domicile du saisi, le tiers saisi sera soumis à la compétence de plusieurs juges de paix plus ou moins éloignés. Avec les facilités de communications, de nombreux ouvriers viennent chaque jour de loin par chemin de fer travailler à l'usine. Il en résulte que certaines sociétés sont placées sous la juridiction parfois de 8 à 10 juges de paix.

Une comptabilité spéciale et minutieuse, de graves responsabilités, des déplacements plus ou moins nombreux et malgré toutes ces précautions, des réclamations souvent injustifiées et des ennuis de toute sorte : telles sont les charges du rôle de tiers-saisi.

Ajoutons que la saisie est encore entre les patrons et les ouvriers une cause de discorde. Aussi voit-on dans les congrès de mineurs la question de la saisie-arrêt servir de prétexte à des discours passionnés des orateurs de ces réunions où l'on ne néglige aucun moyen d'exciter l'ouvrier.

La proclamation du principe de l'insaisissabilité des salaires ferait cesser ces divers inconvénients.

§ 3. — A L'ÉGARD DES CRÉANCIERS

De ce côté il semble que nous ne puissions trouver que des arguments en faveur de la saisissabilité partielle sinon de la saisissabilité totale.

La saisie paraît, en effet, ne pouvoir être que favorable au créancier. Aussi les adversaires de l'insaisissabilité ont beau jeu à la combattre en défendant les droits de ce dernier. Il est déjà suffisant, disent-ils que l'on ait méconnu les droits des créanciers par la limitation au dixième de la saisie-arrêt. Le créancier a le droit d'être payé. On ne comprend pas qu'il puisse être permis à quelqu'un, fut-il ouvrier et si minime que soit sa dette, de se soustraire à l'action légitime de son créancier. Si l'on supprime la saisie on permet à celui qui achète à crédit de ne payer jamais, puisqu'il pourra se retrancher derrière la loi en prétendant qu'il n'est tenu que d'une obligation naturelle. Sans doute, la saisie-arrêt est

un moyen défectueux, il n'en reste pas moins qu'à son défaut et en l'absence de tout autre mode d'exécution efficace, le créancier à qui l'on refuse paiement aura en réalité été dépouillé de son bien, en vertu d'une loi qui semble admettre une sorte de vol légal.

Au point de vue moral, il est certain que l'objection peut paraître considérable.

Certes, s'il s'agissait de décider que certains individus auront le droit de ne pas payer leurs dettes, on ne pourrait pas songer à la possibilité d'une telle législation.

Mais ce qu'il faut considérer, c'est le point de vue pratique ; à savoir, si le créancier aura à se plaindre du défaut de garantie.

La question est celle-ci : faut-il conserver la saisie-arrêt avec ses frais et ses abus ? Sa suppression ne peut-elle se concilier avec l'intérêt du créancier ?

Dans cette circonstance, sans doute, le fournisseur n'aura plus à compter sur cette garantie particulière, s'ensuit-il qu'il refusera crédit à ceux dont il connaît la moralité et en qui il a pleine confiance. Le crédit sera refusé à l'acheteur peu scrupuleux qui ne manifeste pas l'intention de payer. Le refus de crédit est une contrainte qui se fait sans frais et ne nécessite aucune procédure.

Si l'ouvrier apprend à payer comptant, ceux qui reprochent au système de l'insaisissabilité d'aller à l'encontre de l'honnêteté y trouveront satisfaction.

M. Jules Simon disait : « L'habitude de payer ses dépenses en même temps qu'on les fait est d'ordre moral et à tous les points de vue il est du plus grand intérêt pour l'ouvrier qu'il en soit ainsi. »

Et M. Plichon, l'un des promoteurs du mouvement de réforme : « Rien ne serait plus humain que d'amener l'ouvrier à l'équilibre de son budget et même à l'économie par la pratique de l'achat au comptant. Ce serait le résultat le plus clair de l'insaisissabilité et de l'incessibilité. »

Le paiement au comptant serait conforme à l'honnêteté publique et le créancier n'aurait pas à s'en plaindre.

De plus, le créancier sérieux et honnête n'a ordinairement aucun avantage à pratiquer la saisie-arrêt, car si ce moyen d'exécution est nuisible à l'ouvrier, il est en même temps inefficace à l'égard du créancier par suite de certaines circonstances : disparition du débiteur, renvoi de l'ouvrier saisi par son patron, montant des frais, nombre des créanciers, dividende minime qui leur est versé, lenteur de la procédure.

« On remarque, dit M. le ministre du Commerce (Sénat, 20 novembre 1902), que ce ne sont ni le boucher, ni le boulanger qui saisissent le plus souvent, s'ils apparaissent dans les distributions, c'est à la suite de saisies opérées par d'autres mais dont ils prennent très rarement l'initiative. »

La disparition de la saisie-arrêt ne porterait donc

pas préjudice aux créanciers intéressants les fournisseurs d'objets de première nécessité.

Comme on le voit l'insaisissabilité absolue des salaires ne produirait que de bons résultats vis-à-vis des personnes qui y ont intérêt en mettant fin à de nombreux inconvénients.

Mais la proclamation de ce principe ne permettrait pas seulement de mettre fin à une situation déplorable pour le débiteur, le tiers-saisi et le créancier. Elle aurait aussi des résultats positifs vraiment intéressants.

D'ailleurs on peut appuyer l'insaisissabilité de nombreux arguments.

CHAPITRE II

Arguments en faveur de l'insaisissabilité

§ 1. — RÉSULTATS HEUREUX QU'ELLE DONNERAIT

L'ouvrier en obtiendrait un gain moral et matériel. Elle le rendrait plus prévoyant : étant obligé de se montrer plus réservé dans ses dépenses inutiles, il s'efforcerait de mieux équilibrer son faible budget en le répartissant au mieux de ses intérêts. Sa moralité y gagnerait. L'habitude de payer les dépenses en même temps que les fait, forcerait la ménagère à connaître la valeur du gain de son mari.

Les magasins de vente à crédit ne peuvent se livrer à leurs opérations d'une manière fructueuse qu'en exigeant de leurs clients le paiement d'une certaine majoration sur le prix des fournitures.

Ce serait autant que gagneraient ces derniers. De plus, n'étant plus liés par le crédit à tel magasin, ils pourraient choisir celui qui vend meilleur à meilleur prix ; ils pourraient discuter le prix et la qualité des marchandises.

Les ouvriers reconnaissent eux-mêmes que le cré-

dit les perd, qu'il fait augmenter le prix de toutes les marchandises.

Sans doute une catégorie d'ouvriers pourra se plaindre : les imprévoyants, les mauvais payeurs, les débauchés, ceux qui ne cherchent qu'à faire des dupes se verraient privés de crédit. Mais cela ne serait-il pas juste et moral et ne serait-il pas profondément regrettable qu'à cause de quelques-uns tous les travailleurs sérieux, honnêtes, pâtissent d'une loi que tout le monde condamne.

Restreignant et même supprimant le mauvais crédit, l'insaisissabilité laisserait subsister le bon crédit.

Le crédit utile est fait à cause des garanties morales de l'acheteur beaucoup plus qu'à cause de la garantie — combien fragile — offerte par la quote-part saisissable.

Le commerçant loyal, celui qui ne se couvre pas au préalable contre les risques par des majorations de prix et des tromperies sur la quantité ou la qualité, n'a qu'un mauvais moyen de recouvrement dans la saisie-arrêt. Ce n'est pour lui qu'une suprême ressource et comme une sorte de représailles à l'égard de celui qui a cessé d'être un client.

La présomption d'honnêteté est bien plutôt la base du crédit fait aux humbles. Le fournisseur ne vient guère s'enquérir, avant de faire du crédit, si des saisies ont déjà été pratiquées.

D'ailleurs ce qui prouve bien que la possibilité de

la saisie n'a pas l'avantage exclusif de procurer du crédit, c'est que, en cas de chômage, de maladie ou de grève, justement à ce moment où l'ouvrier est privé de ses ressources habituelles, tout crédit lui est coupé.

Ce qu'il faut développer pour faciliter le crédit, ce sont les institutions de prévoyance de toutes sortes (caisses de prêts, sociétés de secours mutuels) ainsi que les sociétés coopératives de consommation dont le rôle bienfaisant est incontestable.

La réforme qui donnerait ces résultats heureux pourrait se faire, en outre, sans heurter les principes généraux de notre droit.

§ 2. — ELLE NE SERAIT PAS CONTRAIRE AUX PRINCIPES
DE NOTRE DROIT

L'article 2092 du Code civil édicte la règle suivante : « Quiconque s'est obligé personnellement est tenu de remplir ses engagements sur tous ses biens mobiliers et immobiliers présents et à venir. »

Ce texte est certes très affirmatif et ne paraît comporter aucune exception. Il semble donc au premier examen que l'insaisissabilité des salaires ne puisse se concilier avec les principes généraux de notre droit en matière de saisie.

Cependant de nombreuses lois spéciales prévoient des dérogations à ce principe. L'article 2092 en a

trouvé déjà d'existantes au moment de sa rédaction et les a laissé subsister.

Il y a en outre des textes des codes qui peuvent fournir une argumentation favorable.

L'article 1244 du Code civil donne aux tribunaux le droit d'accorder un délai de grâce au débiteur dans certaines circonstances. Ne peut-on pas dire par analogie que ce texte permet également de restreindre les effets de la saisie-arrêt ?

L'article 592 du Code de procédure civile n^{os} 2 et 4 interdit de saisir sur le débiteur ce qui est nécessaire à l'exercice de sa profession. Ce qui lui est nécessaire pour vivre doit lui être conservé intact à plus forte raison.

Le créancier peut-il prétendre qu'il a comme gage tout le produit du travail du débiteur ?

La doctrine semble bien estimer que de ce gage doit être déduit ce qu'on peut considérer comme la charge nécessaire du travail accompli, c'est-à-dire ce qui est nécessaire au débiteur pour subsister (V. Garsonnet. *Traité de procédure*, tome III, n^o 550. Dalloz J. G. v^o *Saisie-arrêt*, n^o 178 et s. *Sup.*, n^o 75).

Nous disions, dans les premiers chapitres de ce travail, que de nombreux textes législatifs avaient réduit la saisissabilité dans de notables proportions à l'égard de certaines catégories sociales. L'insaisissabilité absolue est même proclamée en faveur des

marins des pensionnés militaires et civils, des employés de la régie, des fonctionnaires, etc.

Cependant des restrictions sont apportées à l'insaisissabilité principalement pour le paiement des frais dus à l'État ou des pensions alimentaires.

Mais il faut remarquer que ces restrictions n'attachent en rien le principe de l'insaisissabilité. Ses partisans, en effet, admettent presque tous de semblables exceptions. Ne demandent-ils pas que le bénéfice de l'insaisissabilité soit accordé à l'ouvrier pour lui permettre de vivre et de subvenir à l'entretien des siens. Ce n'est donc que logique de donner à ces derniers un recours contre l'ouvrier qui ne s'acquitte pas de l'obligation alimentaire.

L'insaisissabilité des salaires ne serait donc pas, si elle était adoptée, contraire aux principes généraux de notre droit en matière de saisie.

D'ailleurs ne voit-on pas la loi de 1895 elle-même déclarer le salaire insaisissable pour les neuf dixièmes ? Ne pourrait-on pas, alors, retourner contre elle l'argument que l'on voudrait tirer du respect dû aux principes ?

La jurisprudence elle aussi a semblé par avance entrer dans la voie de l'insaisissabilité.

Comme nous l'avons vu, avant la loi de 1895, les Tribunaux se reconnaissaient le droit de déclarer insaisissable en totalité ou en partie, le salaire ou le

traitement dans la mesure où ils l'estimaient nécessaire à la subsistance du saisi.

C'est à partir de 1859, disions-nous, que la jurisprudence est entrée dans cette voie.

Nous citerons simplement pour mémoire quelques-uns des principaux arrêts sur la question : Cour de Rouen, 26 mars 1859. Affaire Dazier (D. P. 1859.2. 159) ; Cour de cassation, Ch. civ., 10 avril 1860, Affaire Beurnier (D. P. 1860.1.166) ; Cour de Caen, 21 janvier 1869. Affaire Hilbé (D. P. 1874.5.440) ; Cour de cassation, Ch. des req., 29 mai 1878. Affaire Paulier, cf. Dousset (D. P. 1879.1.21) ; Cour de Bordeaux, 11 mars 1892. Affaire Bourrier (D. P. 1892.2. 597) ; Cour de cassation, Ch. des req., 13 février 1895. Affaire Raclot, cf. Barret (D. P. 1895.1.345).

Cette tendance de la jurisprudence n'a donc fait que s'accroître dans le sens de la reconnaissance de l'insaisissabilité des salaires et traitements ou parties de salaire ou de traitement qui lui semblent nécessaires à l'existence du saisi.

Cette façon de voir a été telle que l'on a pu dire avec quelque raison que la situation de l'ouvrier était meilleure sous ce régime qu'après le vote de la loi ; c'est ce qui arrivait lorsque le salaire était juste suffisant à sa subsistance et à celle de sa famille ; la jurisprudence déclarait alors le salaire insaisissable tandis qu'avec la loi de 1895 le dixième est toujours saisissable.

A ces arguments nous devons ajouter l'exemple des nations étrangères qui montre qu'en cette matière les législations de pays voisins ont été plus hardies que la nôtre.

§ 3. — EXEMPLE DES LÉGISLATIONS ÉTRANGÈRES

On peut au point de vue de la saisissabilité distinguer trois systèmes en vigueur dans les divers pays.

1° Dans un premier groupe, se placent les nations qui ont adopté le système de l'insaisissabilité soit absolue, soit seulement jusqu'à concurrence d'une certaine somme jugée indispensable au débiteur pour assurer son existence et celle de sa famille ; ce sont l'Allemagne, l'Angleterre, l'Autriche, l'Espagne, la Suède, la Norvège, le Brésil, la Hongrie.

2° Un deuxième système analogue au système français est en vigueur en Belgique, en Russie, en Suisse et au Luxembourg.

3° Enfin l'Italie, les Pays-Bas, le Portugal permettent encore la saisie complète des salaires.

Nous allons étudier la législation spéciale à l'Allemagne et à l'Angleterre qui aboutit en fait à l'insaisissabilité absolue.

Allemagne

C'est l'Allemagne qui, la première, a prohibé la saisie des salaires ouvriers.

L'intervention législative fut provoquée par les ré-

clamations des ouvriers et patrons : l'industrie souffrant du défaut de protection, de la mauvaise volonté que mettait le saisi à exécuter un travail qui ne devait lui apporter aucune rémunération effective.

Une enquête ordonnée par le ministre de la Justice eut lieu en Prusse, auprès des tribunaux.

La contrainte par corps fut abolie par la loi du 29 mai 1868. En se fondant sur la ressemblance de cette mesure et de la saisie, on demandait la suppression de cette dernière. Ces deux mesures coercitives portent en effet, atteinte à la personnalité humaine, l'une en lui enlevant la liberté et l'autre les moyens d'existence.

Sous l'influence de M. Schulzé-Delitsch qui fit adopter par le Reichstag de la Confédération de l'Allemagne du Nord une motion demandant au gouvernement de déposer un projet de loi prohibant la saisie des salaires non échus, une loi fut votée le 21 juin 1869.

Cette loi consacrait le principe de l'insaisissabilité sous certaines restrictions. Elle décide, en effet, que toute rémunération (salaires, appointements, honoraires) inférieure à 400 thalers ne peut être saisie par un créancier qu'autant que le travail dû par l'ouvrier ou par le serviteur est accompli et que le jour du paiement du salaire est écoulé, sans que l'ouvrier ait réclamé son paiement.

Cette loi établit donc non expressément mais in-

directement l'insaisissabilité : il dépend de l'ouvrier que son salaire ne puisse être saisi. Aucune convention contraire n'est admise, la disposition étant considérée comme d'ordre public.

Le Code de procédure du 30 janvier 1877, applicable à tout l'empire d'Allemagne, élargit en son article 749 l'insaisissabilité qui fut portée de 400 thalers à 1.500 marks.

Il décide que « sont insaisissables : 1° les salaires des ouvriers et serviteurs, d'après les dispositions de la loi du 21 juin 1869... ; 8° les traitements et émoluments des personnes attachées à titre permanent au service d'un particulier qui ne sont soumis à la saisie qu'autant que leur montant total excède la somme de 1.500 marks par an ».

Toutefois, lorsque ces émoluments excèdent 1.500 marks par an, le tiers de l'excédent est soumis à la saisie, lorsqu'elle est demandée dans l'intérêt de l'époux ou des enfants légitimes du débiteur, en vue d'acquitter les aliments qui leur sont nécessaires pour le temps suivant l'introduction de la demande ou pour le dernier trimestre l'ayant procédé.

Une loi du 29 mars 1897 accorda le même droit alimentaire à l'enfant naturel vis-à-vis de ses père et mère.

Angleterre

En Angleterre, c'est un « act » du 14 juillet 1870 intitulé « Act to abolish attachment of Wages » qui règle la matière.

Son article unique déclare qu' « aucun ordre pour la retenue des gages d'un serviteur, d'un laboureur ou d'un ouvrier ne sera délivré par le juge d'une Cour supérieure ni par celui d'une Cour inférieure ».

L'exposé des motifs nous fait connaître que cette loi a été proposée par le Gouvernement à cause des nombreux inconvénients auxquels la saisie donnait lieu.

Ce n'est que depuis 1854, époque où fut voté un « act » de procédure de droit commun la réglémentant, que la saisie-arrêt existe en Angleterre. Auparavant il n'existait aucune procédure permettant au créancier qui ne pouvait obtenir paiement d'atteindre dans les mains d'un tiers, la somme qui pouvait être due à son débiteur. Cette procédure ne pouvait être pratiquée que devant les Cours supérieures. En 1867, on permit aux créanciers de saisir-arrêter devant les Cours des Comtés dans les limites de leur compétence et de leur ressort. Mais les saisies se multiplièrent d'autant plus qu'il existait alors en Angleterre comme en France aujourd'hui, des professionnels de la vente à tempérament.

On reconnut bien vite qu'il était excessif d'autoriser en principe, la saisie de tous les salaires, même de ceux qui étaient à peine suffisants à faire vivre les ouvriers et leur famille. Des difficultés de même nature que celles qui amenèrent en 1895, l'intervention du législateur français, se présentèrent en Angleterre; mais à la différence de ce qui se passe en France, une expérience de trois années suffit pour décider le Parlement anglais à réformer la législation.

La saisie des petits salaires a donc été supprimée en Angleterre. Un arrêt de la Cour suprême de 1882 décide que l'act du 12 juillet 1870 ne peut s'appliquer qu'aux personnes de petite condition et ne recevant de salaire qu'à de courts intervalles.

Le juge doit faire une enquête sur la situation du débiteur, son traitement ou salaire, ses charges de famille. S'il est pauvre, si ce qu'il gagne suffit à peine à son existence et à celle de sa femme et de ses enfants, le juge interdira au créancier d'exercer aucune contrainte sur le salaire.

Si, au contraire, le débiteur a une situation relativement aisée, s'il ne refuse paiement que par mauvaise foi, le créancier sera autorisé à exercer la contrainte sur les salaires.

D'autres dispositions des lois anglaises admettent, en outre, l'insaisissabilité de certains traitements. C'est ainsi que l'« Army Act » de 1881 exempte de

la saisie les soldes militaires de même que le « *Revenue Friendly societies and national debt act* » de 1894 déclare insaisissables les salaires des marins.

La France pourrait imiter ces nations voisines en édictant l'insaisissabilité des salaires.

Comme nous venons de le voir, il semble que l'admission de l'insaisissabilité ne pourrait donner que de bons résultats.

Mais des deux côtés de la barre on peut plaider et l'examen de la question ne serait pas complet si nous n'examinions les objections des adversaires.

Il nous faut donc répondre maintenant aux partisans de la saisissabilité.

CHAPITRE III

Objections et réponses

Le projet du Sénat maintient le principe de la saisissabilité réduite qui figure dans la loi de 1895. L'enquête de l'Office du Travail avait cependant fourni de nombreux arguments pour sa suppression. La Commission du Sénat avait aussi conclu en faveur de l'insaisissabilité.

Le revirement de la Haute Assemblée tient, nous l'avons vu, aux objections qui lui furent présentées par un certain nombre de ses membres. Parmi eux, les partisans de la saisie-arrêt ont trouvé en M. Savary, un défenseur des plus habiles.

Dans son important discours à la séance du Sénat du 20 novembre 1902, M. Savary fait le procès de l'insaisissabilité absolue à laquelle il reproche de diminuer le crédit de l'ouvrier et de porter atteinte à sa dignité et à son indépendance.

Il rappelle le discours de M. Jaurès au Conseil supérieur du Travail où ce dernier déclare se résigner avec tristesse à l'insaisissabilité et à l'incessibilité

parce qu'il lui est très pénible de frapper toute une classe de salariés d'une sorte d'incapacité.

Etudiant ensuite les résultats de l'enquête de 1899 il tente de réfuter chacun des arguments qu'ils fournissent en faveur de l'insaisissabilité.

1^{er} argument. — L'exagération des frais. « Il dépend de nous, dit M. Savary, de diminuer ces frais autant qu'il nous plaira. »

Nous avons vu qu'il n'en était rien et qu'il y avait une limite à cette diminution. Il ne peut y avoir de saisie-arrest sans procédure, or il n'est pas de procédure sans officiers ministériels, lesquels ne peuvent instrumenter sans rémunération.

2^e argument. — A cette objection capitale que depuis la loi de 1895 qui a diminué les frais à exposer il s'en est suivi une augmentation du nombre des saisies, M. Savary se contente de répondre : « Nous ne pouvons pas cependant voter une loi qui diminuerait les frais pour alléger le débiteur et qui les augmenterait pour effrayer le créancier. »

Mais justement la reconnaissance de l'impuissance du législateur est un des meilleurs arguments des partisans de l'insaisissabilité et la raison même pour laquelle ils veulent une réforme radicale, convaincus qu'ils sont que toute autre mesure serait inefficace.

3^e Argument. — La saisie est inefficace par suite du départ de l'ouvrier. A cela M. Savary répond : « Les fournisseurs me semblent tenir à conserver leur sai-

sie avec ses risques. Pas un dans l'enquête n'est venu déclarer le contraire. »

Cependant, il y a des exemples nombreux de ces mêmes fournisseurs qui, fatigués d'attendre et voyant qu'ils ne retirent rien pour eux, abandonnent leur créance, trouvant dans la saisie-arrêt un moyen trop inefficace pour arriver à se faire payer.

4° Argument. — La saisie fait renvoyer l'employé. M. Savary reconnaît qu'elle est une source d'ennuis pour le patron. Elle a en particulier l'inconvénient de l'obliger à conserver indéfiniment les sommes saisies. C'est pour y remédier que dans le texte qu'il propose il dit que ces sommes devraient être déposées tous les trois mois au greffe de la justice de paix.

Nous répondons que quel que soit le moyen employé, la présomption défavorable reste, ainsi que l'instabilité de l'ouvrier et les difficultés entre lui et son patron.

5° Argument. — Conséquences déplorables au point de vue matériel et moral. M. Savary objecte qu'on rend la saisie responsable de méfaits dont les causes sont absolument en dehors d'elle et indépendantes d'elle.

Pour entraver les abus des huissiers et hommes d'affaires, il supprime dans sa proposition d'une façon radicale le ministère des huissiers. Quant aux hommes d'affaires équivoques, il reconnaît que la loi

n'en peut pas débarrasser entièrement les intéressés, pas plus qu'elle ne peut débarrasser les pensionnaires insaisissables des prêteurs véreux qui les rançonnent.

Nous avons vu que les abus signalés par l'enquête à ce point de vue ne manqueraient pas de reparaitre quel que soit le moyen employé pour faire fonctionner la saisie-arrêt. Les saisies-arêts sont généralement pratiquées par l'intermédiaire d'hommes d'affaires dont l'intérêt est de pousser aux frais. D'ailleurs M. Savary reconnaît lui-même que la loi est impuissante à agir en cette matière pourtant capitale.

A l'argument tiré de ce que la saisie-arrêt produit des conséquences déplorables au point de vue moral M. Savary répond : « Je trouve, pour ma part, très moralisateur de laisser subsister la menace de la saisie-arrêt pour rappeler au débiteur oublieux qu'il doit s'efforcer de payer ses dettes. »

Mais le débiteur oublieux s'il est de mauvaise foi, peut rendre son salaire insaisissable ; il n'a qu'à quitter l'atelier, à devenir un nomade, un rouleur.

On a d'ailleurs pu remarquer que la saisie-arrêt ne frappe la plupart du temps que l'ouvrier intéressant.

Ces objections que M. Savary oppose aux arguments tirés du fonctionnement de la saisie-arrêt de la loi de 1895 ne paraissent donc pas résister à la critique.

Mais il est cependant certains arguments qui pa-

raissent avoir une plus grande importance et sur lesquels on s'appuie surtout pour repousser l'insaisissabilité.

Ces principales objections peuvent se formuler ainsi :

1° *Au point de vue de la moralité et de la dignité.* — L'encouragement que l'on donnerait à l'ouvrier qui pourrait narguer à l'avenir ses créanciers, ne se soucier aucunement du paiement de ses dettes, amènerait vite un abaissement du niveau moral de la classe ouvrière et rendrait les créanciers beaucoup plus intéressants que les débiteurs.

2° *Au point de vue du crédit.* — C'est là une raison pratique. Si l'on admettait ce système, c'est la vie même qui serait refusée à l'ouvrier. N'ayant plus aucun crédit, il se verrait refuser les choses les plus nécessaires à l'existence : sa nourriture, son logement, ses vêtements. Il se trouverait acculé à la misère, réduit à la mendicité, etc.

3° *Raison de fait se rattachant à la précédente.* — En dehors de son salaire, la plupart du temps, l'ouvrier ne possède rien, ou du moins fort peu de chose ; par conséquent, c'est sur ce salaire que repose son crédit tout entier. Si l'on vient déclarer ce salaire totalement insaisissable, on ne voit pas bien comment les créanciers pourront arriver à se faire payer.

Les adversaires de l'insaisissabilité disent : « Vous allez porter atteinte à la dignité et à la moralité de

l'ouvrier. » Mais n'est-ce pas, au contraire, l'indépendance de l'ouvrier que l'on assure en lui laissant la libre disposition de son salaire en entier et en l'affranchissant des retenues qui peuvent le grever. La moralité de la classe ouvrière n'a qu'à gagner de l'adoption d'un principe qui serait le régime de l'achat au comptant comme nous l'avons vu plus haut.

Pourquoi la dignité de l'ouvrier ne subsisterait-elle pas, au même titre que celle des pensionnaires militaires et civils, dont les ressources sont déclarées insaisissables ?

On peut sans porter atteinte à son indépendance et à sa dignité, déclarer insaisissables les neuf dixièmes du salaire de l'ouvrier, mais si l'on touche à ce dernier dixième, tout est perdu : la distinction est subtile.

Les représentants les plus autorisés de la classe ouvrière ont fait taire leurs scrupules à cet égard et ont voté le principe de l'insaisissabilité absolue. Les déclarations de MM. Jaurès et Dalle au Conseil supérieur du Travail de 1900 et les réponses des secrétaires des groupements ouvriers à l'enquête de 1899 sont assez significatives.

« Au reste, comme le dit M. Bonnevey, toutes les fois qu'une mesure de protection légale des travailleurs est sollicitée, on retrouve la même objection : limitation des heures de travail, repos hebdomadaire, tout ce qui protège la faiblesse de l'ouvrier ou réfrène

l'anarchie économique, devient aux yeux de certains économistes, attentatoire à la dignité de l'ouvrier et à sa liberté. »

Les adversaires ajoutent : « en même temps que la garantie disparaîtra le crédit. Ne va-t-on pas sacrifier les droits des créanciers, du boulanger, de l'épicier ? »

Nous répondons que nous n'entendons nullement les sacrifier, mais nous estimons que la loi de 1893 leur offre des garanties purement illusoires, soit à cause de la lenteur du recouvrement par voie de saisie, soit surtout à cause de l'exagération des frais dont le montant est d'abord prélevé. Il suffit d'ailleurs d'une grosse créance — et c'est le plus souvent celle d'un « abonné » — pour que les petits créanciers ne touchent qu'un dividende minime.

Le crédit de l'ouvrier serait-il restreint que le petit commerçant y gagnerait somme toute : tenu à une plus grande réserve, il se contenterait d'un plus petit bénéfice, puisqu'il vendrait, sinon au comptant, du moins avec la certitude d'être payé.

Au reste nous pensons avoir démontré précédemment que le résultat de l'insaisissabilité serait non seulement de faire disparaître le mauvais crédit mais encore de conserver le bon crédit, le seul intéressant, au fond, et pour l'ouvrier et pour le commerçant.

TITRE II

L'incessibilité

Il est un principe qui paraît devoir suivre le sort fait à la saisissabilité, c'est le principe de cessibilité, la faculté de cession des salaires ou appointements.

Convient-il de conserver la cession des salaires ?

L'incessibilité est-elle le corollaire nécessaire de l'insaisissabilité ?

En principe, dans notre droit, les biens déclarés insaisissables par la loi sont également incessibles. La loi ne veut pas que, par le moyen d'une cession, un bien puisse échapper à l'insaisissabilité dont il est frappé. C'est ainsi que, sous le régime dotal, la dot, déclarée inaliénable, est à la fois incessible et insaisissable. De même les droits d'usage et d'habitation sont en même temps incessibles et insaisissables.

Cependant, la question de l'incessibilité n'est pas liée d'une manière absolue à celle de l'insaisissabilité et l'on peut très bien admettre qu'une solution différente intervienne sur les deux principes. C'est ainsi

que les pensions alimentaires attribuées en vertu des dispositions de la loi sont insaisissables (Code de Procédure civile, article 581), et cependant la jurisprudence a déclaré que ces pensions étaient cessibles (Dalloz, 1891.1.179).

En notre matière la question de la cession paraît bien liée à la saisie.

Il semble difficile d'adopter l'insaisissabilité sans déclarer en même temps l'incessibilité des salaires.

Au Conseil supérieur du Travail, à la séance du 19 juin 1900, M. de Montgolfier, questionné à ce sujet par M. Jaurès, répondait : « Je m'oppose également à la cessibilité » et M. Jay, qui lui succédait à la tribune disait : « Si vous voulez faire œuvre complète, il est impossible de laisser de côté la question de cessibilité. »

Ce Conseil se prononça à deux reprises en 1900 et 1901, en faveur de l'incessibilité absolue des salaires (Conseil supérieur du Travail, 1900, p. 422 et 429, 1901, p. 175).

Néanmoins, on peut concevoir un système où à côté de l'insaisissabilité on réserverait la possibilité de céder une partie du salaire. Des moyens seraient pris pour éviter que la bonne foi du cédant ne soit surprise : déclaration, signature, réserve de la cessibilité au profit de certaines créances.

Ceux qui veulent maintenir le droit à la cession

disent volontiers que si l'on ne permet pas à un petit ouvrier de céder une portion de son salaire on le prive de crédit. On l'empêche de se meubler petit à petit, de se constituer un intérieur modeste. Cette cessibilité aurait l'avantage de permettre à l'ouvrier nouvellement arrivé dans une localité de se procurer un logement et une pension.

Ils ajoutent que c'est une chose grave que d'inscrire dans notre législation une incapacité nouvelle frappant tous les ouvriers, toute une catégorie de citoyens, que cela porte une atteinte énorme à leur dignité et à leur liberté. Comment, disent-ils, voilà un créancier et un débiteur qui sont majeurs tous les deux, qui sont tous les deux d'accord, celui-ci pour céder au créancier une partie de son salaire, celui-là pour accepter cette délégation, et vous voulez prohiber cette convention ?

Aussi se rallient-ils volontiers à la proposition Bonnevay du 8 décembre 1908 qui, si elle établit l'insaisissabilité des salaires, maintient cependant le principe de la cession sur la base du dixième.

Ils font, en outre, observer que la règle aux termes de laquelle la cession ne pourrait être consentie que par une déclaration souscrite par le cédant en personne devant le greffier de la justice de paix supprimerait quelques-uns des inconvénients de la loi actuelle, que cette réforme serait suffisante et que s'il est possible que certaines cessions soient consenties

à l'heure actuelle assez légèrement, elles le seraient plus difficilement par la suite.

Nous estimons que malgré les garanties offertes il y a lieu de craindre que le maintien de la cession ne donne encore lieu à des abus.

C'est qu'en effet si l'on permet à l'ouvrier de céder une partie de son salaire, on laisse subsister les tentations, les fraudes, cette exploitation trop fréquente de la classe ouvrière par les professionnels du crédit. Il est à craindre que l'ouvrier ne continue à être la proie des magasins de vente à crédit et des marchands de vin.

Nous nous trouvons, il faut le répéter, en présence d'établissements spéciaux et nous savons comment ils fonctionnent, comment après que l'ouvrier est descendu à la mine, par exemple, les représentants de ces maisons vont trouver les femmes, essayant de leur extorquer des achats et de leur faire signer des papiers.

La suppression de la faculté de cession des salaires serait donc sage et éviterait bien des mécomptes.

CONCLUSION

A la séance de la Chambre du 21 décembre 1908, M. Gustave Dron, disait : « La saisie-arrêt des salaires est une plaie sociale de nature envahissante que tous les palliatifs ne feront qu'envenimer et dont un régime démocratique ne devrait pas hésiter à avoir raison par la cure radicale, par l'extirpation même du mal, c'est-à-dire en l'espèce, par la suppression de la saisie-arrêt. »

Nous avons vu que toutes les réformes proposées risquaient d'être inopérantes. Que seule l'admission de l'insaisissabilité absolue des salaires était efficace.

Nous avons vu également que la tendance générale du monde économique était dans ce sens.

Peut-être peut-on espérer que le Parlement entrera dans cette voie.

Nous ne pouvons que souhaiter aux partisans de l'insaisissabilité de trouver une majorité suffisante pour en faire adopter le principe et ce, pour le plus grand bien des humbles et des travailleurs.

Vu : le Président de la Thèse,
RAOUL JAY

Vu : Le Doyen,
CAUWES

Vu et permis d'imprimer
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
LIARD

ANNEXES

Textes comparés de la loi du 12 janvier 1895 (articles 57 à 69 du Code du Travail), de la proposition du Sénat et de celle de la Commission de la Chambre.

Code du Travail
et de la
Prévoyance sociale

Texte
adopté par le Sénat

Texte
proposé par la
Commission

LIVRE PREMIER

**Des conventions
relatives au travail.**

TITRE III

Du salaire.

CHAPITRE IV

*De la saisie-arrêt et
de la cession des sa-
laire et petits trai-
tements.*

SECTION I. — Règles
générales.

§ 1. — *Limitation de la
saisie-arrêt
et de la cession.*

ART. 57

ARTICLE PREMIER

ART. 57 (Livre 1^{er} du
Code du travail).

Les salaires des
ouvriers et gens de
service ne sont sai-
sissables que jus-
qu'à concurrence du
dixième, quel que soit
le montant de ces sa-
laire.

Les appointements

Même texte que
celui de l'article 57
du Code du travail.

Les salaires des
ouvriers et gens de
service, les appoin-
tements ou traite-
ments des employés
ou commis et des
fonctionnaires ne
sont saisissables que
jusqu'à concurrence

Code du Travail
et de la
Prévoyance sociale

Texte
adopté par le Sénat

Texte
proposé par la
Commission

ou traitements des employés ou commis et des fonctionnaires ne sont également saisissables que jusqu'à concurrence du dixième, lorsqu'ils ne dépassent pas 2.000 francs par an.

du dixième, si le montant ne dépasse pas 3.000 francs par an.

S'il dépasse 3.000 francs par an, ils ne sont saisissables que jusqu'à concurrence :

1° Du cinquième, sur la portion comprise entre 3.001 et 5.000 francs ;

2° Du quart, sur la portion comprise entre 5.001 et 8.000 fr.

3° Du tiers, sur la portion supérieure à 8.000 francs.

S'ils dépassent 10.000 francs par an et que la saisie soit faite en vertu d'un titre, le débiteur saisi peut s'adresser au juge chargé de statuer sur la validité de la saisie pour faire fixer, avant dire droit, la portion à lui réserver à titre alimentaire, eu égard à sa condition et à ses ressources ; dans le cas où la saisie est faite en vertu de la permission du juge, celui-ci détermine provisoirement dans son ordonnance la dite portion.

Code du Travail
et de la
Prévoyance sociale.

Texte
adopté par le Sénat.

Texte
proposé par la
Commission

ART. 58

Les salaires, appointements et traitements visés par l'article 57 ne peuvent être cédés que jusqu'à concurrence d'un autre dixième.

ART. 2

Les salaires, appointements visés par l'article 1^{er} ne pourront être cédés que jusqu'à concurrence d'un autre dixième.

La cession ne pourra être consentie que par une déclaration souscrite par le cédant en personne devant le greffier de la justice de paix de sa résidence.

Le greffier fera mention de la déclaration sur le registre exigé par l'article 14. Il adressera, lorsqu'il en sera requis par les parties ou l'une d'elles, une notification, par lettre recommandée, au débiteur des salaires, appointements ou traitements, ou à son représentant préposé au paiement, dans le lieu où travaille le cédant.

La retenue sera opérée sur cette seule modification.

La cession non notifiée dans le délai d'un an sera périmée.

Le cessionnaire touchera directement les retenues, du débi-

ART. 58

Les salaires, appointements et traitements visés par l'article 57 ne peuvent être cédés, quand leur montant ne dépasse pas 3.000 francs par an.

Code du Travail
et de la
Prévoyance sociale.

Texte
adopté par le Sénat.

Texte
proposé par la
Commission.

teur des salaires sur la production d'une copie de la mention de déclaration faite au registre de l'article 14.

Le créancier cessionnaire ne sera pas admis à participer en vertu de la même créance, à la distribution du dixième saisi.

ART. 59

Les cessions et saisies faites pour le paiement des dettes alimentaires prévues par les articles 203, 205, 206, 207, 214 et 349 du Code civil ne sont pas soumises aux restrictions qui précèdent.

ART. 3

Les cessions et saisies faites pour le paiement des dettes alimentaires prévues par les articles 203, 205, 206, 207, 212, 214, 238, 240, 301 et 349 du Code civil ne sont passoumises aux restrictions qui précèdent.

ART. 59

Même texte que celui de l'article 3 du projet du Sénat.

§ II. — *Procédure de la saisie-arrêt.*

ART. 60

La saisie-arrêt sur les salaires et les appointements ou traitements ne dépassant pas annuellement 2.000 francs dont il s'agit à l'article 57, ne peut être pratiquée, s'il y a titre,

ART. 6

La saisie-arrêt prévue par l'article 1^{er} ne pourra être pratiquée, même s'il y a titre, qu'après essai de conciliation. A cet effet, sur la réquisition du créancier, le juge de paix

ART. 60

Quand le montant des salaires, appointements et traitements, visés à l'article 57, est égal ou inférieur à trois mille francs par an, la saisie-arrêt et les procédures qui en sont

**Code du Travail
et de la
Prévoyance sociale.**

**Texte
adopté par le Sénat**

**Texte
proposé par la
Commission**

que sur le visa du greffier de la justice de paix du domicile du débiteur saisi.

S'il n'y a point de titre, la saisie-arrest ne peut être pratiquée qu'en vertu de l'autorisation du juge de paix du domicile du débiteur saisi.

Toutefois, avant d'accorder l'autorisation, le juge de paix peut, si les parties n'ont déjà été appelées en conciliation, convoquer devant lui par simple avertissement le créancier et le débiteur ; s'il intervient un arrangement, il en sera tenu note par le greffier sur un registre spécial, exigé par l'article 68 du présent livre.

L'exploit de saisie-arrest contiendra en tête l'extrait du titre, s'il y en a un, ainsi que la copie du visa, et, à défaut de titre, copie de l'autorisation du juge.

L'exploit sera signifié au tiers saisi ou à son représentant, préposé au paiement des salaires ou traitements, dans le

de la résidence du débiteur saisi convoquera ce dernier devant lui au moyen d'une lettre recommandée adressée par le greffier, avec huit jours d'intervalle entre l'envoi et la comparution, ce délai compté et augmenté conformément aux dispositions de l'article 1033 du Code de procédure civile. Les lieu, jour et heure de cette comparution seront indiqués verbalement par le greffier au créancier au moment de sa réquisition.

la conséquence, jusques et y compris les répartitions et les mainlevées, sont régies par le § 1, section I, chapitre IV, titre III, du Livre 1^{er} du Code du travail et de la prévoyance sociale.

ART. 60 a

La saisie-arrest ne peut être faite, même si le créancier a titre, qu'après un essai de conciliation devant le juge de paix de la résidence du débiteur.

A cet effet, sur la réquisition du créancier, ledit juge de paix convoque le débiteur devant lui au moyen d'une lettre recommandée adressée par le greffier. Le délai au bout duquel le débiteur est invité à se présenter, ne peut être moindre de huit jours, à partir de l'envoi de la lettre recommandée ; il est compté et augmenté conformément aux dispositions de l'article 1033 du Code de procédure civile.

Les lieu, jour et heure de l'essai de

**Code du Travail
et de la
Prévoyance sociale**

**Texte
adopté par le Sénat**

**Texte
proposé par la
Commission**

lieu où travaille le débiteur saisi.

conciliationsontindiqués verbalement au créancier au moment où il formule sa réquisition.

Si le débiteur ne se présente pas sur la convocation par lettre recommandée du greffier le créancier doit le citer à nouveau en conciliation par exploit d'huissier, dans un délai dont la durée ne peut être inférieure à celle du délai exigé pour la convocation par lettre recommandée.

ART. 61

L'autorisation accordée par le juge évalueraou énoncera la somme pour laquelle la saisie-arrêt sera formée.

Le débiteur peut toucher du tiers saisi la portion non saisissable de ses salaires, gages ou appointements.

Les conditions de l'arrangement seront, le cas échéant, consignées dans un procès-verbal sommaire dressé par le juge de paix assisté du greffier. La non-conciliation sera constatée de la même manière.

A défaut d'arrangement, s'il y a titre ou s'il n'y a pas de contestation sérieuse sur l'existence ou le chiffre de la créance, ou si le débiteur ne s'est pas présenté, le juge de paix permet-

ART. 60 b

Le juge de paix, assisté de son greffier, dresse procès-verbal sommaire de la comparution des parties, qu'elle soit ou non suivie d'arrangement, aussi bien que de la non comparution de l'une d'elles.

Quand les parties conviennent d'un arrangement, le juge en mentionne les conditions s'il y en a.

Quand les parties ne conviennent pas d'un arrangement le juge de paix, s'il y a

**Code du Travail
et de la
Prévoyance sociale**

**Texte
adopté par le Sénat**

**Texte
proposé par la
Commission**

tra la saisie-arrêt et énoncera dans son ordonnance la somme pour laquelle elle sera formée. L'ordonnance sera aussitôt inscrite au registre de l'article 14.

Dans le délai de trois jours francs, le greffier avisera le tiers saisi ou son représentant, préposé au paiement des salaires ou traitements, dans le lieu où travaille le débiteur saisi, par lettre recommandée qui vaudra opposition. Il adressera également un avis recommandé au débiteur, lorsque celui-ci ne se sera pas présenté pour la tentative d'arrangement amiable.

Ces avis comprendront : 1° la date de l'ordonnance autorisant la saisie-arrêt ; 2° les nom, prénom, profession et domicile du créancier saisissant, du débiteur et du tiers saisi ; 3° l'évaluation de la créance par le juge de paix.

Le débiteur pourra toucher du tiers saisi la portion non saisie

titre ou s'il n'y a pas de contestation sérieuse sur l'existence ou le chiffre de la créance, autorise la saisie-arrêt, dans une ordonnance, où il énonce la somme pour laquelle elle sera formée.

Quand le débiteur ne se présente pas sur la citation en conciliation à lui signifiée par exploit, le juge de paix autorise également et dans les mêmes formes, la saisie-arrêt.

ART. 60 c

Dans le délai de trois jours francs à partir de la date de l'ordonnance, le greffier donne avis qu'elle a été rendue au tiers saisi ou à son représentant, préposé au paiement des salaires ou traitements, dans le lieu où travaille le débiteur. Cet avis est donné par lettre recommandée. Il vaut opposition.

Le greffier donne également avis, dans les mêmes formes, au débiteur, lorsque celui-ci ne s'est pas

Code du Travail
et de la
Prévoyance sociale

Texte
adopté par le Sénat

Texte
proposé par la
Commission

de ses salaires, gages
ou appointements.

présenté aux tenta-
tives d'arrangement
amiable.

Ces avis contiennent : 1° Mention de l'ordonnance autorisant la saisie-arrêt et de la date à laquelle elle a été rendue ; 2° les noms, prénoms, professions, domiciles du créancier saisissant, du débiteur saisi et du tiers saisi ; 3° l'évaluation de la créance par le juge de paix.

Le débiteur peut toucher du tiers saisi la portion non-saisie de ses salaires, appointements ou traitements.

ART. 61 (*suite*)

Une seule saisie-arrêt doit être autorisée par le juge. S'il survient d'autres créanciers, leur déclaration signée et déclarée sincère par eux et contenant toutes les pièces de nature à mettre le juge à même de faire l'évaluation de la créance sera inscrite par le greffier sur le registre exigé par l'article 68. Le greffier se

ART. 7

Lorsqu'une saisie-arrêt aura été pratiquée, s'il survient d'autres créanciers, leur demande, signée et déclarée sincère par eux et contenant toutes les pièces de nature à mettre le juge à même de faire l'évaluation de la créance, sera inscrite par le greffier sur le registre exigé par l'article 14. Le greffier en donnera avis

ART. 61

Même texte que celui de l'article 7 du projet du Sénat.

**Code du Travail
et de la
Prévoyance sociale**

**Texte
adopté par le Sénat**

**Texte
proposé par la
Commission**

bornera à en donner avis dans les quarante-huit heures au débiteur saisi et au tiers saisi par lettre recommandée qui vaudra opposition.

dans les quarante-huit heures au tiers saisi par lettre recommandée qui vaudra opposition et aussi par lettre recommandée au débiteur saisi.

En cas de changement du domicile, le créancier saisissant ou intervenant devra déclarer, au greffe, sa nouvelle résidence, et il en sera fait mention par le greffier sur le registre exigé par l'article 14.

ART. 62

L'huissier saisissant est tenu de faire parvenir au juge de paix, dans le délai de huit jours à dater de la saisie, l'original de l'exploit, sous peine d'une amende de 10 francs qui sera prononcée par le juge de paix en audience publique.

Supprimé par le Sénat.

ART. 62

L'huissier qui cite en conciliation est tenu de faire parvenir au juge de paix, dans le délai de huit jours à dater de la signification, l'original de son exploit, sous peine d'une amende de 10 francs, qui sera prononcée par le juge de paix en audience publique.

ART. 63

Tout créancier saisissant, le débiteur et le tiers saisi peuvent requérir la convocation des intéressés devant le juge

ART. 8

Tout créancier saisissant, le débiteur et le tiers saisi pourront requérir la convocation des intéressés devant le juge de paix

ART. 63

Même texte que celui de l'article 8 du projet du Sénat.

**Code du Travail
et de la
Prévoyance sociale**

**Texte
adopté par le Sénat**

**Texte
proposé par la
Commission**

de paix du débiteur saisi, par une déclaration consignée sur le registre spécial prévu en l'article 68.

Dans les quarante-huit heures de cette réquisition, le greffier adressera :

- 1° Au saisi ;
- 2° Au tiers saisi ;
- 3° A tous autres créanciers opposants, un avertissement recommandé à comparaître devant le juge de paix à l'audience que celui-ci aura fixée.

A cette audience ou à toute autre fixée par lui, le juge de paix, prononçant sans appel dans la limite de sa compétence et à charge d'appel à quelque valeur que la demande puisse s'élever, statuera sur la validité, la nullité ou la mainlevée de la saisie, ainsi que sur la déclaration affirmative que le tiers saisi sera tenu de faire audience tenante.

Le tiers saisi qui ne comparaitra pas, ou qui ne fera pas

du débiteur saisi par une déclaration qui sera mentionnée sur le registre de l'article 14.

Le juge de paix pourra aussi ordonner d'office cette convocation.

Dans les quarante-huit heures de la réquisition ou de l'ordonnance, le greffier adressera : 1° au saisi, 2° au tiers saisi, 3° à tous autres créanciers opposants, un avertissement recommandé à comparaître devant le juge de paix à l'audience que celui-ci aura fixée. Le délai à observer sera celui prévu au premier paragraphe de l'article 6.

A cette audience ou à toute autre fixée par lui, le juge de paix, prononçant sans appel dans la limite de sa compétence en dernier ressort, et à charge d'appel, à quelque valeur que la demande puisse s'élever, statuera sur la validité, la nullité ou la mainlevée de la saisie, ainsi que sur la déclaration que le tiers saisi sera tenu

**Code du Travail
et de la
Prévoyance sociale**

**Texte
adopté par le Sénat**

**Texte
proposé par la
Commission**

sa déclaration ainsi qu'il est dit ci-dessus, sera déclaré débiteur pur et simple des retenues non opérées et condamné aux frais par lui occasionnés.

de faire, audience tenante, à moins qu'il ne l'ait faite au préalable par lettre recommandée, adressée au greffier. Elle indiquera exactement et avec précision la situation entre le tiers saisi et le débiteur saisi.

Le tiers saisi qui, n'ayant pas fait sa déclaration par lettre recommandée, ne comparaitra pas ou refusera de faire sa déclaration à l'audience, ou qui aura fait une déclaration reconnue mensongère, sera déclaré débiteur pur et simple des retenues non opérées, et condamné aux frais par lui occasionnés.

Le jugement qui prononce la validité ne confère au saisissant, sur les sommes saisies, aucun droit exclusif au préjudice des intervenants.

L'attribution des sommes saisies aux saisissants ou intervenants résultera des répartitions prévues à l'article 11, à concurrence de la somme répartie.

Code du Travail
et de la
Prévoyance sociale

Texte
adopté par le Sénat

Texte
proposé par la
Commission

ART. 64

ART. 9

ART. 64

Si le jugement est rendu par défaut, avis de ses dispositions sera transmis par le greffier à la partie défaillante par lettre recommandée, dans les cinq jours du prononcé.

L'opposition, qui ne sera recevable que dans les huit jours de la date de la lettre, consistera dans une déclaration à faire au greffe de la justice de paix, sur le registre prescrit par l'article 68.

Toutes parties intéressées seront prévenues, par lettre recommandée du greffier, pour la plus prochaine audience utile. Le jugement qui interviendra sera réputé contradictoire. L'appel relevé contre le jugement contradictoire sera formé dans les dix jours du prononcé du jugement, et, dans le cas où il aurait été rendu par défaut, du jour de l'expiration des délais d'opposition, sans que, dans les cas de jugement contradic-

Si le jugement est rendu par défaut, avis de ses dispositions sera transmis par le greffier à la partie défaillante, par lettre recommandée, dans les cinq jours du prononcé.

L'opposition, qui ne sera recevable que dans les huit jours de la date de la lettre, consistera dans une déclaration à faire, au greffe de la justice de paix, sur le registre prescrit par l'article 14.

Toutes parties intéressées seront prévenues, par lettre recommandée du greffier, pour la plus prochaine audience utile. Les délais du premier paragraphe de l'article 6 seront observés. Le jugement qui interviendra sera réputé contradictoire. L'appel, relevé contre le jugement contradictoire sera formé dans les dix jours du prononcé du jugement, et, dans le cas où il aurait été rendu par défaut, du jour de l'expiration

(Même texte que celui de l'article 9 du projet du Sénat), jusqu'aux mots : « L'appel relevé... »

ART. 64 a.

Même texte que celui de l'article 9 du projet du Sénat à partir des mots : « L'appel relevé... »

**Code du Travail
et de la
Prévoyance sociale**

**Texte
adopté par le Sénat**

**Texte
proposé par la
Commission**

toire, il soit besoin de le signifier.

des délais d'opposition, sans que, dans le cas de jugement contradictoire, il soit besoin de la signifier.

ART. 65

Après l'expiration des délais de recours, le juge de paix peut surseoir à la convocation des parties intéressées tant que la somme à distribuer n'atteint pas, d'après la déclaration du tiers saisi et déduction faite des frais à prélever et des créances privilégiées, un chiffre suffisant pour distribuer aux créanciers connus un dividende de 20 % au moins. S'il y a somme suffisante et si les parties ne se sont pas amiablement entendues pour la répartition, le juge procédera à la distribution entre les ayants droit. Il établira son état de répartition sur le registre prescrit par l'article 63. Une copie de cet état, signée du juge et du greffier, indiquant le montant des frais à prélever, le montant

ART. 10

Dans les quinze jours qui suivront chaque trimestre, à partir de l'avis prévu par le quatrième paragraphe de l'article 6, ou dans les quinze jours qui suivront l'époque où les retenues cesseraient d'être opérées et les délais de recours étant expirés, le tiers saisi versera au greffier, entre les mains du greffier chargé de la procédure, le montant des sommes retenues : il sera valablement libéré sur la seule quittance du greffier.

Cette disposition ne s'applique pas aux comptables de l'Etat, des départements et des communes, qui versent d'office à la Caisse des dépôts et consignations les retenues effectuées sur les appointements ou traitements civils ou militaires, en vertu

ART. 65

Même texte que celui de l'article 10 du projet du Sénat jusqu'aux mots : « Lorsque le tiers saisi n'aura pas effectué... » et en outre l'addition suivante intercalée avant le paragraphe commençant par ces mots : « Le tiers saisi, en opérant... »

**Code du Travail
et de la
Prévoyance sociale**

**Texte
adopté par le Sénat**

**Texte
proposé par la
Commission**

des créances privilégiées, s'il en existe, et le montant des sommes attribuées dans la répartition à chaque ayant droit, sera transmise par le greffier, par lettre recommandée, au débiteur saisi et à chaque créancier colloqué.

Ces derniers ont une action directe contre le tiers saisi en paiement de leur collocation. Les ayants droit aux frais et aux collocations utiles donneront quittance en marge de l'état de répartition remis au tiers saisi, qui se trouvera libéré d'autant.

d'oppositions. Mais la Caisse des dépôts et consignations fera remettre au greffier, sur la demande de celui-ci, et par l'intermédiaire du percepteur, les sommes nécessaires aux répartitions de ces oppositions, lorsque le siège du greffier ne sera pas à la résidence d'un préposé de la Caisse des dépôts et consignations.

Le tiers saisi, en opérant son versement, remettra au greffier une note indicative des noms des parties, de la somme versée et de ses causes.

Lorsque le tiers saisi n'aura pas effec-

Le tiers saisi a la faculté de remettre au greffier le montant des dites sommes par l'intermédiaire de l'Administration des Postes, au moyen d'un mandat-carle, accompagné d'une demande d'avis de réception. L'avis de réception délivré par l'Administration des Postes au tiers saisi vaut comme la quittance du greffier.

ART. 65 a

Même texte que celui de l'article 10 du

Code du Travail
et de la
Prévoyance sociale

Texte
adopté par le Sénat

Texte
proposé par la
Commission

lué son versement à l'époque ci-dessus fixée, il pourra y être contraint en vertu d'une ordonnance qui sera rendu d'office par le juge de paix et dans laquelle le montant de la somme sera énoncé.

Cette ordonnance pourra être sollicitée par les parties dans les formes prévues par le premier paragraphe de l'article 8.

L'ordonnance sera notifiée par le greffier, sous pli recommandé, dans les trois jours de sa date. Le tiers saisi aura huit jours, à partir de cette notification, pour former opposition au moyen d'une déclaration au greffe qui sera portée sur le registre spécial. Il sera statué sur cette opposition conformément aux règles de compétence et de procédure contenues dans les articles 8 et 9 ci-dessus.

L'ordonnance du juge de paix, non frappée d'opposition dans le délai de huitaine, deviendra définitive. Elle sera exé-

projet du Sénat à partir des mots : « Lorsque le tiers saisi n'aura pas effectué son versement à l'époque ci-dessus fixée. »

Code du travail
et de la
Prévoyance sociale

Texte
adopté par le Sénat

Texte
proposé par la
Commission

cutée à la requête du débiteur saisi ou du créancier le plus diligent, sur une expédition délivrée par le greffier et revêtue de la formule exécutoire.

ART. 65

Après l'expiration des délais de recours, le juge de paix peut surseoir à la convocation des parties intéressées tant que la somme à distribuer n'atteint pas, d'après la déclaration du tiers saisi et déduction faite des frais à prélever et des créances privilégiées, un chiffre suffisant pour distribuer aux créanciers connus un dividende de 20 % au moins. S'il y a somme suffisante et si les parties ne sont pas amiablement entendues pour la répartition, le juge procédera à la distribution entre les ayants droit. Il établira son état de répartition sur le registre prescrit par l'article 68. Une copie de cet état signée du

ART. 11

La répartition des sommes encaissées sera faite au greffe par le juge de paix assisté du greffier.

Le juge devra surseoir à la convocation des parties intéressées, sauf pour causes graves, la cessation notamment des services du débiteur saisi, tant que la somme à distribuer n'atteindra pas, déduction faite des frais à prélever et des créances privilégiées, un dividende de trente-cinq pour cent (35 %) au moins. S'il y a somme suffisante et si les parties ne sont pas amiablement entendues devant le juge pour la répartition, il procédera à la distribution entre les ayants droit et dressera un procès-verbal indiquant

ART. 66

Même texte que celui de l'article 11 du projet du Sénat, moins le dernier paragraphe.

**Code du Travail
et de la
Prévoyance sociale**

**Texte
adopté par le Sénat**

**Texte
proposé par la
Commission**

juge et du greffier, indiquant le montant des frais à prélever, le montant des créances privilégiées, s'il en existe, et le montant des sommes attribuées dans la répartition à chaque ayant droit, sera transmise par le greffier, par lettre recommandée, au débiteur saisi et à chaque créancier colloqué.

Ces derniers ont une action directe contre le tiers saisi en paiement de leur collocation. Les ayants droit aux frais et aux collocations utiles donneront quittance en marge de l'état de répartition remis au tiers saisi, qui se trouvera libéré d'autant.

le montant des frais à prélever, le montant des créances privilégiées, s'il en existe, et le montant des sommes attribuées à chaque ayant droit.

Si les parties se sont entendues avant de comparaître devant le juge, elles pourront faire connaître leur accord à ce magistrat qui leur en donnera acte et en dressera procès-verbal, pourvu qu'il ne contienne aucune disposition contraire à la loi.

Il ne sera pas fait de répartition de sommes au-dessous de cent francs (100 fr.), à moins que les retenues opérées jusqu'à cette somme soient suffisantes pour désintéresser les créanciers.

Les sommes versées aux ayants droit par le greffier seront quittancées sur le procès-verbal.

Toute partie intéressée pourra réclamer, à ses frais, une copie ou un extrait de l'état de répartition.

Code du Travail
et de la
Prévoyance sociale

Texte
adopté par le Sénat

Texte
proposé par la
Commission

ART. 66 a

Les effets de la saisie arrêt et les oppositions consignées par le greffier sur le registre spécial subsisteront, sauf invalidation, jusqu'à complète libération du débiteur, ou jusqu'à mainlevée des créanciers, qui ne pourra être donnée que par déclaration sur le registre spécial. Dans l'un et l'autre cas, un avis recommandé sera adressé au tiers-saisi par le greffier.

Même texte que le dernier paragraphe de l'article 11 du projet du Sénat.

ART. 66 b

Si, depuis la première répartition, aucune inscription de créance n'a été prise, le juge de paix, lors de la deuxième répartition, incitera les créanciers à donner mainlevée de leurs saisies sous la condition que leur débiteur s'acquittera du reliquat de ses obligations, dans un délai qu'ils détermineront.

Si plus de la moitié des créanciers, représentant au moins les

Code du Travail
et de la
Prévoyance sociale

Texte
adopté par le Sénat

Texte
proposé par la
Commission

trois quarts en somme des créances validées, acceptent de donner mainlevée, le juge prononcera par ordonnance la mainlevée de la saisie-arrêt.

Seront condamnés aux peines de la banqueroute frauduleuse les individus convaincus d'avoir frauduleusement inscrit, pour prendre part à la susdite mainlevée, des créances supposées (593, C. Co.).

Aucun créancier, compris dans les répartitions ci-dessus mentionnées, ne pourra former une nouvelle saisie-arrêt sur le salaire ou les appointements du débiteur, à moins qu'il ne soit pas payé à une seule des échéances convenues.

Si un créancier, non compris dans les susdites répartitions et dont la créance serait née postérieurement à l'ordonnance de mainlevée, forme une saisie-arrêt, ou si l'un des créanciers dont la saisie a été levée n'est pas payé au terme consenti et

Code du Travail
et de la
Prévoyance sociale

Texte
adopté par le Sénat

Texte
proposé par la
Commission

forme, pour cette cause, une nouvelle saisie, tous les créanciers antérieurement saisissants ou intervenants seront réinscrits d'office et sans frais pour la portion de leur créance non éteinte.

ART. 66

Les effets de la saisie-arrêt et les oppositions consignées par le greffier sur le registre spécial subsisteront jusqu'à complète libération du débiteur.

ART. 12

Le juge de paix qui aurait autorisé la saisie-arrêt restera compétent, même lorsque le débiteur aura transporté sa résidence dans un autre canton, tant qu'il n'aura pas été procédé à une saisie, dans le canton de la nouvelle résidence contre le même débiteur, entre les mains du même tiers saisi.

Dès que le tiers saisi sera avisé de la saisie-arrêt nouvelle, les délais de recours contre le jugement de validité expirés, il remettra au greffier de la première résidence le solde des sommes retenues en vertu de la saisie primitive et il sera fait une répartition qui mettra fin à la procédure

ART. 66 c

Même texte que celui de l'article 12 du projet du Sénat, sauf la substitution des mots et des chiffres ci-dessous :

Code du Travail
et de la
Prévoyance sociale

Texte
adopté par le Sénat

Texte
proposé par la
Commission

dans l'ancien canton.

Le juge de paix compétent au moment de la saisie-arrêt le restera jusqu'à la fin de la procédure, lors même que le traitement du débiteur saisi aurait été élevé depuis au-dessus de deux mille francs (2.000 fr.). Le tribunal compétent au moment de l'assignation en validité de la saisie-arrêt le restera jusqu'à la fin de la procédure, alors même que le traitement aurait été abaissé depuis au-dessous de deux mille francs (2.000 fr.).

... Trois mille francs
(3 000 fr.)

... Trois mille francs
(3.000 fr.).

ART. 67

Les frais de saisie-arrêt et de distribution sont à la charge du débiteur saisi. Ils seront prélevés sur la somme à distribuer.

Tous frais de contestation, jugée mal fondée, seront mis à la charge de la partie qui aura succombé.

ART. 13

Même texte que celui de l'article 67 du Livre I^{er} du Code du travail.

ART. 67

Même texte que celui de l'article 13 du projet du Sénat.

ART. 68

Pour l'exécution des dispositions de la présente section,

ART. 14

Il sera tenu au greffe de chaque justice de paix un regis-

ART. 68

(Même texte que celui de l'article 14 du projet du Sénat).

Code du Travail
et de la
Prévoyance sociale

Texte
adopté par le Sénat

Texte
proposé par la
Commission

il sera tenu au greffe de chaque justice de paix un registre sur papier non timbré qui sera coté et paraphé par le juge de paix et sur lequel seront inscrits :

1° Les visas ou ordonnances autorisant la saisie-arrest.

2° Le dépôt de l'exploit ;

3° La réquisition de la convocation des parties ;

4° Les arrangements intervenus ;

5° Les interventions des autres créanciers ;

6° La déclaration faite par le tiers saisi ;

7° La mention des avertissements ou lettres recommandées transmises aux parties ;

8° Les décisions du juge de paix ;

9° La répartition établie entre les ayants droits.

tre sur papier non timbré, coté et paraphé par le juge de paix, et sur lequel seront mentionnés tous les actes, d'une nature quelconque, décisions et formalités, auxquelles donnera lieu l'exécution de la présente loi.

ART. 69

Tous les actes, décisions et formalités auxquels donne lieu l'exécution des articles 46 et 47 du pré-

ART. 15

Tous les actes et décisions visées dans l'article 14 et leurs copies prévues dans la présente loi seront

ART. 69

Tous les actes et décisions visées dans l'article 68 et leurs copies, prévues dans la présente loi, se-

Code du Travail
et de la
Prévoyance sociale

Texte
adopté par le Sénat

Texte
proposé par la
Commission

sent livre et des dispositions de la présente section sont, quelle qu'en soit la nature, rédigés sur papier non timbré, et enregistrés gratis.

rédigés sur papier non timbré et dispensés de l'enregistrement.

Les lettres recommandées, les procurations et les quittances données au cours de la procédure sont exemptes de tout droit de timbre et d'enregistrement. Les lettres recommandées jouissent de la franchise postale.

ront rédigés sur papier non timbré et dispensés de l'enregistrement.

Les lettres recommandées, les procurations données par le saisi ou le tiers saisi et les quittances données au cours de la procédure sont exemptes de tout droit de timbre et d'enregistrement.

Les procurations données par le créancier saisissant doivent être spéciales pour chaque affaire. Elles sont soumises à la formalité du timbre et de l'enregistrement. La signature du saisissant doit être légalisée. Les frais de ces procurations ne sont jamais à la charge du débiteur.

Les lettres recommandées jouissent de la franchise postale.

ART. 16

Les greffiers ne pourront conserver plus de mille francs (1.000 fr.) sur le montant des sommes dont ils seront comptables. Ils verseront le

ART. 69 a

(Même texte que celui de l'article 16 du projet du Sénat.)

Code du Travail
et de la
Prévoyance sociale

Texte
adopté par le Sénat

Texte
proposé par la
Commission

surplus au préposé de la Caisse des dépôts et consignations de leur arrondissement, qu'il leur ouvrira un compte courant spécial. Ils opéreront leurs retraits, pour les besoins des répartitions, sur leur simple quittance, en justifiant de l'autorisation du juge de paix.

Ils devront, quand il n'y aura pas un préposé de la Caisse des dépôts et consignations au siège de leur justice de paix, opérer leurs versements ou leurs retraits par l'intermédiaire du percepteur le plus rapproché de ce siège.

Le juge de paix devra procéder à une vérification mensuelle de la comptabilité du greffier.

ART. 17

Un décret détermine les émoluments à allouer aux greffiers pour l'envoi des lettres recommandées et pour dresser de tous extraits et copies d'états de répartition.

Il est alloué aux greffiers pour les actes et le maniement de fonds leur incombant à raison des versements effectués par les tiers saisis, savoir :

ART. 69 *b*

Même texte que celui de l'article 17 du projet du Sénat, sauf la modification ci-dessous :

Code du Travail
et de la
Prévoyance sociale

Texte
adopté par le Sénat

Texte
proposé par la
Commission

Lettre re-
commandée... 0 30

Procès-ver-
bal de concilia-
tion ou de non-
conciliation ... 0 50

Inscriptions
de saisie-arrêt
ou interven-
tion, ou de ces-
sion..... 0 50

Lettre re-
commandée
contenant no-
tification d'un
jugement de
défaut..... 0 75

Droit pour
chaque attri-
bution de divi-
dende..... 2 fr.

Copie de l'é-
tat de répartiti-
on 2 fr.

Extrait de
l'état de répar-
tition..... 0 50

Mainlevée
donnée par les
créanciers sur
le registre, col-
lective ou indi-
viduelle, lors-
qu'elle ne ré-
sultera pas
d'une décision
ou d'un procès-
verbal du juge. 0 50

Copie de la
mention de ces-
sion 0 50

Droit pour chaque
répartition de divi-
dende :

S'il y a un
créancier..... 1 fr.

S'il y a deux
créanciers 2 »

S'il y a trois
créanciers 3 »

S'il y a qua-
tre ou plus de
quatre créan-
ciers 4 »

Code du Travail
et de la
Prévoyance sociale
—

Texte
adopté par le Sénat
—

Texte
proposé par la
Commission
—

Tout greffier convaincu d'avoir perçu une taxe non prévue au tableau ci-dessus ou supérieure à celles qui y sont fixées sera puni comme concussionnaire.

INDEX BIBLIOGRAPHIQUE

- Annuaire de législation étrangère*, 1874, p. 242 et s.
- Association nationale française pour la protection légale des Travailleurs (Assemblée générale du 23 janvier 1913, compte rendu des séances).
- BASLY. — Proposition de loi. Chambre, 1897. Annexe n° 2840.
- BONNEVAY. — Proposition de loi. Chambre, 1908. Annexe n° 2154.
- Bulletin de la Société de législation comparée*, 1874, p. 253 et s.
- CHÉRON. — Projet de loi. Chambre 1913. Annexe n° 3159.
- CHOVET. — Rapport. Sénat, 1901. Annexe n° 411.
- Conseil supérieur du Travail. — Comptes rendus des séances, 9^e session, 1900, 10^e session, 1901.
- DALLOZ. — Répertoire de jurisprudence, v° Saisie-arrest. Supplément, v° Saisie arrêt. Traitement.
- D'HOOGHE. — Saisie arrêt.
- DRON. — Proposition de loi. Chambre, 1909. Annexe n° 2206.
- Enquête sur l'état de l'industrie textile. — Chambre 1904, n° 1992.
- FONTAINE. — Saisie-arrest sur les salaires, 1899.
- GARSONNET. — Traité de procédure. Tome III.
- GUERNIER. — Rapport. Chambre, 1912. Annexe n° 2150.
- HEMARD. — Etude critique sur l'insaisissabilité des salaires. *Thèse Paris*, 1901.

Journal Officiel. — Numéros des 19 janvier 1902, 21 et 26 novembre 1902, 4 novembre 1905, 23 novembre 1906.

Le Parlement et l'opinion. — Numéro de février 1913.

Office du Travail. — Saisie-arrêt sur les salaires. Enquête de 1899.

ODILON-BARROT. — Proposition de loi. Chambre, 1897. Annexe n° 2888.

PLICHON. — Proposition de loi. Chambre, 1897. Annexe n° 2949.

ROSE. — Rapport. Chambre, 1898. Annexe n° 3131.

SAVARY. — Rapport. Sénat, 1905. Annexe n° 163.

ZÉVAËS. — Rapport. Chambre, 1910. Annexe n° 2837.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION.	7

PREMIÈRE PARTIE

La loi de 1895 et les travaux de réforme

CHAPITRE PRÉLIMINAIRE. — Travaux préparatoires de la loi	11
§ 1. — Les textes et la jurisprudence	11
§ 2. — Propositions et projets	19
CHAPITRE PREMIER. — Fonctionnement de la loi.	23
§ 1. — Les principes	23
§ 2. — La procédure	25
CHAPITRE II. — Critique de la loi.	32
§ 1. — Exagération des frais.	33
§ 2. — Augmentation du nombre des saisies.	37
§ 3. — Durée des retenues	39
§ 4. — Abus des hommes d'affaires	41
§ 5. — Le mauvais crédit.	42
§ 6. — Départ ou renvoi du débiteur.	45
§ 7. — Abaissement moral	46
CHAPITRE III. — Premières propositions de réforme	48
CHAPITRE IV. — Enquête de l'Office du Travail.	54
CHAPITRE V. — Discussions et vœux du Conseil supérieur du Travail	59

CHAPITRE VI. — Derniers travaux parlementaires . . .	67
§ 1. — Texte adopté par le Sénat	67
§ 2. — Proposition Bounevay	69
§ 3. — Proposition Gustave Dron.	74
§ 4. — Rapport Zévaès.	75
§ 5. — Amendements	76

DEUXIÈME PARTIE

État actuel de la réforme

TITRE I. — *Projet du Sénat*

CHAPITRE PREMIER. — Les principes	84
CHAPITRE II. — La procédure.	85
§ 1. — Formalités préliminaires.	87
§ 2. — Saisie-arrêt	90
§ 3. — Validité de la saisie	91
§ 4. — Attribution des sommes retenues	92
§ 5. — Mainlevée	93
CHAPITRE III. — Appréciation.	95

TITRE II. — *Proposition de la Commission de la Chambre*

I. — Réforme quant au fond.	100
CHAPITRE PREMIER. — La saisie-arrêt.	100
§ 1. — Principe adopté.	100
§ 2. — Plus de distinction entre débiteurs saisis.	105
§ 3. — Égalité de traitement.	108
§ 4. — Appréciation	112
CHAPITRE II. — La cession.	114
II. — Réformes de procédure	118
CHAPITRE PREMIER. — La citation	118
CHAPITRE II. — La conciliation	122
CHAPITRE III. — Répartition et concordat.	124
CHAPITRE IV. — Détails de procédure	128
CHAPITRE V. — Appréciation	133

TITRE III. — *Projet de M. Chéron*

CHAPITRE PREMIER. — Exposé du système	136
CHAPITRE II. — Fonctionnement.	140
§ 1. — Les principes	140
§ 2. — La cession	144
§ 3. — Dettes spéciales.	144
§ 4. — Contribution aux charges du ménage	145
CHAPITRE III. — Appréciation.	147

TROISIÈME PARTIE

Système proposé

TITRE PRÉLIMINAIRE

CHAPITRE PREMIER. — Systèmes intermédiaires	156
CHAPITRE II. — Situation des employés et fonctionnaires	161

TITRE I. — *L'insaisissabilité*

CHAPITRE PREMIER. — Son rôle.	164
§ 1. — A l'égard du débiteur saisi.	165
§ 2. — A l'égard du tiers saisi	167
§ 3. — A l'égard des créanciers.	170
CHAPITRE II. — Arguments en faveur de l'insaisissabilité.	174
§ 1. — Résultats heureux qu'elle donnerait.	174
§ 2. — Elle ne serait pas contraire aux principes de notre droit.	176
§ 3. — Exemple des législations étrangères.	180
CHAPITRE III. — Objections et réponses.	186

TITRE II. — *L'incessibilité*

CONCLUSION	198
ANNEXES	198
INDEX BIBLIOGRAPHIQUE.	225

MAVENNE, IMPRIMERIE CHARLES COLIN
